

Economics School of Louvain - ESL

Economics School of Namur - ESN

Convergence et dépendance: le développement économique roumain

Étude empirique des dynamiques sectorielles et régionales (1998-2022)

Author : CASSART Baptiste

Thesis Director : DEFRAIGNE Jean-Christophe

Thesis Reader : DE CROMBRUGGHE DE PICQUENDAELE Alain

Academic 2024-2025

Master in Economics – 120 credits – Focus : Professional

Remerciements

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude à toutes les personnes qui ont contribué, de près ou de loin, à la réalisation de ce mémoire.

Tout d'abord, je tiens à remercier chaleureusement mon promoteur, **Jean-Christophe Defraigne**, pour son encadrement, sa disponibilité et ses précieux conseils tout au long de ce travail. Les travaux auxquels il m'a initié ont permis à ce mémoire d'aller au-delà de ce que j'aurais pu imaginer.

Je remercie également l'ensemble du personnel de l'*Université catholique de Louvain* et de l'*Université de Namur* : secrétariats, bibliothèques, corps professoral et services techniques, dont l'action contribue au bon fonctionnement de l'Université.

Je suis reconnaissant envers Yasmine pour son soutien moral quotidien et ses encouragements.

Enfin, je souhaite adresser une pensée particulière à ma famille, dont la confiance et l'appui inconditionnels ont été essentiels à l'aboutissement de ce mémoire.

Baptiste Cassart
Louvain-la-Neuve, août 2025

Déclaration de non-plagiat

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

De même, je déclare avoir utilisé les outils d'intelligence artificielle ChatGPT et Copilot pour rédiger des scripts en R et fluidifier la lecture de certains extraits. Les textes d'origine sont accessibles sur demande.

Louvain-La-Neuve, le 18 août 2025

Baptiste Cassart

Résumé

La convergence économique au sein de l'Union Européenne est un enjeu majeur pour comprendre les trente dernières années d'intégration. Ce mémoire est une étude de cas de la Roumanie sur base des données d'Eurostat et de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique entre 1998 et 2022, au niveau régional et sectoriel. Les méthodes statistiques sont le modèle de régression linéaire et le modèle d'analyse en composantes principales. Les résultats proposent que la Roumanie se développe dans des rapports de dépendance accrue envers l'Allemagne et les États-Unis. La forte croissance entraîne des disparités régionales et est portée par les services, qui connaissent une déqualification du travail. Les regards croisés de la littérature néoclassique et hétérodoxe sur les échanges commerciaux en valeur ajoutée de la Roumanie au niveau sectoriel, sur base d'une analyse statistique en composantes principales et historique, font de ce mémoire une contribution originale à la littérature académique.

Table des matières

Introduction	9
1 Cadre Conceptuel de la Convergence	10
1.1 Cadre néoclassique	10
1.1.1 Les modèles de croissance exogène	10
1.1.2 Les modèles de croissance endogène	11
1.1.3 La nouvelle économie géographique	12
1.2 La littérature hétérodoxe	13
1.2.1 Wallerstein et l'économie-monde	14
1.2.2 Andre Gunder Frank et les causes du sous-développement	15
1.2.3 Poulantzas et les classes sociales	16
2 Analyse Historique	18
2.1 Du féodalisme au capitalisme	18
2.2 Les décennies sous le communisme stalinien	20
2.3 La transition vers une économie libérale	21
2.4 Contexte historique de l'intégration européenne	22
3 Méthodologie et Données	25
3.1 La convergence réelle	25
3.1.1 Le modèle	26
3.1.2 Les données	27
3.2 L'intégration dans les Chaines de Valeur Globales	28
3.2.1 Stratégie d'identification	29
3.2.2 Les données	30
3.2.3 La transformation des données	32
4 La Convergence réelle	33
4.1 Éléments descriptifs	33
4.2 Résultats	35
4.3 Une croissance dans quelles conditions ?	40
5 La Roumanie dans les Chaines de Valeur Globales	42
5.1 Éléments descriptifs	42
5.2 Étude comparative des structures économiques roumaine et allemande	46
5.2.1 Analyse en Composantes Principales des secteurs	46
5.2.2 Commentaires	49

5.3	Étude comparative des partenaires commerciaux	53
5.3.1	Analyse en Composantes Principales des Partenaires	53
5.3.2	Commentaires	55
6	Discussion	59
	Conclusion	63
	Bibliographie	64
A	Liste des abréviations	70
B	Convergence réelle : figures annexes	72
C	Table des Secteurs par NACE et Noms complets	74
D	Disponibilité et transformation des données des analyses en Composantes Principales	75
E	Analyse sectorielle : fiche technique	76
F	Tableaux des secteurs roumains et allemands	81
G	Analyse par Pays : fiche technique	87
H	Tableaux des Pays partenaires centraux de la Roumanie et de l'Allemagne	92

Table des figures

4.1	Moyennes du PIB/capita en Euro 2015 par région	34
4.2	Décomposition de la croissance du PIB per capita	35
4.3	Résultats du Test de Chow, indiquant les années de cassures	36
4.4	Convergence Beta du PIB per capita entre 2000 et 2023, au niveau NUTS 2	37
4.5	Convergence Beta du Revenu Primaire per capita entre 2000 et 2022, au niveau NUTS 2	37
4.6	Évolution de la variance du PIB/capita par région	38
4.7	Comparaison de deux soldes de la balance des paiements (en % du PIB) . .	41
4.8	Indicateurs de dépendance de la balance financière (en % du PIB)	41
5.1	Balances commerciales en Valeur Ajoutée (avec les totaux), 1995-2022 . . .	43
5.2	Part de l'emploi de chaque secteur, 1995-2022	43
5.3	Valeur Ajoutée par personne et secteurs, 1995-2022	44
5.4	Part de l'emploi et de la VA sous contrôle étranger, par pays et par pays de contrôle en 2010 et 2020.	45
5.5	Bi-plot des première et seconde CP	47
5.6	Comparaison des balances relatives de valeur ajoutée entre la Roumanie et l'Allemagne par secteur	50
5.7	Comparaison des balances commerciales de la Roumanie et de l'Allemagne dans l'industrie	51
5.8	Comparaison des balances commerciales entre la Roumanie et l'Allemagne dans les services	52
5.9	Bi-plot des première et seconde CP	54
5.10	Comparaison des balances relatives de valeur ajoutée entre la Roumanie et l'Allemagne par pays partenaires	56
5.11	Comparaison des balances relatives de valeur ajoutée de la Roumanie avec l'Allemagne et la France	58
5.12	Comparaison des balances relatives de valeur ajoutée de la Roumanie avec les États-Unis et la Chine	58
6.1	Dépenses en recherche et développement (en euro courant, par personne) .	61
B.1	Convergence Beta du PIB per capita entre 2010 et 2019, au niveau NUTS 2	72
B.2	Convergence Beta du Revenu Primaire per capita entre 2010 et 2019, au niveau NUTS 2	72
B.3	Convergence Gamma au niveau national, indiquant la mobilité des pays dans le classement du PIB/capita	73

E.1	Balances commerciales en Valeur Ajoutée, 1995-2022	76
E.2	Contribution de chaque CP à la variance totale (Secteurs)	76
E.3	Contribution des variables sélectionnées à chaque CP (Secteurs)	77
E.4	Cercle de corrélation des CP1 à CP4	77
E.5	Bi-plot des première et seconde CP	78
E.6	Bi-plot des troisième et quatrième CP	79
E.7	Moyennes de la CP1 par pays et secteurs de l'analyse sectorielle	80
E.8	Moyennes de la CP2 par pays et secteurs de l'analyse sectorielle	80
G.1	Contribution de chaque PC à la variance totale	87
G.2	Contribution des variables sélectionnées à chaque CP	88
G.3	Cercle de corrélation des CP1 à CP4	88
G.4	Bi-plot des première et seconde CP	89
G.5	Bi-plot des troisième et quatrième CP	89
G.6	Visualisation du terme d'interaction sur la PC1 (Pays)	90
G.7	Visualisation du terme d'interaction sur la PC2 (Pays)	90

Liste des tableaux

4.1	Convergence beta, 2000-2007, niveau NUTS 2	39
4.2	Convergence beta, 2010-2019, niveau NUTS 2	39
4.3	Convergence beta, 2021-2022, niveau NUTS 2	40
C.1	Codes NACE sélectionnés et intitulés abrégés	74
E.1	Résultats du test MANOVA sur les Secteurs, par CP	79
F.1	Roumanie : Secteurs dont le surplus de VA a grandi (1998-2020)	82
F.2	Roumanie : Secteurs dont le surplus de VA a baissé (1998-2020)	82
F.3	Allemagne : Secteurs dont le surplus de VA a grandi (1998-2020)	83
F.4	Allemagne : Secteurs dont le surplus de VA a baissé (1998-2020)	84
F.5	Roumanie : Secteurs dont le déficit de VA a grandi (1998-2020)	85
F.6	Allemagne : Secteurs dont le déficit de VA a grandi (1998-2020)	85
F.7	Roumanie : Secteurs dont le déficit de VA a baissé (1998-2020)	86
F.8	Allemagne : Secteurs dont le déficit de VA a baissé (1998-2020)	86
G.1	Résultats du test MANOVA sur les Pays, par CP	91
H.1	Roumanie : caractéristiques des pays partenaires clés	93
H.2	Allemagne : caractéristiques des pays partenaires clés	94

Introduction

L'Ukraine et les Balkans occidentaux sont en procédure d'adhésion à l'Union européenne. Pourtant, le climat politique et économique actuel fait apparaître des fractures internes, portées par un sentiment anti-européen et des mouvements d'extrême-droite de plus en plus performants dans les urnes (KOMLOS 2024).

Comme nous le verrons, l'Union européenne est une union économique et politique dont la construction commence après la Seconde Guerre mondiale. Elle implique la liberté de circulation des personnes, biens et services, et des capitaux, mais elle dispose également de budgets pour financer des projets, encourager le développement régional et coordonner la politique du commerce extérieur. En outre, les prérequis du droit européen sont gages d'une meilleure stabilité politique, ce qui encourage l'investissement. Ensemble, ces facteurs sont susceptibles de contribuer à des économies d'échelle, d'augmenter le bien-être des citoyens et de renforcer la compétitivité des entreprises européennes vis-à-vis des autres puissances économiques.

Dans ce contexte, les chaînes de valeur internationales (ou européennes) sont un élément clé, car elles signifient une division internationale du travail, où chaque pays contribue à une étape de la production d'un bien. Mais la division du travail soulève des enjeux d'équité, car les étapes ne rapportent pas toutes la même valeur, ce qui mène à des différences de revenu.

Par conséquent, une étude de cas de la Roumanie est particulièrement pertinente pour se représenter la dynamique de l'Europe du Sud-Est. L'économie roumaine converge-t-elle vers ses équivalents d'Europe de l'Ouest, et comment ?

Pour répondre à la question de recherche, nous explorons d'abord les fondamentaux de la théorie de la croissance et la nouvelle économie géographique, avec une mise en perspective hétérodoxe. Ensuite, le chapitre deux introduit à l'histoire de la Roumanie. L'étude empirique commence au chapitre trois, avec le détail de la méthode, tandis que les chapitres quatre et cinq présentent les résultats. Enfin, le chapitre six lie ces résultats à la théorie, présente quelques limites de ce mémoire ainsi que des pistes pour des recherches futures.

1. Cadre Conceptuel de la Convergence

La convergence peut être comprise de plusieurs façons : dans les modèles de croissance exogène, elle apparaît lorsqu’une économie tend vers un ratio de capital-travail assurant une croissance stable du PIB par habitant. Cette première approche s’inscrit dans la tradition néoclassique. À l’opposé, une autre partie de la littérature analyse la convergence à travers les relations centre-périphérie, où certaines économies demeurent subordonnées à d’autres, indépendamment du rythme de croissance. La maîtrise de ces ancrages théoriques distincts est ainsi essentielle pour comprendre l’histoire roumaine et définir la méthode empirique.

1.1 Cadre néoclassique

1.1.1 Les modèles de croissance exogène

Le modèle de RAMSEY (1928) introduit des agents économiques (entreprises, consommateurs) qui maximisent leur utilité intertemporelle sous contrainte d’un budget, d’un taux d’intérêt et leurs préférences temporelles¹. Le taux d’épargne devient ainsi endogène. Sa fonction de production à rendements constants est enrichie par KOOPMANS (1963) et CASS (1965), qui intègrent des hypothèses compatibles avec la Cobb-Douglas (rendements marginaux décroissants, rendements d’échelle constants). Dans le modèle Ramsey-Cass-Koopmans, la dynamique du capital par travailleur dépend positivement de la productivité du capital, et négativement de la consommation, de la dépréciation, de la croissance démographique et du progrès technique. La productivité marginale décroissante implique que tout progrès technologique exige des investissements accrus pour maintenir le rythme d’accumulation du capital. À l’état stationnaire, le capital par tête devient constant et la croissance du PIB par tête est équivalente au progrès technique.

Le modèle de Solow-Swan (1956), plus accessible empiriquement, conserve une dynamique proche mais exogénéise le taux d’épargne. La croissance à long terme repose exclusivement sur la technologie. Le scénario standard, utilisant une fonction Cobb-Douglas, stipule que la variation du capital par travailleur est positive si le ratio capital-travail est inférieur à son niveau d’équilibre, et négative dans le cas inverse, menant à une convergence vers un équilibre de long terme (SOLOW 1956).

SOLOW (1956) propose aussi deux scénarios alternatifs : dans le premier, la fonction en “S” permet plusieurs équilibres du ratio capital-travail selon sa valeur initiale, impliquant des trajectoires divergentes (équilibres favorables ou défavorables) ; dans le second, deux

1. Par exemple, préfèrent-ils consommer aujourd’hui, ou investir pour leur consommation future, compte tenu du rendement du taux d’intérêt.

fonctions de production excluent tout équilibre (sauf un ratio nul). Selon le niveau de productivité, soit le capital croît plus vite que la population, soit l'inverse, menant à une divergence du capital par tête. Ces formes sont valides mathématiquement, mais la Cobb-Douglas reste privilégiée pour sa simplicité, son expressivité logarithmique et la lisibilité des productivités marginales.

BARRO et XAVIER SALA-I-MARTIN (1992) mobilisent cette structure théorique pour analyser la convergence économique aux États-Unis. Deux types sont distingués : la convergence bêta, associée à une relation négative entre croissance et revenu initial (absolue si les économies convergent vers le même état stationnaire, relative sinon), et la convergence sigma, mesurant la diminution de la dispersion des revenus. La première est condition nécessaire à la seconde, sans pour autant être suffisante. Ce point sera développé ultérieurement.

1.1.2 Les modèles de croissance endogène

Chez Ramsey et Solow, la croissance rapide des économies en phase de rattrapage repose sur l'accumulation du capital. Malgré les critiques, la fonction Cobb-Douglas reste opérante pour affiner les modèles. Dès les années 1980, la nouvelle économie néoclassique intègre la croissance endogène et la concurrence monopolistique (Lucas, Romer), conceptualisée par Chamberlin (1933), ici retenue comme support théorique des modèles.

LUCAS (1988), prolongeant UZAWA (1965), formalise le capital humain dans un cadre de concurrence parfaite et intertemporelle. Il cherche à articuler théorie néoclassique et commerce international, en interrogeant notamment les faibles flux de capitaux vers les pays en développement, y compris à l'époque coloniale. L'accumulation de capital humain dans les pays "développés" expliquerait leur avantage comparatif : les travailleurs y bénéficient de connaissances acquises par la pratique. Le modèle suppose que les agents consacrent une part de leur temps à apprendre, et le reste à produire avec une productivité accrue. Ce temps d'apprentissage diminue temporairement la production par tête, mais accroît la productivité et le stock de capital humain. À l'état stationnaire, la croissance du PIB par tête est constante et portée par le capital humain. Lucas insiste sur l'éducation et la recherche comme moteurs spécifiques de la croissance, à la différence de Ramsey et Solow.

ROMER (1990) propose une autre explication à la croissance endogène : un investissement fixe dans la recherche augmente la productivité. Le produit est non-rival (utilisable par plusieurs agents) et partiellement excluable (ex. brevet). Une hausse des volumes de production amortit ce coût, engendrant des rendements d'échelle croissants. Contrairement à Lucas, la croissance ne provient pas des externalités de l'éducation. Romer construit un modèle à trois secteurs : recherche et développement, production de biens intermédiaires différenciés (sous concurrence monopolistique), et production de biens finaux (sous concurrence parfaite). Une nouvelle découverte enrichit le stock de connaissance et améliore la productivité. La diversité des biens intermédiaires, non substituables, amplifie cet effet. À l'état stationnaire, le taux de croissance dépend positivement du stock de connaissance, et donc du travail alloué à la recherche. Les entreprises internalisent leurs profits mais pas les externalités, justifiant une intervention publique pour augmenter la croissance à long terme.

1.1.3 La nouvelle économie géographique

Contrairement à Ramsey et Solow, les modèles de Lucas et Romer admettent une croissance endogène. Romer suppose l'existence de biens intermédiaires à rendements d'échelle croissants, comme dans la nouvelle économie géographique. L'objectif n'est plus de comprendre les déterminants internes d'une économie fermée, mais d'analyser les effets d'une baisse des coûts de transport entre deux régions sur la mobilité des facteurs de production.

DIXIT et STIGLITZ (1977) formalisent les travaux de Chamberlin (1950) en modélisant une concurrence monopolistique sur les biens finaux, où les consommateurs valorisent la variété (élasticité de substitution strictement supérieure à 1). Cette préférence entre en tension avec les rendements d'échelle croissants, qui favorisent la production de grandes quantités pour un nombre limité de variétés. P. R. KRUGMAN (1979) applique ce cadre au commerce international : entre deux économies identiques, la libéralisation renforce les rendements d'échelle, stimule l'apparition de nouvelles variétés et accroît l'utilité totale. Les prix et salaires s'égalisent, chaque région exporte et importe, et la balance commerciale est équilibrée. Ces résultats s'appliquent également dans un contexte sans commerce mais avec mobilité de la main-d'œuvre.

Cependant, P. KRUGMAN (1991) étudie les effets de disparités initiales entre deux régions entrant en commerce : l'agglomération. Historiquement, Alfred Marshall en identifie trois causes : 1) la spécialisation sectorielle réduit le chômage et sécurise l'offre de main-d'œuvre ; 2) elle facilite la production de biens intermédiaires spécifiques non-commerçables ; 3) elle intensifie la circulation de l'information.

Le modèle distingue deux secteurs : l'agriculture, à rendements d'échelle constants et à capital immobile (terre), et la manufacture, à rendements croissants et à capital mobile. Initialement, la répartition des entreprises est proportionnelle à la population, et le ratio des prix équivaut au ratio des salaires. L'agglomération est orientée vers la région la plus peuplée, *ceteris paribus*. Lors de la libéralisation, les biens domestiques ou importés deviennent accessibles ; le nombre de variétés s'accroît dans chaque région. Les entreprises accèdent aux deux marchés, mais l'indice des prix varie selon les coûts de transport. Les consommateurs de la petite région, moins nombreux, sont plus exposés à ces coûts.

Le nombre de variétés étant proportionnel à la population, les consommateurs de la petite région bénéficient d'un plus grand gain relatif en diversité, mais supportent un niveau de prix plus élevé. Si un travailleur migre, il accède à un panier plus varié sans coûts de transport, ce qui réduit l'indice des prix local et encourage l'agglomération. Une force opposée existe toutefois : la concurrence accrue dans la grande région, surtout si l'élasticité de substitution est forte, peut inciter certaines entreprises à rester ou à s'établir dans la petite région.

Ainsi, chez P. KRUGMAN (1991), l'agglomération émerge dès lors que le commerce devient techniquement possible. Pour y mettre fin, il faudrait un coût de transport quasi nul, rendant la localisation d'une entreprise indifférente pour capter la demande. À ce stade, notons que la nouvelle économie géographique ne mobilise ni capital, ni croissance.

Afin d'intégrer la croissance endogène au cadre de Krugman, BALDWIN et MARTIN (2004) combinent concurrence monopolistique (Dixit-Stiglitz), coûts de transport (Krugman) et croissance endogène issue de la recherche (Romer) ou du capital humain (Lucas). Le modèle régional comporte trois secteurs : agricole (concurrence parfaite), manufacturier (concurrence monopolistique), et recherche-développement.

Deux configurations sont possibles selon la mobilité des facteurs. Dans le cadre de Lucas, la mobilité du travail équivaut à celle du capital humain. Dans celui de Romer, les capitaux sont mobiles malgré des travailleurs immobiles : les épargnants peuvent investir à l'étranger et rapatrier les profits. Les externalités de la recherche peuvent être globales ou locales, modélisées par les coûts de transaction des idées entre régions. L'analyse se concentre sur le scénario où ces externalités sont localisées.

Dans le premier scénario (mobilité parfaite), l'innovation se concentre dans la grande région : les entreprises y bénéficient de coûts d'innovation plus faibles, attirant le capital, la libre entrée égalise les profits, et la croissance per capita augmente. Les firmes de la petite région importent les idées, et leurs agents placent leur épargne dans la grande région. L'érosion du capital² dans cette dernière réduit les inégalités de revenu du capital. L'agglomération est atténuée si les coûts de transaction d'idées baissent (BALDWIN et MARTIN 2004).

Les déséquilibres initiaux de stock de connaissance accentuent les inégalités régionales, bien que la croissance augmente partout. Trois forces coexistent : la baisse du coût d'innovation favorise la croissance (surtout dans la grande région), déprécie les entreprises existantes (effet concentré là où le capital est dense), et oblige la petite région à importer ses biens manufacturés. Si les coûts d'idée sont faibles, la croissance peut compenser cette dépendance, mais l'agglomération persiste.

Dans le second scénario (capital immobile), un déséquilibre extrême peut apparaître : les connaissances se concentrent dans une région malgré une symétrie initiale. Si les coûts de transaction sont élevés, l'activité reste dispersée et peu dynamique. Mais lorsque ces coûts diminuent, un effet centre-périphérie émerge : la grande région entre en cercle vertueux, et la petite en stagnation. Le revenu par tête y diminue, bien que la croissance y soit plus forte. Si les ménages y consomment peu de biens manufacturés, la croissance reste faible et la libéralisation est défavorable ; inversement, une forte consommation permet de compenser les pertes de revenu.

Ainsi, BALDWIN et MARTIN (2004) montrent qu'à mesure que l'intégration progresse, des pôles d'innovation émergent tandis que d'autres zones s'appauvrissent. Les ratios capital-travail divergent, et les gains en revenu per capita ne sont pas garantis. Les politiques protectionnistes peuvent freiner la croissance sans pour autant favoriser un rattrapage technologique.

1.2 La littérature hétérodoxe

LEE (2008) définit l'économie hétérodoxe comme un ensemble de théories en alternative à la pensée dominante, ainsi qu'une communauté d'économistes qui s'en réclament. Les critiques portent sur les hypothèses fondatrices de la théorie néoclassique : rareté, équilibre, rationalité, préférences, individualisme méthodologique. Elles visent leurs contradictions internes, leur validité empirique ou leur construction conceptuelle. L'économie hétérodoxe adopte une approche pluraliste, dans le sens où la diversité théorique est considérée comme complémentaire, et permet de penser les échanges comme processus sociaux, historiques et culturellement situés, influençant la production, la consommation, la reproduction et l'accès aux ressources.

2. Soit les rendements marginaux décroissants.

Lee identifie deux piliers : (1) des interdépendances structurelles entre les relations de production (input-output), les interactions entre salaires, profits et sphères non-marchandes, ainsi que les flux monétaires ; celles-ci définissent une architecture monétaire et productive. (2) Trois types d'organisations économiques y sont encastrées : (a) micro-économiques (entreprises, syndicats...), (b) macro-économiques (banques centrales, institutions financières), (c) non marchandes (publiques ou privées, liées à la reproduction sociale) (LEE 2008).

Cette section mobilise la théorie du système-monde (WALLERSTEIN 2004), le développement du sous-développement ((FRANK 1978) et la théorie marxiste structuraliste de POULANTZAS (1979).

1.2.1 Wallerstein et l'économie-monde

WALLERSTEIN (2004) appelle à dépasser les cloisonnements disciplinaires entre économie, politique, sociologie et histoire, au profit d'une approche herméneutique et narrative. Il critique la dérive nomothétique des sciences sociales occidentales, qui prétendent formuler des lois générales valables en tout temps et tout lieu, projetant ainsi des critères prétendument universels mais fondamentalement occidentaux. Ce modèle a notamment servi à justifier les politiques coloniales. Pour Wallerstein, les narratifs contiennent leur propre logique, certains étant plus proches de la réalité que d'autres, et leur diversité enrichit la compréhension du monde.

S'inspirant de Braudel, il définit l'économie-monde comme une zone géographique vaste, intégrée par une division du travail, où circulent biens, capitaux et travail indépendamment des frontières politiques. Le capitalisme, fondé sur l'accumulation infinie de capital, ne peut exister que dans une économie-monde, dont le marché est une institution centrale. Ce marché, théoriquement ouvert à tous, est en réalité traversé par des interférences multiples : monopoles, interventions étatiques, barrières institutionnelles. Le marché libre relève davantage du mythe idéologique, car un réel libre accès rendrait l'accumulation infinie impossible. D'où la quête de chaque entreprise pour un quasi-monopole, soutenu par les États, mais constamment menacé par les dynamiques concurrentielles internes au système (WALLERSTEIN 2004).

Les entreprises peuvent temporairement consolider un pouvoir de marché, accumuler du capital, puis faire face à une érosion due à l'entrée de nouveaux acteurs, la hausse des coûts, et l'organisation du prolétariat. Ce cycle se répète : la baisse du profit entraîne une crise que seule l'intégration de nouvelles régions à faibles coûts de production (et donc l'élargissement de l'économie-monde) peut résoudre. Ainsi naissent ou se renforcent les rapports centre-périphérie, moteurs de la dynamique du capitalisme mondial.

WALLERSTEIN (2004) identifie cinq types de revenus : les salaires, la production de subsistance, la petite production marchande, la rente, et les transferts. Cette typologie permet de définir les ménages semi-prolétarisés, dont le salaire ne constitue qu'une portion du revenu total, et qui sont préférés par les entreprises. Ces ménages assurent un transfert implicite de valeur créée par les membres non salariés vers l'employeur, tout en maintenant une demande faible. Pour sortir de la crise, le système requiert une expansion du marché et donc une hausse du nombre de ménages prolétarisés, bien que ce processus soit lent à cause des avantages de la semi-prolétarianisation.

L'État joue un rôle fondamental dans ce système, car il encadre la circulation des biens

et des facteurs, la propriété, l'emploi, la fiscalité, les monopoles et leur portée transnationale. Sa force se mesure à sa capacité interne d'imposition des règles et à son pouvoir externe d'influence. Les États dominants façonnent les règles internationales selon leurs intérêts, en poussant les États plus faibles à adopter des politiques favorables à leurs entreprises. Les États semi-périphériques, quant à eux, cherchent à gravir l'échelle en accueillant la production délocalisée des États dominants, notamment lors des crises. Cette stratégie leur permet de renforcer leur accumulation de capital et leur position dans le système inter-étatique.

WALLERSTEIN (2004) distingue enfin l'empire-monde, gouverné par une autorité politique unique, de l'hégémonie, où quelques États dictent les règles sans monopoliser le pouvoir militaire. L'hégémonie repose sur des mécanismes similaires aux quasi-monopoles : elle traverse des phases d'émergence, de stabilisation et de déclin, souvent rythmées par des guerres. Le capitalisme n'a pas besoin d'un empire-monde, mais d'un système inter-étatique dominé par des puissances hégémoniques, garantes des conditions de l'accumulation.

Au sein de la littérature hétérodoxe, la pensée de Wallerstein fournit un cadre analytique cohérent. Elle démontre que le marché libre est une fiction utile au capitalisme, que les crises nécessitent l'expansion géographique du système, que la semi-prolétarianisation répond à des logiques d'entreprise plutôt qu'à un progrès social, et que les États, loin d'être neutres, sont des outils de domination et d'hégémonie dans un système-monde structuré.

1.2.2 Andre Gunder Frank et les causes du sous-développement

FRANK (1978) approfondit les rapports de domination entre "États forts" et "faibles", en réinterprétant les dynamiques centre-périphérie à travers les concepts de métropole et de colonie, au-delà du seul cadre colonial. Tout en prolongeant les observations de Wallerstein, il critique la faible portée explicative de l'économie néoclassique. Cette section met en avant quatre apports principaux.

Premièrement, FRANK (1978) réfute les deux explications classiques du sous-développement : d'un côté, l'absence d'un marché intérieur qui découragerait les investissements (approche keynésienne), et de l'autre, le manque de capital ou d'esprit entrepreneurial. Ces lectures éludent la responsabilité historique du capitalisme et de ses échanges inégaux. Pour Frank, le sous-développement résulte non de l'acte d'échange en lui-même, mais de sa reproduction dans un mode de production capitaliste structuré.

En reprenant la périodisation de LENIN (1916), Frank distingue trois phases du capitalisme : (1) le mercantilisme, où la périphérie alimente la bourgeoisie marchande en capitaux ; (2) le capitalisme développé, mobilisant la périphérie pour minimiser les coûts du travail et du capital constant via le commerce international ; (3) l'impérialisme, où le capital quasi-monopolistique du centre s'exporte vers la périphérie et y instaure un mode de production capitaliste complet.

À partir de l'exemple britannique, FRANK (1978) expose les mécanismes par lesquels le centre perpétue la périphérisation : décapitalisation délibérée, affaiblissement des forces productives locales et de la bourgeoisie nationale, via la violence (destruction, esclavage, enlèvements) et la discrimination institutionnalisée (taxes, lois raciales, accès différencié à l'éducation). S'y ajoute le dumping commercial. Ensuite, les termes d'échange sont momentanément améliorés pour stimuler les exportations, mais une fois la dépendance

installée, ils se détériorent à nouveau. Ce schéma s'applique quel que soit le type de bien exporté : la périphéricité n'est pas liée au produit, mais à la composition organique du travail (niveau de qualification, salaires). Une société à faibles salaires ne sort pas de la périphérie par la production de biens complexes, plutôt, la délocalisation déclassera technologiquement ces mêmes biens. Ainsi, une formation sociale peut connaître une modernisation sans sortir de la périphérie. De plus, les gains du centre et les pertes de la périphérie s'inscrivent dans un processus cumulatif.

FRANK (1978) critique la théorie de la croissance par les produits de base, popularisée par Harold Innis. Celle-ci suggère que l'exportation de matières premières permettrait d'échapper à la "trappe à pauvreté" via trois mécanismes : création de demande pour les machines en amont, incitation à la transformation locale pour accroître la valeur ajoutée, et élévation de la demande finale. Or, Frank démontre que les intérêts de la bourgeoisie coloniale, qu'elle soit métropolitaine ou locale, freinent ces effets. Le contrôle étranger sur la commercialisation entraîne : (1) la fuite des externalités positives vers le centre, (2) la limitation de la transformation locale dès qu'elle entre en concurrence avec le centre, (3) des investissements orientés exclusivement vers l'export, et (4) des importations qui affaiblissent les secteurs locaux porteurs de ces externalités. En outre, l'avance technologique du centre condamne les tentatives de substitution des importations : le marché intérieur est trop restreint, tandis que le marché international est trop compétitif.

FRANK (1978) met ainsi en évidence que le moteur du sous-développement réside dans la logique du mode de production capitaliste, plus que dans les rapports interétatiques. Ce modèle, en trois phases (le mercantilisme, le capitalisme avancé, et l'impérialisme) définit des rôles spécifiques pour la périphérie dans une temporalité longue. Cependant, il ne distingue pas clairement les zones semi-périphériques ni la prolétarianisation progressive, ce qui fige les rapports de dépendance dans une vision plus stationnaire.

1.2.3 Poulantzas et les classes sociales

POULANTZAS (1979), marxiste structuraliste dans la lignée d'Althusser, affine l'analyse des classes, des flux de capitaux, de l'État et des fractions bourgeoises au sein des formations sociales. Il définit les classes sociales comme des groupes d'agents positionnés différemment dans le processus de travail (la relation homme-nature) selon deux rapports essentiels : d'une part, la propriété économique des moyens de production (qui détient légalement quoi) ; d'autre part, la possession ou l'autonomie pratique de ces moyens (qui en use effectivement), notion approchée par l'usufruit.

POULANTZAS (1979) distingue ensuite propriété formelle et contrôle économique réel (via la finance), critère fondamental pour séparer féodalisme et capitalisme. Dans le féodalisme, la propriété appartient au seigneur, mais les serfs peuvent parfois user de leur terre, et capter directement la plus-value. Dans le capitalisme, les prolétaires ne possèdent ni moyens ni produit : ils vendent leur force de travail, incorporée aux marchandises, qui restent propriété et sous le contrôle du capitaliste. La plus-value est alors prélevée indirectement.

Pour POULANTZAS (1979), toute valeur naît du travail humain, qu'il soit "vivant" ou cristallisé dans le capital ("travail mort"). Il exprime la productivité du capital en équivalents de travail et définit le taux d'exploitation comme le rapport : plus-value / valeur du travail. Ce taux peut être plus élevé dans les métropoles que dans la périphérie.

De plus, toute innovation technologique (hausse du ratio capital/travail) accroît la part du travail mort, ce qui renforce l'exploitation et élève le taux de profit.

À l'instar des autres hétérodoxes, il insiste sur la reproduction du mode de production capitaliste au-delà des frontières nationales : c'est la reproduction étendue. Il montre que l'impérialisme peut s'exprimer non seulement dans des secteurs à faible technologie, mais aussi dans des industries de pointe, dès lors que la production y reste sous contrôle étranger. Dans ce cas, l'exploitation directe résulte de la domination physique des structures productives ; l'exploitation indirecte, de l'intégration aux chaînes globales, où les prix de transfert déprécient la valeur finale du travail des formations dominées.

POULANTZAS (1979) considère la formation sociale comme le cadre matériel et historique où s'incarnent les modes de production. Une même société peut mêler plusieurs modes, mais elle est dite capitaliste si le mode capitaliste y prévaut, générant une multiplicité de fractions au sein de chaque classe.

Au sein de la bourgeoisie domestique, il distingue deux fractions : d'une part, la bourgeoisie nationale qui possède et contrôle ses propres bases d'accumulation (usines protégées, capitaux nationaux, parfois investissements à l'étranger), défend un État fort, prône la substitution d'importations et des mesures de protection pour développer l'industrie locale ; d'autre part, la bourgeoisie comprador : dépourvue de base autonome de production, elle s'érige en intermédiaire du capital étranger (commerce, concessions, services aux multinationales), milite pour la libéralisation et tire ses revenus de rentes et commissions plutôt que de l'investissement productif.

Cependant, cette dichotomie est poreuse : l'internationalisation transpose les contradictions du capital impérialiste à l'échelle nationale. Les luttes entre fractions de la bourgeoisie nationale reflètent celles au sein du capital transnational, rendant l'opposition nationale/comprador souvent superficielle. Les politiques dites "autonomes" peuvent, in fine, bénéficier aux acteurs déjà intégrés au système-monde.

L'État, pour lui, est l'institutionnalisation de ces rapports de classe : il n'est pas neutre. Sa force interne dépend de sa capacité à faire respecter ses lois et à mobiliser la coercition ; sa force externe, de son aptitude à orienter les autres États en faveur des intérêts de ses fractions dominantes. En pratique, l'État régule la propriété, l'emploi, la fiscalité, la concurrence et les monopoles, toujours selon la configuration des classes et fractions au pouvoir.

POULANTZAS (1979) va plus loin en précisant que la bourgeoisie, loin d'être monolithique, se compose de fractions parfois en conflit. Néanmoins, dans un contexte d'internationalisation, ces conflits internes reflètent les tensions entre bourgeoisies impérialistes. Les rapports centre-périphérie se complexifient : ils ne se réduisent plus à un simple commerce extérieur, mais s'inscrivent dans un affrontement d'intérêts transnationaux, d'appareil d'État et de fractions nationales.

2. Analyse Historique

Afin d'appréhender correctement les progrès ou la stagnation de l'économie roumaine, nous rejoignons l'école hétérodoxe sur l'intérêt d'une analyse historique de long terme. Cette section historique portera sur (1) la transition de la Roumanie du féodalisme vers le capitalisme avant la Première Guerre mondiale, (2) les décennies sous le communisme de type stalinien, (3) des éléments de la transition du communisme stalinien vers le libéralisme contemporain et (4) une introduction à l'intégration européenne. Les références historiques majeures sont I. BEREND (1996) et BEREND (2003).

2.1 Du féodalisme au capitalisme

La Roumanie, intégrée à l'Empire ottoman (et la Transylvanie sous domination austro-hongroise jusqu'en 1918) restait à la fin du 18ème siècle une société semi-nomade et pastorale (BEREND 2003). Les villages communaux cultivaient la même parcelle trois ans avant de migrer, et l'urbanisation était quasi nulle. Les boyards, aristocratie guerrière, vivaient des corvées et impôts villageois, finançant un appareil politico-militaire anti-bourgeois et hostile aux Lumières. Une minorité modernisatrice composée d'intellectuels, militaires, de hauts fonctionnaires et de boyards réformistes, lança la création de l'État roumain en 1866, puis son indépendance en 1877, pour échapper au fardeau fiscal ottoman et amorcer la modernisation économique¹.

En Grande-Bretagne, en France et aux Pays-Bas, le féodalisme est progressivement aboli : l'époque se caractérise par la fin du capitalisme mercantiliste et la consolidation des liens commerciaux avec les colonies, notamment par le commerce triangulaire : l'Europe occidentale vend des biens finaux en Afrique contre des esclaves, qui sont déportés aux Amériques pour produire des matières premières (coton, café, sucre), transformées et consommées en Europe occidentale. Au cours du 19ème siècle même, le secteur financier devient de plus en plus concentré et l'exportation du capital dans les colonies s'intensifie en Asie du Sud-Est, de l'Ouest, en Inde, en Afrique, en Amérique latine. La Grande-Bretagne (avec le soutien de la France) mène les guerres de l'Opium contre la bourgeoisie nationale chinoise². Les périodisations du capitalisme sont différentes : l'époque féodale s'efface doucement à l'Est tandis que l'Occident est entré dans le stade de l'impérialisme (FRANK 1978).

En Roumanie après 1866, l'industrialisation repose sur le chemin de fer (1 300 km de voies en 1880, 2 250 km en 1914), le pétrole et un système bancaire dominé par

1. BEREND 2003.

2. BEREND 2003.

des investisseurs britanniques, allemands et français³. Entre 1903 et 1914, 94,5% de la production pétrolière et plus de 90% des secteurs clés (gaz, électricité, sucre, métallurgie) appartenaient à des firmes étrangères. Avant 1914, la Roumanie était le 5ème producteur mondial et 2ème exportateur de pétrole brut, mais la plupart était raffiné à l'étranger. Après la création de plusieurs banques privées roumaines, d'autres institutions financières apparaissent sous le contrôle étranger : en 1914, 225 banques existent en Roumanie, mais neuf d'entre elles contrôlent 70% des ressources, dont quatre étrangères. De plus, les banques allemande et française (Deutsche Bank et le Crédit Mobilier) participent à la hauteur de 60% du capital de ces banques principales (BEREND 2003).

La Roumanie à la fin du 19ème siècle, reste à 80-85% rurale (BEREND 2003). Depuis 1860, les transhumances semi-nomades s'orientent vers l'agriculture d'export tirée par la demande étrangère. L'abolition du servage en 1864 crée trois catégories de paysans : certains reçoivent des terres pour l'autoconsommation, d'autres restent sans terre, tandis que 0,6% des exploitations détiennent 55% du foncier. La mécanisation est quasi nulle, les parcelles sont petites, communales ou louées aux boyards. Au début du 20ème siècle, 50% du blé et 40% du maïs sont exportés, le blé représentant 70% des exportations dont 98% ne sont pas transformées, soulignant la place périphérique du pays dans la chaîne de valeur (FRANK 1978 ; WALLERSTEIN 2004). La dépendance aux marchés extérieurs façonne les choix agricoles et fonciers.

Face à ces contraintes, une part des paysans dépossédés se tourne vers le salariat saisonnier : transport de marchandises, travaux ferroviaires, coupe de bois et raffineries⁴. Entre 1890 et 1910, alors que 40% restent paysans sans bétail, 14% rejoignent l'emploi salarié. L'industrie, encore artisanale, passe de 28 000 à 200 000 ouvriers (10% de la population) entre 1860 et 1913. En 1910, 75% de la population demeure paysanne. Ces travailleurs restent liés aux campagnes et complètent leurs revenus par la production familiale⁵, dans des ménages semi-prolétariés (WALLERSTEIN 2004).

L'urbanisation progresse lentement⁶ : 17% d'urbains en 1910, et à Bucarest en 1900, 35% de Juifs et 32% d'Allemands. La capitale devient un pôle industriel et administratif, nœud des réseaux logistiques. Les villes secondaires connaissent une urbanisation plus modeste et une concentration industrielle limitée à quelques ateliers.

À la veille de la Première Guerre mondiale, l'industrie roumaine reste fragile et dominée par le capital étranger, importateur de biens intermédiaires. Les grands propriétaires terriens forment une bourgeoisie comprador (POULANTZAS 1979), produisant surtout pour l'export vers l'Autriche-Hongrie, puis l'Allemagne après 1918. Dans les années 1920, l'industrie métallurgique naissante est coordonnée par un conglomérat austro-hongrois, l'économie est encore dominée par l'agriculture avec une population rurale de 81,8% en 1939, tandis que le niveau d'industrialisation est estimé à 5,9% de la Grande-Bretagne en 1937. Les exportations sont principalement les céréales et du pétrole non raffiné (EGRY 2024 ; STOENESCU 2018 ; LAURENTIU 2013). Ainsi, les années 1920-1940 ne perturbent pas le statut périphérique de la Roumanie.

3. BEREND 2003.

4. BEREND 2003.

5. BEREND 2003.

6. BEREND 2003.

2.2 Les décennies sous le communisme stalinien

Les pertes humaines dues au nazisme furent considérables : 500 000 morts, tandis que la moitié de la population juive est décimée (I. BEREND 1996). Mais les dégâts matériels restèrent limités, permettant de relancer une industrie obsolète. Soutenu par l'Armée rouge, le Parti communiste prend le pouvoir en 1944 et, malgré l'élargissement à la Transylvanie et la perte de la Bessarabie au profit de l'URSS, demeure sous contrôle soviétique. Après la défaite de l'Allemagne nazie, le commerce extérieur se réorganise vers l'URSS, tandis que les anciennes structures de pouvoir, qui avaient collaboré avec Hitler⁷, ne sont plus effectives. De 1947 à 1950, l'État socialise massivement l'économie⁸ (45% des actifs en 1947, nationalisation des entreprises de plus de 100 salariés en 1948, 92% de la production industrielle en 1950), oriente 53% des investissements vers l'industrie (80% en lourde) et atteint un taux d'accumulation de 20% via un système bonus/malus, tout en versant des réparations à Moscou et en s'insérant dans l'import-substitution via le CMEA.

Après la mort de Staline en 1953, certains pays satellites amorcent une déstalinisation. En Pologne et en Hongrie, les conservateurs staliniens sont au pouvoir mais ont du mal à appliquer leurs politiques, des mouvements de contestation prennent de l'ampleur en 1956, et l'Armée rouge y intervient militairement (faisant environ 2500 morts à Budapest)⁹. Khrouchtchev négocie le maintien de la cohérence idéologique du Bloc en retirant ses troupes et en attribuant quelques libertés civiles. Mais Gheorghiu-Dej persiste dans un plan d'industrialisation national. Il refuse les plans de Khrouchtchev visant à cantonner la Roumanie à l'agroalimentaire et aux biens de consommation, et maintient l'industrialisation accélérée, sur fond de nationalisme socialiste (I. BEREND 1996) ; cette ligne est encore renforcée dès 1965 par Ceausescu, qui théorise la « voie roumaine vers le socialisme ».

L'industrialisation se poursuit dans les années 1960 : entre 1950 et 1970, la part de l'emploi agricole chute de 75% à 53%, tandis que l'industrie représente 52% du PIB contre 30% pour l'agriculture (I. BEREND 1996). La croissance annuelle de l'industrie atteint 9% et l'exode rural s'accélère : en 1970, 40% des ouvriers industriels sont issus de familles paysannes. Entre 1950 et 1987, le PNB par habitant est multiplié par 5,85, passant de 64% de la moyenne européenne en 1860 à 61% en 1910, 51% en 1938 et 66% en 1973, signe d'un rattrapage relatif¹⁰. Sur le plan social, les soins, les médicaments et l'éducation sont gratuits, un système de congés maternité et de retraite est instauré, et les biens de première nécessité (alimentation, loyer, vêtements, activités culturelles) sont largement subventionnés. Malgré des salaires faibles, ce filet social protège la population de la misère, bien que peu de ménages jouissent d'un niveau de vie élevé.

À partir de 1973, la substitution d'importations montre ses limites : les réserves internes s'épuisent, l'autarcie dans le cadre du Comecon devient coûteuse et la productivité stagne. La crise est aggravée par les chocs pétroliers de 1973 et 1979 et le manque d'investissements en recherche, qui rendent indispensable l'importation de technologies étrangères pour soutenir la croissance. Cette crise marque la fin d'un modèle qui avait porté l'essor industriel des deux décennies précédentes et accentue l'écart technologique

7. Notamment le dirigeant fasciste, pro-allemand Antonescu, dans les instances de pouvoir depuis 1933 en Roumanie mais qui instaura la dictature en 1940.

8. I. BEREND 1996.

9. I. BEREND 1996.

10. I. BEREND 1996.

avec l'Occident ¹¹.

Les industries édifiées dans les années 1950-60, jamais modernisées, voient leur performance énergétique chuter face aux concurrents occidentaux. Leur dépendance à un pétrole bon marché fragilise l'économie durant les crises pétrolières, et pour maintenir une production élevée, les pays du Bloc s'endettent en devises, générant déficits commerciaux et dettes à court terme. Les termes de l'échange se détériorent après 1975 et les taux d'intérêt grimpent au-delà de 14%, conditions défavorables qui perdurent tout au long des années 1980(I. BEREND 1996).

Ceausescu, contrairement à d'autres dirigeants socialistes, achève le remboursement des emprunts étrangers en 1989, soit une quinzaine d'années après le premier grand choc. Néanmoins, l'austérité devient généralisée : entre 1979 et 1985, la consommation d'électricité domestique chute de 20%, et en 1990 elle s'établit à moins de la moitié de celle de l'Europe de l'Ouest ¹². Les ménages subissent coupures de chauffage et rationnements, tandis que les magasins restent désespérément vides. Le PIB par habitant, exprimé en pourcentage de l'Europe occidentale, passe de 28% en 1973 à 23% en 1989, et la croissance annuelle tombe à environ 0,7% ¹³. L'accumulation des tensions sociales conduit à l'effondrement du régime en décembre 1989, quelques semaines après le dernier versement de la dette.

Pendant ce temps, l'Occident amorce une révolution technologique et tertiaire : dès 1956, le secteur des services surpasse l'industrie aux États-Unis. Les performances de la mémoire informatique s'améliorent dans les années 1970, les coûts des ordinateurs et des télécommunications baissent et leur usage se diffuse dans les bureaux et les foyers. Au milieu des années 1980, 25% des travailleurs américains considèrent l'ordinateur comme leur outil principal, tandis que l'emploi industriel décline ¹⁴. Cette mutation, synonyme de montée en valeur ajoutée, reste largement inaccessible aux économies d'Europe de l'Est.

2.3 La transition vers une économie libérale

La fin du régime communiste ouvre la voie au multipartisme et aux premières élections libres : en mai 1990, Ion Iliescu, figure dissidente du Parti communiste, crée le Front de Salut National (FSN) et s'impose au second tour avec 85% des voix, tandis que son parti recueille 65% des suffrages législatifs ¹⁵. Les partis libéraux et paysans-chrétiens-démocrates, longtemps cantonnés à l'étranger, peinent à se structurer sur le terrain et n'obtiennent respectivement que 11% et 4% des voix. Malgré ce plébiscite, la scène politique reste dominée par d'anciens cadres communistes et livrée à de vives tensions : les manifestations étudiantes, les grèves ouvrières et les critiques de l'opposition révèlent une société en quête de repères démocratiques.

Sur le plan économique, la transition vers une économie de marché se traduit par un brutal recul de l'activité industrielle et un chômage de masse. Entre 1990 et 1992, la production industrielle s'effondre de 22% et le PIB par habitant chute de 72%, tandis

11. I. BEREND 1996.

12. I. BEREND 1996.

13. I. BEREND 1996.

14. I. BEREND 1996.

15. I. BEREND 1996.

que le chômage atteint 18% en 1994¹⁶. Privée de ses débouchés traditionnels au sein du Comecon, la Roumanie subit la cessation de ses accords commerciaux et doit renégocier de nouveaux partenariats avec l'Union européenne et le FMI. Les réformes (libéralisation des prix, réduction des subventions, ajustements fiscaux) se font en plusieurs vagues, provoquant une inflation record à 255% en 1993. La paupérisation affecte plus de la moitié des ménages, la pauvreté infantile explose et l'offre de services publics (éducation, santé, transports) se dégrade, créant un stock de main-d'œuvre peu qualifiée et de plus en plus vulnérable¹⁷.

La privatisation, pilier des réformes, peine à s'imposer face aux lenteurs administratives et aux résistances des anciennes élites. Trois schémas coexistent : les privatisations de base, dédiées aux structures de moins de 20 salariés, engendrent 150 000 nouvelles entreprises portées par des entrepreneurs locaux ; les petites privatisations, qui concernent des réseaux d'État comme les stations-service ou les restaurants administratifs, voient 2 000 unités sur 5 500 vendues en 1993, généralement reprises par leurs managers ; les grandes privatisations, enfin, restent largement inachevées, car l'exécutif hésite à céder les industries stratégiques (énergie, transports, armement) et peine à attirer des investisseurs étrangers. En 1995, seuls 20% des actifs publics sont cédés et la participation du capital international demeure marginale (263 opérations entre 1996 et 2000) (I. BEREND 1996).

Au final, la Roumanie des années 1990 se dessine comme un régime hybride où l'État conserve un rôle central : les privatisations tardives, la réglementation protectrice et les liens étroits entre pouvoir politique et grandes entreprises forment un modèle de capitalisme d'État. Les efforts de modernisation institutionnelle sont contrecarrés par la corruption endémique et l'inefficacité bureaucratique. Si la société civile s'organise progressivement et certaines réformes structurelles s'enclenchent, l'absence d'un véritable État de droit et la persistance du clientélisme freinent durablement l'essor économique et la consolidation démocratique.

2.4 Contexte historique de l'intégration européenne

DEFRAIGNE (2024a) définit la construction européenne comme le long processus d'intégration économique et institutionnelle né après la Seconde Guerre mondiale et qui débouche sur les institutions de l'Union actuelle. À la fin du conflit, l'industrie ouest-allemande, forte de savoir-faire technologiques et managériaux issus à la fois de subsides étatiques et du pillage de l'Europe de l'Est, suscite l'inquiétude des Alliés. La Guerre froide et le Plan Marshall, instrument de contrôle indirect des États-Unis sur l'économie européenne, apaisent ces rivalités, affaiblissent les partis communistes occidentaux et relancent la demande pour la production américaine. Dans ce cadre, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) consolide les élites industrielles et jette les bases d'une coopération plus vaste.

Le concept d'acquis communautaire émerge en 1993 pour conditionner l'adhésion à des critères de droits humains, de concurrence et de stabilité institutionnelle. En 1995, l'Autriche, la Suède et la Finlande rejoignent l'Union. Après l'effondrement du Bloc de l'Est, une dizaine de pays d'Europe centrale et orientale adhèrent en 2004, suivis de la

16. I. BEREND 1996.

17. I. BEREND 1996.

Roumanie et de la Bulgarie en 2007, puis de la Croatie en 2013. Chacun doit démontrer des progrès concrets dans la transposition des normes européennes (T. I. BEREND 2009).

Pour satisfaire ces exigences, les candidats entreprennent de profondes réformes institutionnelles souvent perçues comme une « harmonisation de Potemkin » : les structures administratives et juridiques évoluent sur le papier sans toujours gagner en efficacité. La Commission met en place des programmes d'aide : le PHARE (1989) pour amortir les coûts de restructuration avant l'adhésion, et l'OPRD (depuis 1994), appuyé par le Fonds de cohésion et le FEDER, pour moderniser infrastructures et compétitivité régionales. La réussite de ces projets demeure compromise par la complexité des procédures de coordination et par la persistance de la corruption et du clientélisme (T. I. BEREND 2009).

Sous la pression des conditions d'adhésion, la Roumanie accélère sa libéralisation après une phase de privatisations lentes où la pénétration du capital étranger était perçue comme une « vente du pays ». L'ouverture aux marchés financiers européens s'effectue principalement via deux canaux : l'apport en fonds propres (« equity ») avec prise de participation directe, et le recours à l'emprunt dont les taux contraignants obligent à des échéances courtes. Les investissements « portfolio » restent marginaux dans la région.

Selon T. I. BEREND (2009) toujours, le financement des grandes infrastructures passe souvent par la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), qui cofinance projets publics et privés. En 2005, près de 20% des recettes d'exportation servent au service de la dette, provoquant une fuite de capitaux. À l'inverse, les investissements directs étrangers (IDE) jouent un rôle clé pour le transfert de technologies et la hausse de la productivité : ils représentent 55% des entrées de capitaux en Europe centrale et orientale entre 1989 et 2005. Cependant, leur répartition varie : la République tchèque et la Hongrie attirent environ 4 000 USD d'IDE par habitant, tandis que la Roumanie ne reçoit que 746 USD sur la même période.

Les firmes étrangères visent soit la conquête de nouveaux marchés, soit l'accès à des facteurs de production à bas coût. En Roumanie, le coût nominal du travail a crû de 70% entre 1996 et 2000, puis de 8-12% par an, tandis que l'inflation réduisait le coût réel de 1-2% chaque année. T. I. BEREND (2009) souligne que, exprimés en parité de pouvoir d'achat, les salaires roumains représentent 30% de la moyenne européenne (15% en simple parité de change¹⁸), favorisant délocalisations et sous-traitance : de 1995 à 2000, 70% des entreprises textiles travaillent pour l'Occident. Une troisième voie consisterait à investir dans des spécialités complémentaires pour remonter la chaîne de valeur (T. I. BEREND 2009).

Les capitaux étrangers ont modernisé les infrastructures : en 2004, 7 milliards de dollars sont alloués aux autoroutes. En 2003, 58% des ménages disposaient d'une ligne fixe, les PC passaient de 700 000 à 2,1 millions (2001-2004) et 20% des Roumains utilisaient Internet en 2005. Le secteur des services contribuait alors à 49% du PIB et à 38% de l'emploi. Pourtant, l'agriculture regroupait encore 35% des actifs en 2005 pour seulement 13,1% du PIB¹⁹. Le retour à de petites exploitations, mal mécanisées et peu productives, a transformé la Roumanie en importateur net de produits agricoles. L'industrie, passée de 57% à 32% du PIB (1989-2004) et à 30% de l'emploi, s'est remise lentement. Autour de 2000, 90% des dépenses d'innovation servaient à l'acquisition de machines²⁰, et les sous-

18. Ces chiffres sont corroborés par les résultats de la section sur la Convergence réelle.

19. T. I. BEREND 2009.

20. Comme nous le verrons, l'Allemagne est à cette époque un fournisseur important de biens intermé-

traitants ne livraient que le tiers de biens finaux. Néanmoins, la production industrielle de 2003 dépassait de 77% son niveau de 1990.

Le basculement du commerce du Comecon vers l'Union européenne, conjugué aux investissements, a accru la compétitivité roumaine sur le marché européen. Après trois années de récession (1997-1999), la croissance est redevenue positive en 2000 (8,4% en 2004). Cependant, l'endettement s'est creusé, l'orientation vers l'export a maintenu faible la consommation interne, et 40-50% de la population vivait sous le seuil de subsistance en 2004. Les salaires réels de 2003 n'atteignaient que 70% de leur niveau de 1989, traduisant un développement inégal et une insertion ambiguë dans les nouvelles chaînes de valeur (T. I. BEREND 2009).

Après la crise des années 1970, les bourgeoisies nationales interviennent auprès des États pour faciliter son accumulation capitaliste et affaiblir les résistances aux délocalisations, à l'évasion fiscale, au prix d'une intégration européenne accélérée. Pour les grands groupes, l'élargissement du marché permet d'exploiter les rendements d'échelle et d'éliminer les concurrents locaux, d'autant que le Japon et la Chine émergent comme puissances de l'électronique. Cependant, les firmes américaines implantées en Europe profitent de cette libéralisation au même titre que les entreprises domestiques. Sous couvert de créer des « champions européens », les États ont privatisé les télécoms, l'électricité, les transports et la finance (DEFRAIGNE 2024a).

Selon DEFRAIGNE (2024b), cette orientation renforce la domination du capital étranger dans les nouveaux États membres (depuis 2004). Faute de ressources pour maintenir leur niveau de vie, leurs citoyens acceptent des salaires bas ou migrent vers les anciens États pour travailler dans le BTP, la logistique ou l'agriculture saisonnière. La directive Bolkenstein incarne cette flexibilité : les règles du travail suivent la nationalité des salariés plutôt que le territoire.

Ainsi, DEFRAIGNE (2024b) souligne que les bourgeoisies nationales européennes ont systématiquement bloqué toute harmonisation fiscale et sociale, empêchant la centralisation de la régulation et des standards sociaux. Cette fragmentation alimente l'euroscépticisme et le nationalisme. À terme, elle compromet l'objectif initial de la construction européenne : tirer parti des économies d'échelle du grand marché pour préserver la compétitivité face aux économies émergentes.

3. Méthodologie et Données

La contribution de ce mémoire porte à la fois sur l'étude de la convergence réelle du PIB par habitant en Roumanie vis-à-vis du reste de l'Union Européenne entre 2000 et 2023 ainsi que sur l'évolution de la Roumanie dans les chaînes de valeur globales entre 1995 et 2020. Les données proviennent essentiellement d'Eurostat et de l'OCDE. Les transformations et graphiques sont réalisées sur le logiciel RStudio et les codes sont entièrement reproductibles. Sauf mentionné explicitement, la monnaie de référence est l'Euro (2015).

3.1 La convergence réelle

La convergence réelle s'intéresse au PIB par habitant. D'une part, le coefficient bêta identifie si la croissance du PIB par habitant est supérieure dans les régions où ce dernier est initialement plus bas, d'autre part le paramètre sigma identifie l'évolution de la dispersion des PIB par habitant entre plusieurs régions (BARRO et XAVIER SALA-I-MARTIN 1992). Enfin, la convergence gamma étudie la mobilité des régions dans le classement inter-régional du PIB par habitant. Pour affiner l'interprétation des résultats, les analyses de ces trois paramètres sont appliquées à l'identique sur le revenu primaire net et le revenu disponible net par habitant. Cette variables sont détaillées dans la section suivante.

Les analyses sont faites sur différentes dimensions administratives, géographiques et temporelles. Les unités statistiques sont soit du niveau régional NUTS 2¹, soit au niveau national, tandis que les échantillons sont l'Europe des vingt-sept et six sous-groupes de pays. Cette méthode est répandue, et l'Europe de l'Est a déjà été l'objet d'analyses (HOLOBIUC 2021 ; EGRY 2024 ; EUROPEAN CENTRAL BANK. 2018 ; DRAGOȘ MIHAI UNGUREANU 1 et al. 2009). Par conséquent, ce chapitre est une réactualisation, et la contribution réside dans le détail spatial, temporel et le choix des variables.

Sur base de la fiche thématique du Parlement européen, la nomenclature NUTS est un découpage régional hiérarchique (par niveaux) de l'Union Européenne (et pays candidats). Le découpage est réalisé afin que les zones géographiques soient comparables en surface, population, situation politique et institutionnelle. Les unités NUTS 2 comprennent un minimum de 800 000 de personnes et maximum 3 millions (GOUARDÈRES 2025).

Nous distinguerons donc les Balkans et l'Est (Roumanie et Bulgarie, Croatie, Slovénie), les pays baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie), le groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République Tchèque), les pays du Sud de l'Europe (Italie, Espagne, Portugal, Grèce, Chypre, Malte) et enfin les pays du Centre (France, Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Irlande, Suède, Finlande et Danemark). Cette catégorisation se

1. Nomenclature of Territorial Units for Statistics.

base sur les dates d'adhésion à l'Union Européenne (le Centre regroupant les pays plus anciens et développés) ainsi que les liens politiques et historiques des pays (groupe de Visegrad, pays baltes). Le choix de placer l'Italie dans les pays du Sud plutôt que le centre se justifie par la trajectoire économique du pays après la crise de 2008. De même, l'Autriche qui n'a rejoint l'UE qu'en 1995, est placée dans le groupe du Centre car elle ne partage pas le passé communiste du groupe de Visegrad.

Le modèle est estimé sur plusieurs périodes : entre 2000 et 2007, entre 2010² et 2019, entre 2021 et 2023³, ainsi que sur toute la période, de 2000 à 2023 (les intervalles sont inclusifs). Ces distinctions ont été identifiées empiriquement sur base d'un test de Chow⁴. Ce test consiste à estimer le modèle (de convergence bêta dans notre cas) sur deux sous-ensembles de la série temporelle, avec une année de cassure itérante. Ensuite, au plus les paramètres sont différents d'une série à l'autre, au plus la statistique de Chow augmente. Les années de cassure sont identifiées lorsque la statistique atteint un maximum local ou absolu, à un niveau significatif. Cette périodisation correspond également aux deux crises majeures du début du siècle. Pour la convergence des revenus nets (disponible et primaire), nous retenons les données jusqu'en 2022, faute de disponibilité.

3.1.1 Le modèle

Le paramètre de convergence bêta s'estime avec un modèle de régression linéaire, défini selon l'équation suivante :

$$\Delta \ln \left(\frac{\text{Variable}}{\text{habitants}} \right)_{i,t} = \alpha + \beta \ln \left(\frac{\text{Variable}}{\text{habitants}} \right)_{i,t-1} + \varepsilon_{i,t} \quad (3.1)$$

$\Delta \ln$	Taux de croissance (par la différence des logarithmes)
Variable	PIB, Revenu Primaire, Revenu Total
habitants	Population totale de la région
α	Constante
β	Coefficient de convergence
ε	Terme d'erreur
t	Indice temporel

Cette équation est estimée sur plusieurs zones géographiques, périodes, niveaux administratifs et variables. Pour chaque estimation du paramètre beta, nous retenons les intervalles de confiance à 95%. En définissant le groupe de référence comme l'EU27, nous vérifions si les sous-groupes observent un beta significativement différent de la moyenne, pour une période, une variable et un niveau administratif identiques. Dans ce contexte, la demi-vie est le temps nécessaire à une région pour rattrapper la moitié de l'écart avec la moyenne du reste de l'échantillon. Elle est estimée selon l'équation :

$$T_{1/2} = \frac{\log(2)}{-\log(1 + \beta)}. \quad (3.2)$$

2. Année lors de laquelle la croissance post-2008 a repris dans la plupart des régions étudiées.

3. Cela permet d'éviter la chute considérable de la croissance entre 2019 et 2020, ainsi que la reprise fulgurante entre 2020 et 2021.

4. CHOW 1960.

$T_{1/2}$	Nombre d'années de la demi-vie
β	Heures travaillées par emploi

La croissance de notre variable d'intérêt est décomposable entre plusieurs effets : une hausse de la productivité, de l'intensité du travail, du taux d'emploi, du taux d'activité, ou une baisse de la démographie. Cette décomposition se retrouve dans l'équation suivante :

$$\frac{PIB}{POP} = \frac{PIB}{EMP \cdot HTE} \cdot \frac{EMP}{ACT} \cdot \frac{ACT}{PAT} \cdot \frac{PAT}{POP} \cdot HTE \quad (3.3)$$

PIB	Produit intérieur brut
POP	Population totale (nombre de personnes)
EMP	Emploi total (nombre de personnes ayant un emploi)
HTE	Heures travaillées par emploi
ACT	Population active (nombre de personnes éligibles à un poste de travail)
PAT	Population en âge de travailler (15-64 ans)

Le premier terme de droite rend compte du facteur productivité, qui peut à la fois provenir d'une hausse de la productivité totale des facteurs et d'une hausse de capital. Le second terme est le taux d'emploi et correspond au ratio entre la population effectivement employée (ou indépendante) et la population active (qui est en âge de travailler et ne bénéficie pas d'un statut l'exonérant de travailler, tel que celui d'étudiant, de pré-pensionné, de malade). Le troisième terme est le taux d'activité : il reprend la population active divisée par la population en âge de travailler (hors enfants et personnes âgées). Enfin, le dernier exprime le ratio entre la population en âge de travailler et la population totale, avec les enfants et les personnes âgées. Cette décomposition sera présentée à des fins descriptives et provient de GRELA et al. (2017).

3.1.2 Les données

Dans le premier cas, nous utilisons plusieurs bases de données d'Eurostat pour fournir les indicateurs régionaux et nationaux. Les données sur le PIB régional au niveau NUTS 2 proviennent notamment de EUROSTAT (2025h) ("Gross domestic product at current market prices by NUTS 2 region") et EUROSTAT (2025d) ("Gross domestic product and main components"), qui incluent aussi le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPS) ou en euros courants. La base nationale permet, quant à elle, de comparer les PIB réels grâce à un indice des prix.

Pour le nombre total d'heures travaillées, nous mobilisons EUROSTAT (2025b) ("Employment (thousand hours worked) by NUTS 2 region"), tandis que la formation brute de capital fixe par région est extraite de EUROSTAT (2025a) ("Gross fixed capital formation by NUTS 2"). Les données démographiques par tranches d'âge sont disponibles via EUROSTAT (2025g) ("Population on 1 January by age, sex, and NUTS 2"), complétées par la population active selon EUROSTAT (2025f) ("Economically active population by sex, age and NUTS 2 region"). Les taux de chômage régionaux sont fournis par EUROSTAT (2025k) ("Unemployment rates by sex, age, educational attainment level and NUTS 2 region").

Enfin, pour affiner notre analyse, les données de PIB régionaux sont remplacées par les revenus primaires nets et les revenus disponibles nets issus de EUROSTAT (2025i).

Le revenu primaire net est défini selon Eurostat comme la somme des revenus suivants (EUROSTAT 2025j) :

- Les salaires touchés par les résidents de la région ;
- Les surplus nets d'exploitation (net operating surplus) des entreprises de la région ;
- Les revenus mixtes, définis comme les surplus nets d'exploitation de ménages non constitués en entreprises ;
- La balance des revenus de la propriété (reçus moins payés : intérêts sur les dettes ou créances, dividendes, loyers)

Le revenu disponible net est la somme entre le revenu primaire net et le revenu secondaire net, incluant les facteurs de redistribution (en valeur) suivants :

- Les contributions sociales nettes (reçues moins payées) ;
- Les taxes sur le revenu et la richesse ;
- La balance des primes nettes (reçues moins payées, dans le cadre d'assurances) ;
- La balance des réclamations d'assurances ;
- La balance des paiements dans le cadre de coopérations inter-régionales ou internationales ;
- La balance des paiements courants divers, tels que les transactions entre ménages.

Le revenu primaire net et le revenu disponible net sont divisés par la population totale des régions. Un revenu primaire faible (divergent) témoigne de faiblesses à devenir plus autonome économiquement, tandis que le revenu disponible net inclut les mécanismes de solidarité (institutionnelle mais aussi entre ménages). Dans notre cas par exemple, le salaire d'un travailleur détaché roumain envoyé sur un chantier en Belgique contribue aux revenus primaires, par contre, les Roumains résidant en Belgique qui envoient de l'argent à leur famille en Roumanie, contribuent aux revenus secondaires et donc aux revenus disponibles nets.

En complément d'analyse, la balance du revenu primaire, la position nette de l'investissement international, le flux d'investissement direct et la balance des capitaux sont récupérés via la base de données des balances de paiement publiées par le Fonds Monétaire International. Afin de les exprimer en pourcentage du PIB, les valeurs sont converties en Euro 2015 avec l'indice susmentionné, et divisées par les PIB (en Euro 2015) d'EUROSTAT (2025d).

3.2 L'intégration dans les Chaines de Valeur Globales

La seconde analyse porte sur l'évolution sectorielle de la Roumanie, en comparant à la fois la présence de firmes étrangères au sein de chaque secteur, et la nature des relations commerciales entre la Roumanie et une sélection de pays (sur base de la disponibilité des données). Comme nous le verrons, son premier partenaire commercial, l'Allemagne, est aussi le pays dont les entreprises sont les plus présentes en Roumanie. Par conséquent, l'Allemagne est utilisée comme comparatif.

3.2.1 Stratégie d'identification

L'analyse repose sur une ACP⁵ appliquée à des variables sectorielles statiques (moyennes sur une période t) et dynamiques (Δt), pour les périodes 1998–2003 (post-crise roumaine) et 2015–2020. Certaines variables sont limitées par la disponibilité des données Eurostat, et plusieurs restrictions (expliquées dans la section suivante) sont posées sur le modèle. Les unités statistiques sont 38 secteurs et 25 pays partenaires, principalement d'Europe, mais aussi le Japon, le Canada, les États-Unis et la Turquie⁶.

L'analyse en Composantes Principales est récurrentement utilisée dans l'étude du commerce international. Elle a été développée par PEARSON (1901), tandis que HOTELLING (1933) l'a popularisée. Dans le cas précis de la Roumanie, VANCEA et al. (2021) utilisent l'ACP pour comprendre comment favoriser les exportations. Cependant, leur analyse porte sur les indicateurs macroéconomiques de la Roumanie, et non son intégration dans les chaînes de valeur. En cela, l'incorporation de données statiques et dynamiques dans une ACP pour comprendre l'intégration économique de la Roumanie, puis le croisement entre les résultats sectoriels et bilatéraux, font de ce mémoire une contribution originale à la recherche.

Pour revenir à la méthode, elle ne constitue ni une différence-dans-la-différence, ni une étude d'impact de l'adhésion à l'UE. La Roumanie a rejoint l'Union en 2007, dans un contexte déjà influencé par la perspective d'adhésion. Aucun groupe contrôle pertinent n'est disponible : l'Ukraine est instable depuis 2014, les Balkans ont subi une décennie de guerre, la Bulgarie a adhéré en même temps que la Roumanie, et la Turquie présente une trajectoire économique distincte. L'objectif est néanmoins d'identifier une dynamique d'intégration économique (a)symétrique avec des outils statistiques.

Les données sont centrées et réduites, puis projetées sur des Composantes Principales (CP) maximisant la variance expliquée. Chaque CP est une combinaison linéaire des variables initiales, pondérées selon leur contribution. L'idéal est que quelques CP concentrent l'essentiel de la variance, permettant d'identifier les tendances dominantes par secteur ou par pays partenaire. Par exemple, si le ratio exportations de biens intermédiaires/finaux contribue fortement à la première CP, et que celle-ci explique une large part de la variance, cette variable explique les différences entre secteurs ou partenaires (ex. agroalimentaire vs BTP, Turquie vs France).

Chaque observation est doublée pour distinguer les entités roumaines et allemandes. Une fois le modèle estimé, on observe la part de variance expliquée par chaque CP ; la contribution des variables à chaque CP (via le cercle de corrélation) ; et la position des observations sur le bi-plot, qui permet de visualiser les scores des secteurs/pays sur deux CP.

L'identification visuelle de clusters étant insuffisante, un test MANOVA (popularisé par PILLAI (1955)) est appliqué aux scores des observations selon leur appartenance à la Roumanie ou à l'Allemagne. Cela permet de tester formellement si les secteurs ou pays d'étude ont des résultats significativement différents sur les CP. Par conséquent, l'analyse distingue quatre groupes : les services roumains, les services allemands, l'industrie roumaine et l'industrie allemande.

5. Analyse en Composantes Principales

6. La liste complète est : Allemagne, France, Italie, Pays-Bas, Belgique, Autriche, Suède, Danemark, Espagne, Luxembourg, Irlande, Roumanie, Chine (sauf Hong Kong), États-Unis, Royaume-Uni, Japon, Canada, Turquie, Pologne, Hongrie, Finlande, Chypre, Tchèque, Bulgarie, Grèce, Portugal.

3.2.2 Les données

La première dimension de l'analyse en Composantes Principales porte sur la circulation de la valeur ajoutée avec les partenaires commerciaux, le positionnement dans les chaînes de valeur globales, et les rapports de dépendances aux importations et exportations. Les informations de ces thématiques sont fournies par la base de données TIVA (Trade in Value-Added) de l'OCDE, couvrent la période 1995 à 2020 compris sur 45 secteurs d'activité (et agrégats) classés selon la nomenclature ISIC Rev. 4, et les variables sont exprimées en millions de dollars courants (OECD 2023b).

Le concept de valeur ajoutée renvoie à la différence entre la valeur d'un produit et la valeur de ses composantes intermédiaires. En cela, une entreprise maîtrisant une étape de la production plus complexe, produira également plus de valeur ajoutée. La base de donnée TIVA suppose implicitement que les biens sont produits et consommés dans la même année. Elle intègre également des valeurs de production par secteur (gross output), d'exportations, d'importations (OECD 2023a).

La seconde dimension porte sur la présence étrangère, mesurée avec les parts de la valeur ajoutée et de l'emploi contrôlées par les entreprises étrangères. Ces informations sont calculables via les statistiques d'Eurostat sur les filiales étrangères (EUROSTAT 2022a ; EUROSTAT 2024b) et les données sectorielles générales (EUROSTAT 2024a ; EUROSTAT 2025l)⁷. Les secteurs suivent la nomenclature NACE Rev. 2 et les valeurs sont exprimées en euros courants.

Les données FATS excluent l'agriculture. La Commission européenne définit une entreprise comme l'unité autonome la plus petite orientée vers la production. Elle correspond à une ou plusieurs unités légales, c'est-à-dire des entités reconnues juridiquement. Eurostat distingue aussi les branches (unités locales d'une entreprise étrangère) et les franchises (juridiquement indépendantes mais associées par contrat) (EUROPEAN COMMISSION 2024).

Un groupe d'entreprise désigne plusieurs unités légales reliées juridiquement ou financièrement. Il peut être centralisé ou non. Si les unités contractent aussi avec des tiers, elles conservent leur statut d'entreprises distinctes. Un groupe est dit multinational dès lors qu'il opère dans au moins deux pays. Une filiale étrangère est alors une unité légale résidente contrôlée par une entité non résidente (EUROPEAN COMMISSION 2024).

Le contrôle s'exerce par la détention directe ou indirecte d'au moins 50% des droits de vote. Toutefois, si aucun investisseur n'atteint ce seuil malgré un capital majoritairement étranger, l'entreprise est considérée comme domestique. Ce critère tend à sous-estimer la présence étrangère réelle. Par exemple, si une entreprise A contrôle trois entités (B, C, D) détenant chacune un tiers des parts de l'entreprise E, le contrôle étranger est dilué. Les entités à objectifs spécifiques (SPE) sont des structures juridiques sans activité réelle, contrôlées depuis l'étranger, et souvent utilisées pour optimiser fiscalement ou isoler des risques. Leur faible visibilité rend difficile leur prise en compte (EUROPEAN COMMISSION 2024). Ainsi, les statistiques FATS doivent être comprises comme des estimations minimales de la présence étrangère.

Compte tenu de ces remarques, les variables suivantes sont intégrées à la première ACP en vue de leur présélection et résultent de calculs personnels. L'utilisation de ratios met en lumière la nature des relations commerciales des secteurs et pays partenaires indépendamment des volumes échangés, bien qu'ils doivent être pris en compte dans le

7. Eurostat fournit des bases de données différentes pour les périodes 2008-2020 et 2021-2023

diagnostic final.

- La balance commerciale en valeur d'échange est normalisée et équivaut à la différence entre les exportations et les importations, divisée par leur somme ;
- La balance commerciale en valeur ajoutée est normalisée de la même manière ;
- La captation relative de valeur est la différence entre la balance commerciale normalisée en valeur ajoutée, et celle en valeur d'échange. Dans ces paramètres, une valeur positive implique que la Roumanie ou l'Allemagne ont un meilleur contrôle technologique dans les échanges, indépendamment des volumes échangés ⁸ ;
- La participation en amont dans la chaîne de valeur, est la valeur ajoutée étrangère contenue dans l'export divisée par la valeur d'échange de l'export^a ;
- La position en amont ou en aval dans la chaîne logistique, avec au numérateur le ratio de la balance commerciale des biens intermédiaires et au dénominateur, ce ratio pour les biens finaux ⁹ ;
- L'orientation à l'export, comme la part de la production consacrée à l'export ;
- La part de la valeur ajoutée issue de la création de capital fixe (proxy pour l'investissement productif)^a ;
- La part des importations de biens intermédiaires qui est ré-exportée (proxy pour l'intégration logistique)^a ;
- La part de la valeur ajoutée étrangère dans la consommation domestique finale (proxy pour la dépendance aux importations).
- La part de la valeur ajoutée sous contrôle étranger ¹⁰ ;
- L'avance technologique des firmes étrangères comme la différence entre la valeur ajoutée par personne des firmes étrangères et la moyenne totale, divisée par la valeur moyenne totale

^a Variable indisponible au niveau bilatéral.

Pour réduire le bruit et améliorer l'interprétation, une sélection formelle des variables est effectuée. Une ACP initiale est réalisée sur l'ensemble des variables ; les poids de chaque variable sont pondérés par la variance expliquée de leur CP respective. Les huit variables au score total le plus élevé sont retenues, car elles sont les plus importantes pour expliquer la variance de l'entièrete de l'échantillon.

Ce filtre limite la sélection arbitraire, mais certains choix furent nécessaires : lorsque les variables des deux périodes (et leur différence dans le temps) sont utilisées, un nombre réduit occupe tout l'espace. Typiquement l'orientation des secteurs vers l'export en début, en fin de période, et son évolution dans le temps capturent trois places sur huit et appauvrissent l'analyse. Par conséquent, il a été décidé de ne retenir que les moyennes

8. Cette variable est préférée à la simple comparaison entre la balance commerciale en valeur ajoutée et celle en valeur d'échange, car ces dernières sont corrélées entre elles. Pourtant, un surplus commercial peut augmenter plus rapidement qu'un surplus de valeur ajoutée, mais dans une ACP, ce phénomène (et ses variantes) deviennent invisibles à l'interprétation, hormis si les variations ont des sens opposés.

9. Cela annule les disproportions de volumes d'échange entre les biens intermédiaires et finaux. Cet indicateur intègre donc les exportations et les importations ; une valeur élevée peut soit signifier un surplus de la balance commerciale de biens intermédiaires supérieur au surplus de la balance commerciale de biens finaux, ou que le déficit de la première est moins profond que le déficit de la seconde : dans les deux cas, la Roumanie ou l'Allemagne seront considérées comme "exportatrices de biens intermédiaires" par abus de langage.

10. Qui est très corrélée avec la part de l'emploi sous contrôle étranger. Comme nous le verrons, les entreprises étrangères occupent les étapes de la production les plus technologiques et créatrices de valeur, par conséquent, la part de l'emploi sous-estime leur influence.

des variables en fin de période et leur évolution.

3.2.3 La transformation des données

La transformation des données commence par traduire les dollars courants en Euro 2015. Pour ce faire, nous utilisons l'index de convertibilité publié par l'OCDE mais téléchargé depuis le site de la Federal Reserve Bank of Saint Louis (FRED 2024). La valeur de référence est $2015 = 100$, et se base sur 19 économies de la zone Euro. Les Euros courants des statistiques des entreprises sont transformés en Euros 2015 grâce à l'index de la base de données d'EUROSTAT (2025d) ("Gross domestic product (GDP) and main components") déjà mentionnée.

Une seconde étape est l'établissement de tables de compatibilité entre les nomenclatures ISIC Rev. 4 et NACE Rev. 2 sur base de la table fournie par NATIONS (2025). En plus des équivalents directs, la granularité des secteurs a été maximisée en épuisant les combinaisons de secteurs pour obtenir la correspondance la plus détaillée et exhaustive possible des agrégats entre les bases de données d'Eurostat et de l'OCDE. La compatibilité est garantie par l'expression des valeurs en Euro 2015. Néanmoins, aucune opération n'est réalisée sur des variables issues de bases de données différentes, hormis entre les bases FATS et SBS. Comme la base de données FATS n'inclut pas l'agriculture, les totaux rassemblent uniquement les industries (dont la construction) et les services. La classification des secteurs spécifiques au sein des catégories "industrie" et "services" est exposée sous forme de tableau en Annexe.

La troisième étape de transformation est le traitement des données manquantes, dont la synthèse est en Annexe. Les valeurs manquantes sont remplacées par la moyenne des valeurs les plus proches avant et après, dans un champ de trois années maximum, par variable, secteur et pays respectif. Ensuite, le reste des données manquantes sont remplacées par la médiane des observations de la même année, tout pays confondus. Dans un échantillon centré et réduit, cette méthode empêche les variables manquantes de peser significativement dans le modèle en Composantes Principales.

En outre, les bases de données d'EUROSTAT (2025e) ("Gross value added and income by detailed industry (NACE Rev. 2)") et d'EUROSTAT (2025c) ("Employment by detailed industry (NACE Rev. 2)") sont utilisées pour calculer la valeur ajoutée par personne employée, la contribution de chaque secteur à la valeur ajoutée totale, de même pour l'emploi, en incluant le secteur agricole. L'emploi est exprimé en millier de personnes et rassemble les statuts de salarié et d'entrepreneur. En complément d'analyse, la balance commerciale en valeur ajoutée et la captation relative de valeur ajoutée sont multipliées par la contribution de chaque secteur (pays partenaire) dans les exportations et importations¹¹ totales de l'économie étudiée (Roumanie ou Allemagne) : ces variables sont réputées "ajustées", mais ne sont pas intégrées dans l'analyse en ACP. Enfin, l'argument est soutenu par l'exposé des dépenses de chaque pays en recherche et développement, issues de EUROSTAT (2022b).

11. À l'avenir, une meilleure méthode consisterait utiliser la somme des exportations et importations, divisée par deux.

4. La Convergence réelle

4.1 Éléments descriptifs

De prime abord, notons sur la figure 4.1 que les écarts de PIB/habitant dans la région sont considérables mais que les Balkans, les pays baltes et les pays du groupe de Visegrad ont tous augmenté leur niveau. Notons que les données de la Croatie et la Slovénie tirent la moyenne des Balkans à la hausse à partir de 2007, où les données deviennent accessibles. Toutefois, le PIB/habitant passe d'environ 5 à 10 mille euros annuels en 15 ans. Hormis le Sud et la moyenne totale, chaque région semble avoir haussé son niveau d'environ 5 mille euros en valeur. En termes relatifs, le niveau de la Roumanie passe de 15 à 25% du Centre, et de 20 à 33% de la moyenne européenne.

En Europe de l'Est, la performance des pays baltes est bien meilleure que celle du groupe de Visegrad alors que leurs niveaux initiaux étaient identiques, suggérant que des modes d'insertion différents dans l'économie-monde¹ mènent à des chemins de convergence inégaux. Les régions pivots sont le Sud, la moyenne totale et le Centre : sur la période, le PIB/habitant du Sud a stagné voire baissé légèrement, restant autour de 23 mille euros, mais passant 70% à 62% du niveau du Centre et de 96% à 82% de la moyenne européenne. Celle-ci augmente en valeur, mais reste inférieure à 75% du Centre sur toute la période. Ces premiers résultats montrent que la convergence générale au sein de l'Union européenne est portée par les régions périphériques du Sud et de l'Est via un appauvrissement relatif du Sud et une forte croissance à l'Est, mais que les pays du Centre maintiennent une avance structurelle sur le reste de l'Union.

Nous remarquons sur la figure 4.2 que les moteurs de la croissance sont très différents entre les régions. À l'Est et particulièrement en Roumanie, la contribution de la productivité domine largement. Celle-ci est calculée comme le PIB divisé par la multiplication entre le nombre de personnes employées et le nombre d'heures travaillées (voir équation 3.3). Ici, nous ne distinguons pas la différence entre la productivité totale des facteurs et du capital. Cependant, GRELA et al. (2017) identifie que la croissance annuelle des facteurs totaux est de 1% en moyenne, contre 2,5% pour les afflux de capitaux, sur la période 1997-2014. Sur cette base, nous supposons que la contribution des investissements directs étrangers domine la productivité totale des facteurs sur toute la période.

Le groupe de Visegrad a également connu une contribution importante de la productivité avant 2008, mais d'une ampleur moindre. Dès 2006, le taux d'emploi et le nombre d'heures travaillées jouent un rôle clé. Entre 2014 et 2016, ces facteurs (avec la hausse du taux d'activité) dominent sur la hausse de la productivité, qui revient à partir de 2017. Si l'on garde l'approximation de l'afflux d'investissements étrangers par le facteur produc-

1. WALLERSTEIN 2004.

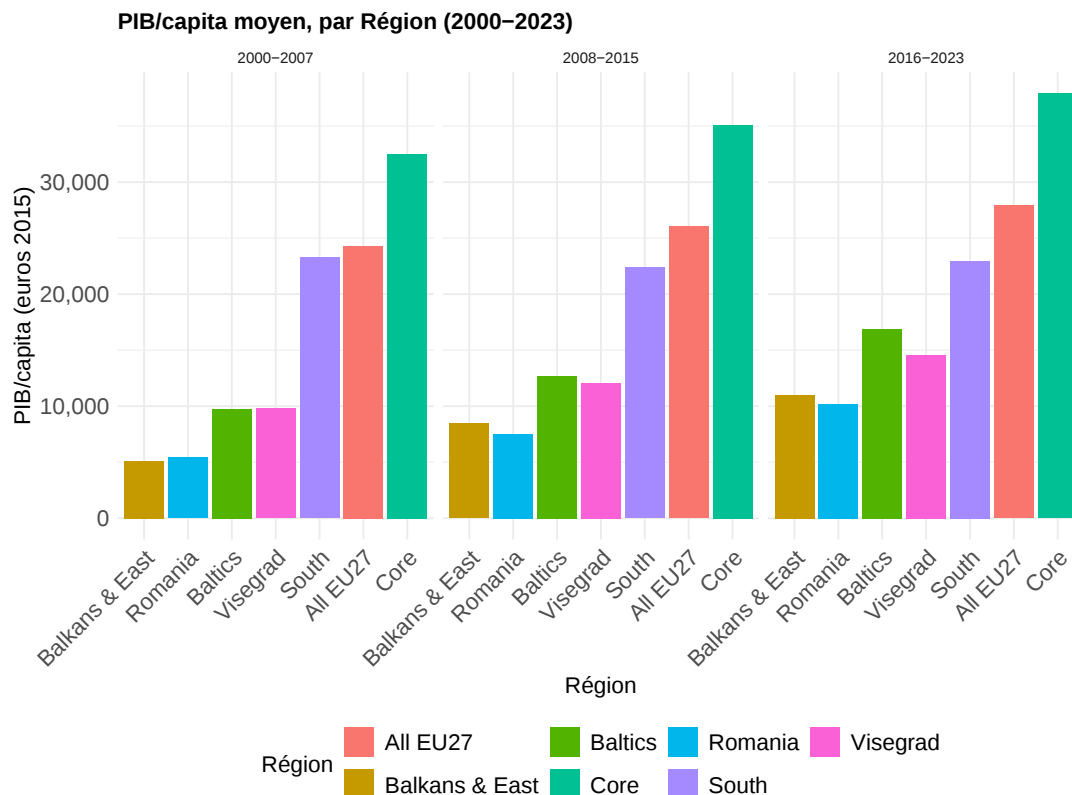


FIGURE 4.1 – Moyennes du PIB/capita en Euro 2015 par région

tivité, la dynamique des pays de Visegrad suggère que les investissements ont répondu favorablement à des réformes de mise au travail de la population². En Roumanie, les taux de variation des heures travaillées parfois négatifs ne semblent pas conditionner l’afflux d’investissements.

Dans le Sud, la dynamique est inverse ; la productivité a porté la croissance du PIB/habitant durant les années de crise, mais plus après 2015. La hausse combinée du taux d’emploi, des heures travaillées et du taux d’activité n’a pas suffi pour attirer les investissements. Ainsi, seul le facteur travail a porté la croissance (ou mitigé le déclin). La dynamique est similaire dans les pays du Centre, mais à des amplitudes différentes (autour des 2% en valeur absolue contre 4% dans le Sud) : la hausse de la mise au travail compense la baisse des investissements. Bien que la contribution des aspects démographiques a un sens différent en fonction des régions, celle-ci reste marginale et inférieure à 0,5%.

L’analyse de la composition de la croissance du PIB/habitant suggère que les pays de l’Est (Roumanie, Visegrad) sont initialement plus éloignés de leur état stationnaire dans le sens de SOLOW (1956), car l’amplitude de la croissance y est plus importante que le Sud et le Centre, et l’atteinte de l’état stationnaire semble conditionnée par une hausse du ratio capital-travail, et donc des investissements. Dans le groupe de Visegrad, la hausse initiale des investissements a été accompagnée par une hausse du facteur travail, suggérant un niveau trop élevé de capital entre 2007 et 2013, qu’il fallait mieux exploiter par la suite, sans pour autant les retirer. Dans le Centre, le facteur travail a également

2. Ce phénomène a été commenté par GÁL et LUX (2022).

porté la croissance lors de la seconde moitié des années 2010.

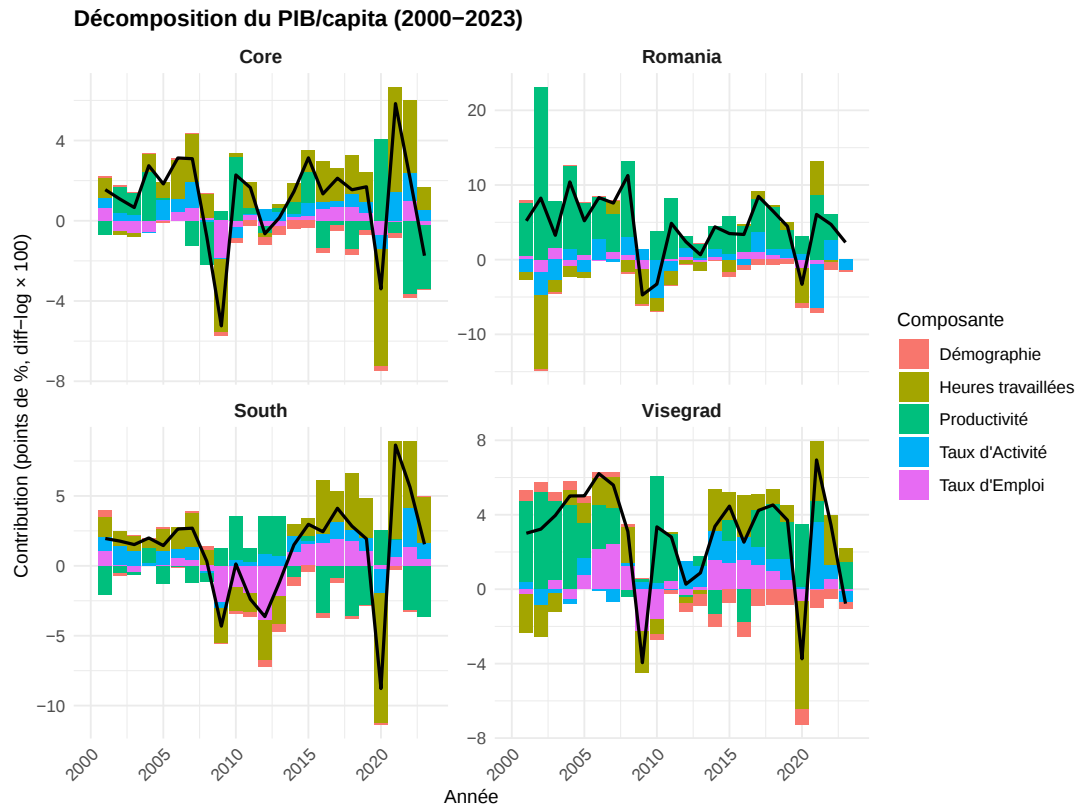


FIGURE 4.2 – Décomposition de la croissance du PIB per capita

4.2 Résultats

Les modèles de régression sont estimés sur plusieurs périodes, déterminées grâce au test de Chow (figure 4.3) qui indique la variation du paramètre de convergence bêta en fonction de l'année de séparation des plages temporelles. Les résultats suggèrent de séparer la période en trois : 2000-2007, 2008-2020 et 2021-2023. Avant d'analyser les tableaux des résultats, nous comparons visuellement la convergence du PIB/habitant et du Revenu Primaire par habitant sur toute la période et sur la période 2010-2019 (afin d'éviter les années de crise profonde). Les évolutions de la variance et du classement des pays par PIB/habitant sont aussi commentées.

Sur l'ensemble de la période, les groupes de pays sont clairement identifiables pour les deux variables (figure 4.4 et figure 4.5). Pour une région donnée, sa relation avec une autre région est analysée comme suit :

- Le cadran supérieur gauche implique que l'autre région est initialement plus pauvre mais croît plus vite (et inversement pour le cadran inférieur droit) : l'écart diminue ;
- Le cadran supérieur droit signifie que l'autre région est initialement plus riche et croît plus vite (et inversement pour le cadran inférieur gauche) : l'écart se creuse.

Premièrement, l'Europe de l'Est (Balkans, Visegrad et Baltiques) est exclusivement plus pauvre et croît plus vite que le reste de l'Europe en 2000, à l'exception près de la

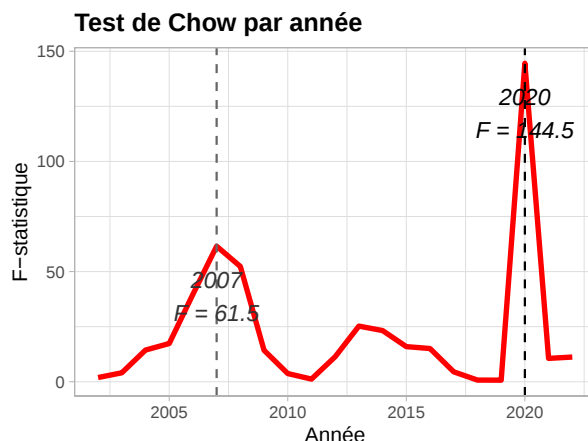


FIGURE 4.3 – Résultats du Test de Chow, indiquant les années de cassures

Tchéquie et de Malte. Les régressions principales des deux figures ont un R-carré de 0.61 et une pente identique de -0.013, suggérant une dynamique convergente solide au total et au sein de chaque groupe (hormis les Balkans).

Au sein des Balkans en effet, les régions initialement plus riches ont tendance à grandir plus vite que les autres, surtout à cause des capitales Sofia (BG41) et Bucarest (RO32), tandis que la Roumanie diverge clairement de la Bulgarie. La croissance du PIB/capita est située entre 3 et 5% tandis que le revenu primaire est entre 2 et 3%, suggérant que la hausse de la circulation des biens et services ne se traduit pas entièrement en une hausse du revenu (cette différence semble vérifiée pour les pays du Centre et du Sud, mais pas pour le groupe de Visegrad).

Pour le groupe de Visegrad, plusieurs régions ont un PIB/habitant initial très similaire, mais des chemins de croissance très différents : la Pologne et la Slovaquie croissent plus vite que la Hongrie, qui grandit légèrement plus vite que la Tchéquie, dont le revenu initial est supérieur, et semble diverger à son niveau régional. Cela suggère un appauvrissement relatif de la Hongrie au sein du groupe, mais la tendance semble plus faible pour la dynamique du revenu primaire. Quant aux pays du Sud, ces derniers paraissent initialement plus pauvres que le Centre, mais ont des rythmes de croissance inférieurs (la Grèce et l'Italie ont particulièrement observé un déclin). Pour le Centre, les régions qui convergent le plus semblent appartenir à l'Allemagne et la Suède.

Les graphiques de la période 2010-2019 (figure B.1 et figure B.2 en annexe) montrent que la tendance convergente³ entre l'Est et l'Ouest est identique, mais les disparités interrégionales augmentent dans chaque sous-groupe, hormis les pays de Visegrad. La qualité du modèle linéaire total est divisée par deux ou trois. L'introduction des données croates et slovènes dans le groupe des Balkans produit une pente négative, mais l'écart entre la Roumanie et la Bulgarie est exacerbé (surtout pour le revenu primaire). Alors que la plupart des régions roumaines semblent converger vers la capitale, leur dynamique interne est floue.

Ce focus sur la période 2010-2019 montre que la crise de 2008 et les difficultés des années 2010 n'ont pas touché l'Europe de la même manière : le Sud se sépare encore

3. Au sens de la convergence bêta.

plus des pays du Centre⁴, tandis les régions du Centre divergent entre elles. En vertu de la décomposition de la croissance du PIB/habitant (en figure 6.2) et de la trajectoire roumaine entre 2010 et 2019, la crise de 2008 ne semble pas avoir fait dévier la Roumanie de son rythme de croissance par rapport aux autres pays européens. Paradoxalement, l'appauvrissement du Sud accélère les résultats de convergence de l'UE27.

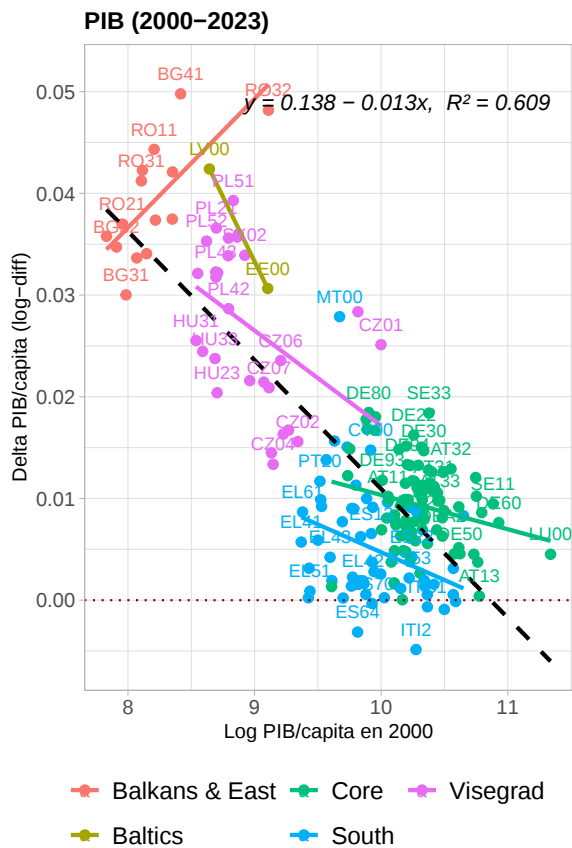


FIGURE 4.4 – Convergence Beta du PIB per capita entre 2000 et 2023, au niveau NUTS 2

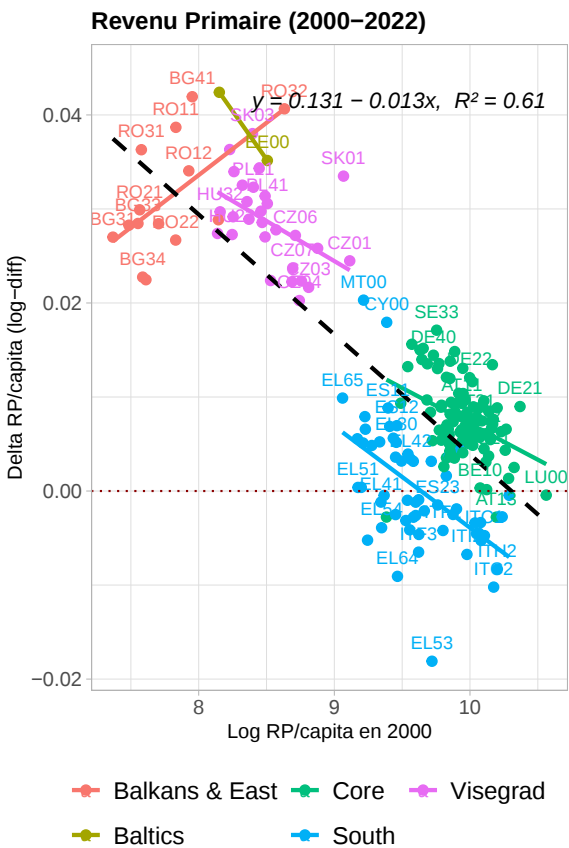


FIGURE 4.5 – Convergence Beta du Revenu Primaire per capita entre 2000 et 2022, au niveau NUTS 2

La figure B.3 montre l'évolution des pays dans le classement du PIB/capita. Manifesterment, la mobilité est très faible à deux exceptions près. La Grèce chute de la 14ème à la 20ème place entre 2010 et 2020, puis remonte à la 17ème position en 2023. Malte monte de 5 classements entre 2007 et 2017. Entre 2008 et 2015, certaines positions changent marginalement entre les pays baltes, le groupe de Visegrad et la Croatie (qui chute), mais la Roumanie et la Bulgarie restent aux dernières places sur toute la période. La Slovénie, que nous avons placée dans la catégorie des Balkans, contraste de son groupe avec une position stable à la 15ème place.

Concernant l'erreur standard des PIB/habitant au sein des régions (figure 4.6), la stabilité est marquante, avec une légère tendance à la baisse dans le groupe de Visegrad et en hausse dans le Sud et le Centre. Dans les Balkans, les données de la Slovénie et

4. Les économies du Sud de l'Europe ont été particulièrement touchées par la crise de la dette souveraine (PALMÉN 2020)

Croatie font bondir l'erreur standard en 2008, néanmoins la disparité des revenus diminue dans la région. La stabilité (à la 15ème place) de la Slovénie et la chute de la Croatie ne suffisent pas à expliquer la baisse de la variance à l'intérieur des Balkans : il est probable que la forte croissance de la Roumanie (dont les inégalités régionales persistent) et de Sofia (Bulgarie) soient également des facteurs explicatifs⁵. L'erreur standard de l'Union Européenne baisse globalement, confortant l'analyse de la figure 4.1 suggérant le rapprochement du Sud et de l'Est, sans oublier que l'écart entre la moyenne totale et les pays du Centre et du Nord, lui, ne se réduit pas.

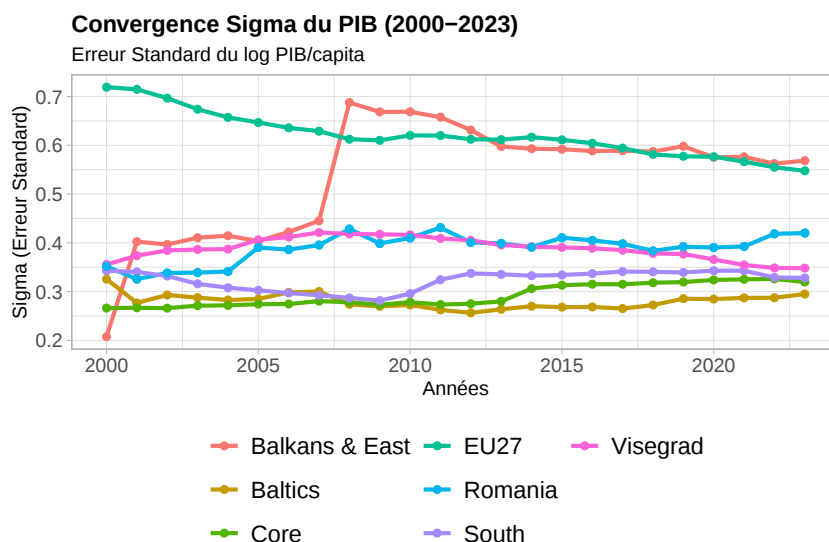


FIGURE 4.6 – Évolution de la variance du PIB/capita par région

Les régressions sont effectuées sur les trois périodes, le PIB, le revenu primaire et le revenu total par habitant, et fournissent les résultats suivants :

Entre 2000 et 2007 (tableau 4.1), le revenu total net et le revenu primaire divergent significativement au sein de la Roumanie, tandis que le PIB diverge avec une p-valeur de 0,16. Le PIB des Balkans diverge avec une p-valeur de 0,066, mais l'intervalle de confiance du Bêta est significativement différent de celui de l'UE27. Seule l'UE27 observe une convergence significative, avec un PIB/capita plus rapide que le revenu primaire, lui-même plus rapide que le revenu total. Cela est étonnant, car l'intuition suggère que les revenus secondaires favorisent l'égalité régionale. Cela se confirme dans les Balkans, où le revenu primaire converge bien moins vite que le revenu total, sans que cela soit significatif. Les demi-vies, lorsqu'elles existent, sont d'environ 40 ans.

Entre 2010 et 2019 (tableau 4.2), la dynamique est convergente. Mais au sein des Balkans, aucune estimation n'est statistiquement signifiante (une p-valeur de 0,1 pour le PIB, 0,78 pour le revenu primaire et de 0,77 pour le revenu total). En Roumanie, la convergence du PIB/capita n'est pas significative non plus, mais celle du revenu primaire et total bien : leurs demi-vies sont respectivement de 52 et 48 ans. Aucune région n'est significativement différente de l'UE27, où les revenus convergent plus rapidement que le PIB, avec des demi-vies entre 41 et 53 ans.

5. Dans le sens où les capitales convergent plus rapidement vers les pays riches que les provinces.

TABLE 4.1 – Convergence beta, 2000-2007, niveau NUTS 2

Variable	Region	Beta	Half_life	P_value	R_squared	N	CI_Overlap
GDP	Balkans	0.027	NA	0.066	0.254	14	FALSE
GDP	EU27	-0.018	38.243	0.000	0.501	195	TRUE
GDP	Romania	0.016	NA	0.162	0.298	8	FALSE
PR Income	Balkans	-0.009	78.246	0.551	0.030	14	TRUE
PR Income	EU27	-0.017	41.490	0.000	0.499	206	TRUE
PR Income	Romania	0.022	NA	0.047	0.509	8	FALSE
TT Income	Balkans	-0.016	42.805	0.433	0.052	14	TRUE
TT Income	EU27	-0.015	45.742	0.000	0.431	206	TRUE
TT Income	Romania	0.036	NA	0.034	0.556	8	FALSE

TABLE 4.2 – Convergence beta, 2010-2019, niveau NUTS 2

Variable	Region	Beta	Half_life	P_value	R_squared	N	CI_Overlap
GDP	Balkans	-0.009	76.023	0.102	0.168	17	TRUE
GDP	EU27	-0.013	53.648	0.000	0.283	220	TRUE
GDP	Romania	-0.006	122.439	0.329	0.158	8	TRUE
PR Income	Balkans	-0.017	41.856	0.077	0.194	17	TRUE
PR Income	EU27	-0.017	41.181	0.000	0.391	220	TRUE
PR Income	Romania	-0.013	52.194	0.024	0.598	8	TRUE
TT Income	Balkans	-0.018	38.166	0.076	0.195	17	TRUE
TT Income	EU27	-0.018	39.347	0.000	0.453	220	TRUE
TT Income	Romania	-0.014	48.655	0.032	0.565	8	TRUE

Enfin, entre 2021 et 2022 (tableau 4.3), la dynamique est divergente en Roumanie et dans les Balkans, mais pas dans l'UE27. Seules les divergences du PIB roumain et des Balkans ne sont pas significatives. Dans l'ensemble de l'Union Européenne, le PIB converge plus rapidement que le revenu total, tandis que le revenu primaire est bien plus lent. Cette différence entre le revenu total et le revenu primaire suggère que les mécanismes de redistribution ont eu un impact sur le territoire. Mais dans les Balkans et au sein de la Roumanie, la reprise post-Covid a accentué les inégalités régionales, et leur trajectoire est significativement différente du reste de la moyenne de l'UE.

À ce niveau de l'analyse, l'intégration économique fut plus rapide en Roumanie que dans le Centre et la moyenne européenne. En son sein, la capitale Bucarest s'est renforcée dans son statut de pôle de compétitivité, avec une croissance supérieure aux autres régions. Ces résultats corroborent la littérature déjà existante (HOLOBIUC 2021 ; EUROPEAN CENTRAL BANK. 2018 ; DRAGOȘ MIHAI UNGUREANU 1 et al. 2009 ; EGRY 2024 ; BOTEZATU 2007). Lorsque le pays observait une convergence interne (entre 2010 et 2019), les demi-vies des variables d'intérêt étaient supérieures à leurs équivalentes des autres groupes de pays : les provinces de Roumanie ont convergé moins rapidement vers leur capitale, que les régions d'Europe ont en moyenne convergé entre elles. Cependant, la polarisation entre les provinces et les capitales des Balkans n'apparaissent pas dans

TABLE 4.3 – Convergence beta, 2021-2022, niveau NUTS 2

Variable	Region	Beta	Half_life	P_value	R_squared	N	CI_Overlap
GDP	Balkans	0.002	NA	0.855	0.002	20	TRUE
GDP	EU27	-0.016	42.785	0.000	0.127	237	TRUE
GDP	Romania	0.033	NA	0.111	0.368	8	FALSE
PR Income	Balkans	0.063	NA	0.000	0.519	20	FALSE
PR Income	EU27	-0.009	77.985	0.014	0.026	237	TRUE
PR Income	Romania	0.097	NA	0.009	0.703	8	FALSE
TT Income	Balkans	0.042	NA	0.013	0.294	20	FALSE
TT Income	EU27	-0.014	48.240	0.000	0.070	237	TRUE
TT Income	Romania	0.113	NA	0.008	0.718	8	FALSE

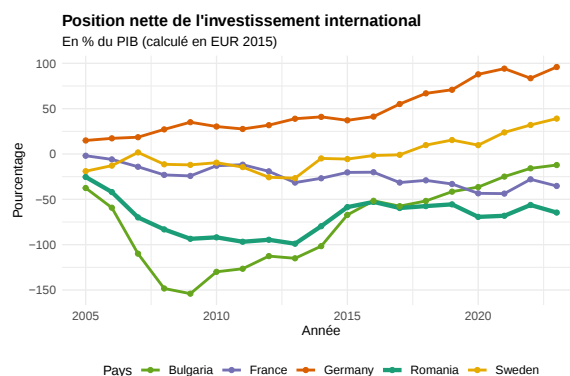
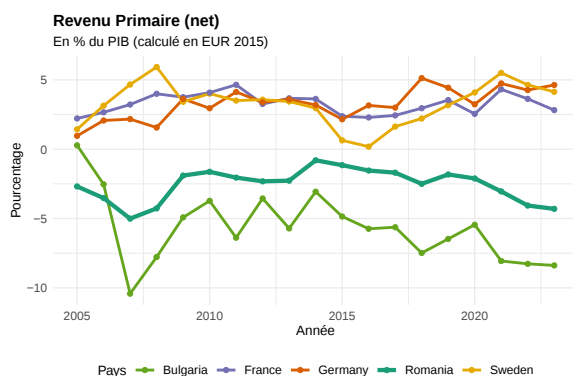
la figure 4.1, où le PIB/habitant est en moyenne à un (gros) quart du Centre en fin de période.

4.3 Une croissance dans quelles conditions ?

En parallèle, quelques indicateurs de la balance des paiements suffisent pour constater une dépendance structurelle de la Roumanie :

Premièrement, la balance nette du revenu primaire est déficitaire sur toute la période (figure 4.7a), autour de -2,5% du PIB, signifiant que la Roumanie rémunère mieux le capital étranger que l'étranger ne rémunère son capital, et/ou que les salaires versés par les entreprises résidentes roumaines à des travailleurs étrangers dépassent ceux que les travailleurs roumains perçoivent à l'étranger. Alors que le revenu primaire net semble se diriger vers la moyenne européenne (figure 4.5), cette convergence est ralentie par une redistribution internationale du revenu, sans que l'on accède aux données bilatérales (le défi des rapatriements des profits via les IDE a été étudié récemment par PARNREITER, STEINWÄRDER et KOLHOFF (2024)). La dynamique s'accroît lorsque les Roumains occupent à l'étranger des emplois peu qualifiés, tandis que les travailleurs étrangers en Roumanie sont davantage employés dans des postes hautement qualifiés. En nombre de personnes pourtant, l'on s'attendrait à ce que les travailleurs roumains à l'étranger contribuent à une balance positive (HELLER, W. et IANOȘ, I. 2004). Cela suggère que les effets de rémunération du capital sont largement supérieurs aux effets supposés inverses du travail.

La position nette de l'investissement international (figure 4.7b) corrobore cette analyse : ensemble, les pays étrangers possèdent plus d'actifs en Roumanie que la Roumanie n'en possède à l'étranger. Alors que l'Allemagne (et la Suède depuis 2014) sont exportateurs nets de capitaux, la France voit sa position décliner dans une dépendance accrue depuis 2016, avec une balance du revenu primaire toujours positive, suggérant une hausse de l'endettement plutôt qu'une pénétration étrangère directe, et une bonne rentabilité de ses actifs à l'international, tandis que l'essor bulgare après 2010 suggère que le pays a contracté moins de dettes (ou les a remboursées), tandis que les actifs étrangers ponctionnent la valeur du pays à des taux importants.

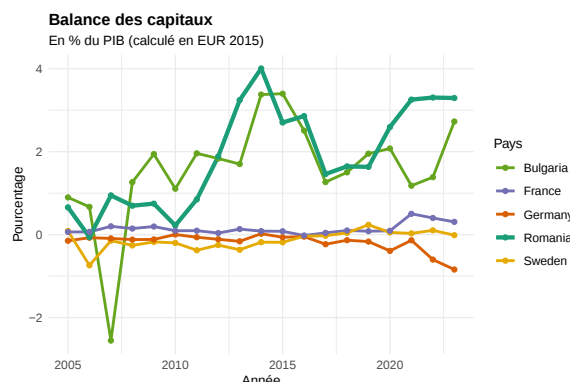
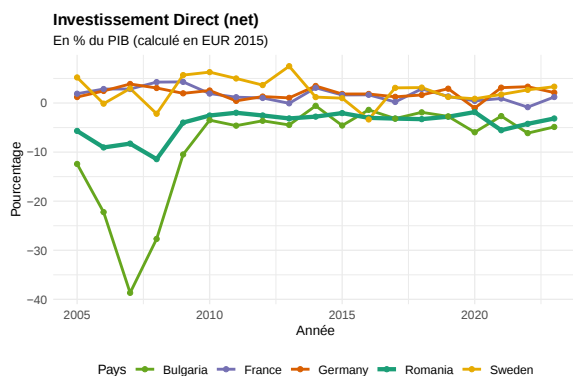


(a) Balance du revenu primaire, en % du PIB

(b) Position nette de l'investissement

FIGURE 4.7 – Comparaison de deux soldes de la balance des paiements (en % du PIB)

En outre, la figure 4.8a montre le rôle clé et constant de l'investissement direct étranger en Roumanie et en Bulgarie (receveuses nettes à hauteur de 2,5 à 5% sur toute la période). Cela implique que le processus de pénétration étrangère n'est pas terminé, et appuie les constats de la figure 4.2 soulignant que l'investissement est un moteur considérable de croissance dans ces pays, ce qui corrobore les travaux de ZAMAN et VASILE (2012). Par ailleurs, une balance des capitaux positive à des niveaux entre 1,5% et 4% montre que les transferts secondaires tempèrent les inégalités de revenu et d'autonomie économique (figure 4.8b) : la solidarité internationale est un soutien matériel important pour la Roumanie, bien que sa croissance soit instable.



(a) Balance de l'investissement direct, en % du PIB

(b) Balance des capitaux

FIGURE 4.8 – Indicateurs de dépendance de la balance financière (en % du PIB)

Ces différences structurelles entre la Roumanie et les pays du Centre (l'Allemagne notamment) apparaissent dans un cadre où les capitaux divergent des autres régions. Cependant en l'absence de données bilatérales, nous ne pouvons pas affirmer que le statut périphérique de la Roumanie est rattaché à des centres européens. De même, les courroies de transmission de la valeur vers le Centre (quel qu'il soit) ne sont pas clairement spécifiées. Les sections suivantes s'y attèlent.

5. La Roumanie dans les Chaines de Valeur Globales

5.1 Éléments descriptifs

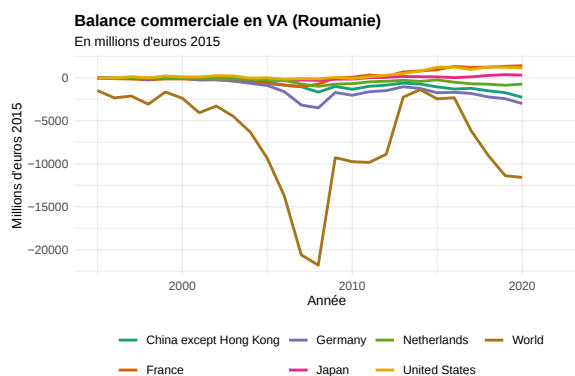
Au niveau agrégé, la Roumanie est en déficit de valeur ajoutée, tandis que l’Allemagne est en surplus (figure 5.1). Autrement dit, la consommation finale en Roumanie dépend davantage de valeur ajoutée créée à l’étranger (technologies, savoir-faire, processus de production) que le reste du monde ne dépend de la valeur ajoutée produite sur le territoire roumain.

Lors de la crise de 2008, les investissements étrangers ne suffisent plus pour financer la consommation domestique, ce qui provoqua une crise de l’endettement. Entre 2009 et 2013, l’État roumain demande le soutien du Fonds Monétaire International, de l’UE et de la Banque Mondiale, accélérant par la même occasion la privatisation de plusieurs actifs publics (EGRY 2024). C’est aussi à cette période que la balance des capitaux soutient le plus la population roumaine, et sa position nette de l’investissement est à son plus bas en 2013 (autour de -100% du PIB depuis 2008). Entre-temps la balance de valeur ajoutée a bondi entre 2008 et 2009 suite à une baisse brutale des importations accompagnée d’une hausse des exportations (INTERNATIONAL MONETARY FUND 2015). Elle continue à monter jusqu’en 2014, sous l’influence des programmes d’aides conditionnés (GRELA et al. 2017). Ensuite, elle rechute jusqu’à un niveau inférieur à 2009, mais la position nette de l’investissement reste stable. La corrélation entre le pic allemand et roumain à partir de 2010 suggère que leurs cycles du commerce se rapprochent, conformément aux travaux de MATEI et MINDRICAN (2022).

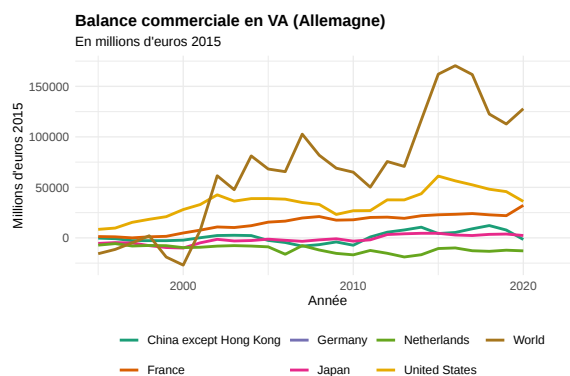
Malgré cette trajectoire roumaine, ses relations avec les puissances économiques diffèrent les unes des autres (figure 5.1). D’une part, la France, les États-Unis et le Japon sont des contributeurs nets de valeur ajoutée, d’autre part la Chine, les Pays-Bas et l’Allemagne creusent le déficit roumain. Cela suggère que les exportations vers ces pays résultent de l’assemblage de biens intermédiaires importés et trop chers par rapport à la valeur des biens exportés. Par conséquent, le travail roumain présente des faiblesses technologiques, dans le sens où il n’arrive pas à créer suffisamment de plus-value pour amortir les importations. À l’inverse, ces pays exportent des biens à forte valeur ajoutée domestique vers la Roumanie.

La position nette de la Roumanie vis-à-vis de l’Allemagne n’a plus dépassé ses niveaux de 2005¹. En revanche, le profil de l’Allemagne est dans le vert, hormis avec les Pays-Bas qui bénéficient des ports maritimes parmi les plus intégrés dans le commerce mondial, et

1. À cet égard, la figure E.1 en annexe permet une meilleure visualisation.



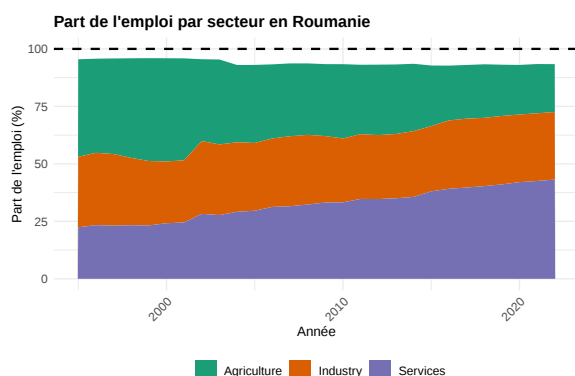
(a) Roumanie



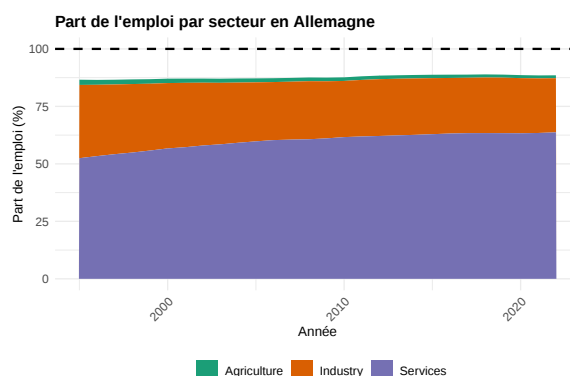
(b) Allemagne

FIGURE 5.1 – Balances commerciales en Valeur Ajoutée (avec les totaux), 1995-2022

sans compter le passage de la Chine dans le négatif en 2020 (avec qui la prédominance technologique semble disputée). Alors que l'Allemagne contribue énormément au déficit de valeur ajoutée de la Roumanie, celle-ci n'a qu'une contribution marginale aux surplus allemands, tandis que les surplus avec les États-Unis ont connu une montée et descente impressionnante depuis 2010, avec un pic en 2015.



(a) Roumanie



(b) Allemagne

FIGURE 5.2 – Part de l'emploi de chaque secteur, 1995-2022

Comme le montre la figure 5.2, l'agriculture² occupe une part considérable de l'économie, bien qu'elle baisse depuis 2002. Les agrégats "Industrie" et "Services" sont calculés sur la même base que la suite de l'analyse, et donnent un aperçu de nos échantillons : au total, la Roumanie (+/- 95%) est mieux représentée que l'Allemagne (dont la représentation plafonne à 87,5% environ). Cette différence peut provenir de l'exclusion des secteurs O, S, T, U³, auquel cas la différence propose une administration publique roumaine faible (proportionnellement à l'Allemagne). L'emploi industriel baisse légèrement, tout en restant autour de 20-25% dans les deux économies. La chute de l'agriculture s'est traduite

2. Dont l'élevage, les activités forestières, la pêche et l'aquaculture.

3. O : Administration publique, défense, sécurité sociale obligatoire ; S : Autres activités de services ; T : Activités ménagères comme employeurs (par exemple, les titres-services) ; U : Activités des organisations et corps extra-territoriaux (par exemple, la Banque Centrale Européenne).

en une hausse des services, qui doublent leur part dans l'emploi total en moins de trente ans, passant d'environ 20 à 45%. En Allemagne, la structure de l'emploi est stable, mais le progrès des services provient du déclin de l'industrie.

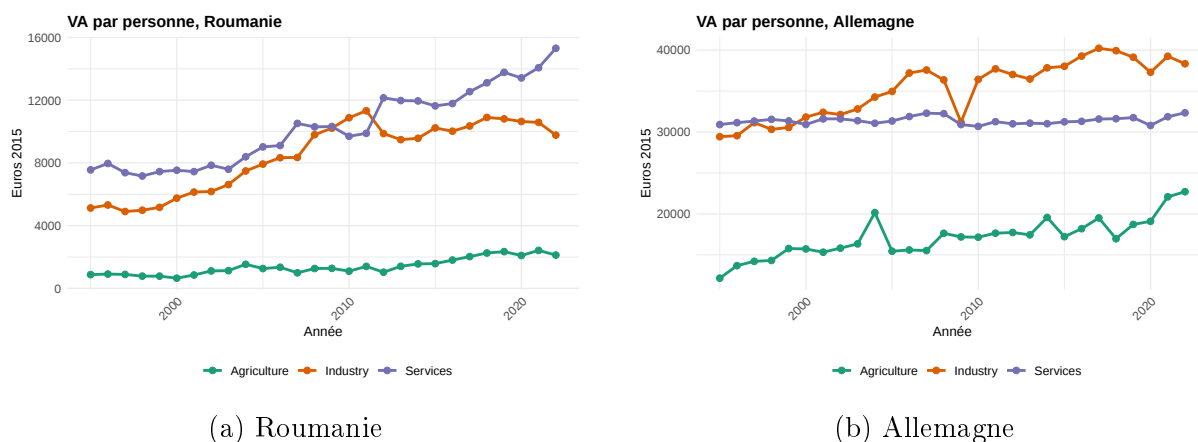


FIGURE 5.3 – Valeur Ajoutée par personne et secteurs, 1995-2022

La figure 5.3 montre qu'en Roumanie, la croissance est omniprésente de 2000 à 2010 environ, puis la dynamique des services s'écarte de l'industrie, qui stagne au même rythme que l'industrie allemande, à des valeurs quatre fois moindre. De plus, la même figure met en évidence la stagnation de la valeur ajoutée par personne des services allemands en euros réels. L'industrie par contre, élève sa productivité entre 2000 et 2010, puis ralentit avec un plafond en 2017. Ces données corroborent la décomposition de la croissance par région (figure 4.2) : la croissance du Centre (dont l'Allemagne) est très faible après 2008.

Malgré une faible croissance de VA au sein de ses frontières nationales, le capital allemand a accru son emprise sur l'économie roumaine. À cet égard, la figure 5.4 indique un passage de 5,5 à presque 8% du contrôle⁴ allemand sur la valeur ajoutée totale, entre 2010 et 2020. Les États-Unis démarrent d'un niveau plus faible en 2010, mais passent de 2,8 à presque 4%, tandis que la France passe de 4 à 5% et le Royaume-Uni de 1 à 2,2%. En 2020, la part de valeur ajoutée sous contrôle étranger s'élève à 42% du total en Roumanie (EUROSTAT 2022a).

Si la part de l'emploi sous contrôle étranger augmente également pour ces pays, leur position au-dessus de l'axe $f(x) = x$ montre la tendance des firmes étrangères à se positionner sur les segments de la production les plus intensifs en capital (humain, technologies). En Roumanie toujours, la présence italienne est en recul absolu et sur des secteurs manifestement moins technologiques. Les Pays-Bas ont perdu en contrôle de valeur ajoutée, mais ont augmenté leur part dans l'emploi total. À l'inverse, les entreprises autrichiennes ont perdu en part d'emploi, en augmentant leur part de valeur ajoutée. La Chine a légèrement augmenté son influence dans les deux pays, dans des secteurs faiblement technologiques, mais sa présence est minime.

À titre de comparaison, les entreprises états-uniennes en Allemagne observent les plus hauts scores, mais leur présence a légèrement chuté, et cette tendance s'observe également pour les entreprises néerlandaises, britanniques, françaises et italiennes. Deux interprétations sont possibles : d'une part, il se peut que les entreprises au capital allemand se sont

4. Dans les limites posées par les statistiques FATS d'Eurostat.

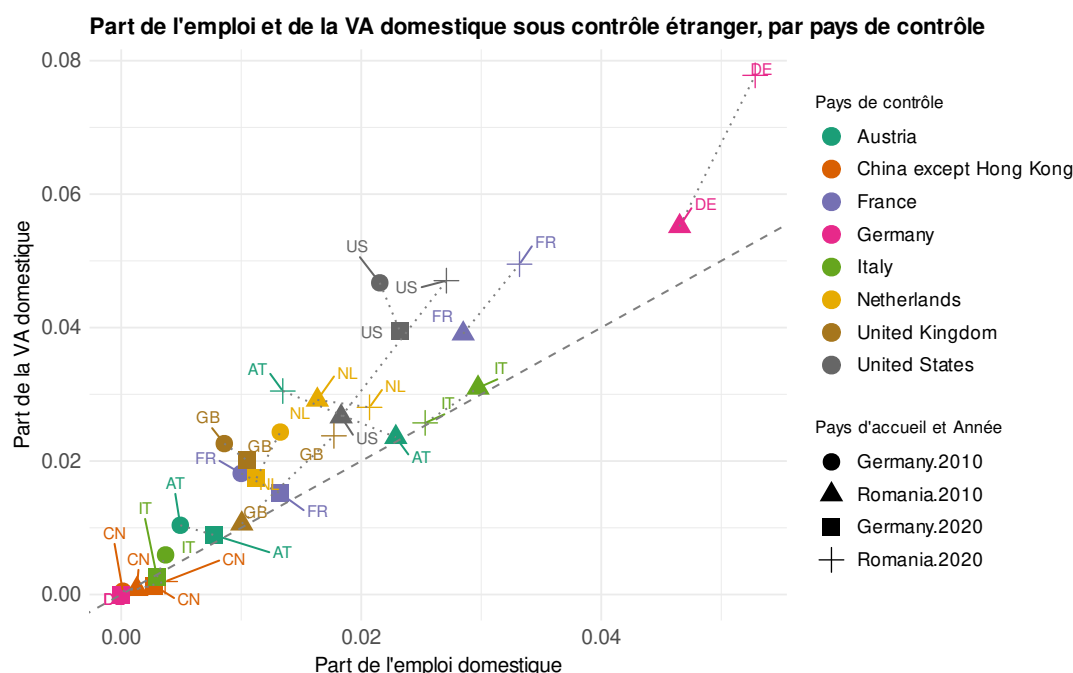


FIGURE 5.4 – Part de l’emploi et de la VA sous contrôle étranger, par pays et par pays de contrôle en 2010 et 2020.

Note de lecture : DE = Allemagne, FR = France, US = États-Unis, AT = Autriche, CN = Chine, IT = Italie, GB = Royaume-Uni, NL = Pays-Bas.

renforcées vis-à-vis de l’ensemble de la concurrence étrangère, d’autre part, des montages financiers plus sophistiqués masquent la dynamique réelle du capital international. Ici, nous n’irons pas au-delà de ce que les statistiques nous permettent.

Outre la dynamique partielle de convergence bêta et sigma, nous avons vu que la balance des paiements est défavorable à la Roumanie. De même, ce chapitre défend que son mode d’insertion dans les chaînes de valeur mondiales est un obstacle à son développement futur. À nouveau, la dynamique roumaine contraste avec l’Allemagne : non seulement au regard du déficit structurel de valeur ajoutée, mais aussi car la croissance domestique n’est pas portée par les mêmes types de secteurs. Pourtant, deux corrélations apparaissent à partir de 2010 : d’une part sur la cyclicité de la balance de valeur ajoutée totale, d’autre part sur la productivité de l’industrie (par travailleur). Si ces phénomènes peuvent résulter de circonstances macroéconomiques européennes ou globales, nous constatons aussi que le capital allemand exerce un contrôle inégalé en Roumanie. Cela encourage l’hypothèse d’une insertion périphérique de cette dernière dans les chaînes de valeur allemandes. Néanmoins, les surplus fournis par la France et les États-Unis ne permettent pas d’user de grilles d’analyse simplistes.

Dans la suite de ce chapitre, nous étudions d’abord le mode d’insertion économique des secteurs roumains et allemands, ensuite le mode d’insertion de ces pays vis-à-vis de leurs partenaires commerciaux. Les outils statistiques servent de support à l’analyse. Le chapitre d’après articule l’ensemble des résultats.

5.2 Étude comparative des structures économiques roumaine et allemande

L'interprétation de l'analyse en composantes principales suit le plan suivant : premièrement, la représentativité des résultats est commentée, ainsi que les variables clés. Deuxièmement, les détails des CP les plus importantes sont fournis avec les résultats des tests MANOVA. Troisièmement et à partir de ces informations, nous pouvons interpréter la position des secteurs sur le plan des CP1 et CP2. Quatrièmement, nous revenons à des données descriptives pour approfondir les inférences que l'ACP nous permet. Cette stratégie est identique pour l'analyse des pays partenaires.

5.2.1 Analyse en Composantes Principales des secteurs

Les deux premières composantes principales, qui minimisent l'écart entre le modèle et les observations, expliquent respectivement 31,4% et 26% de la variance totale, soit 57,4% cumulés. Les troisième et quatrième composantes en ajoutent 16,7% et 10,2%, portant la variance expliquée à 84,3%. Les variables retenues sont : (1) l'orientation du secteur vers l'export, (2) l'évolution de la part des importations réexportées, (3) la tendance à exporter des biens intermédiaires plutôt que finaux, et (4) son évolution, (5) l'écart entre la balance commerciale en valeur d'échange et en valeur ajoutée (captation relative de valeur), et (6) l'évolution de cet écart, (7) la part de la valeur ajoutée consacrée à l'investissement en capital fixe, (8) la participation en amont aux chaînes de valeur.

La première composante principale met en évidence une opposition nette entre deux types de secteurs (la décomposition graphique est sur la figure E.4 et figure E.3 en annexe). Les secteurs ayant un score positif élevé sont très ouverts à l'international et ont renforcé leur intégration logistique au fil du temps. Ils exportent une part importante de valeur ajoutée étrangère et connaissent une montée en puissance des exportations de biens finaux accompagnée d'importations de biens intermédiaires. En fin de période, ils occupent une position de fournisseurs de biens finaux. Cependant, leur captation de valeur ajoutée s'est dégradée⁵ : la balance en valeur ajoutée est inférieure à ce que suggère la balance commerciale.

À l'inverse, les secteurs présentant un score faible ou négatif sont davantage orientés vers le marché domestique et faiblement intégrés dans les chaînes logistiques et de valeur. Ils exportent surtout des biens intermédiaires et/ou importent des biens finaux, tout en enregistrant une amélioration de la captation de valeur ajoutée par rapport à la balance commerciale.

Le test MANOVA (tableau E.1 en annexe) indique que les services obtiennent un score significativement inférieur à celui de l'industrie (p -valeur = 0,0026). La différence entre les pays est moins nette (p -valeur = 0,145), mais la Roumanie présente un score légèrement plus faible (figure E.7).

La seconde composante principale oppose deux profils de secteurs (voir figure E.4 et figure E.3). Les secteurs ayant un score positif élevé se caractérisent par une spécialisation dans la production de biens finaux destinés au marché domestique. Ils affichent une hausse

5. Un score négatif à la balance de valeur ajoutée relative implique que la balance commerciale est supérieure à celle en valeur ajoutée.

de la captation de valeur ajoutée par rapport à la balance commerciale, mais restent faiblement intégrés dans les chaînes de valeur et investissent peu en capital fixe.

À l'inverse, les secteurs présentant un score faible ou négatif sont spécialisés dans la production de biens intermédiaires à destination du marché international. Leur captation de valeur ajoutée diminue, mais leur intégration dans les chaînes de valeur est forte et leurs investissements en capital fixe plus importants.

La comparaison entre industrie et services donne une p-valeur de 0,07 : trop élevée pour conclure avec certitude, elle suggère toutefois que les services tendent à avoir un score structurellement supérieur (voir tableau E.1 et figure E.8).

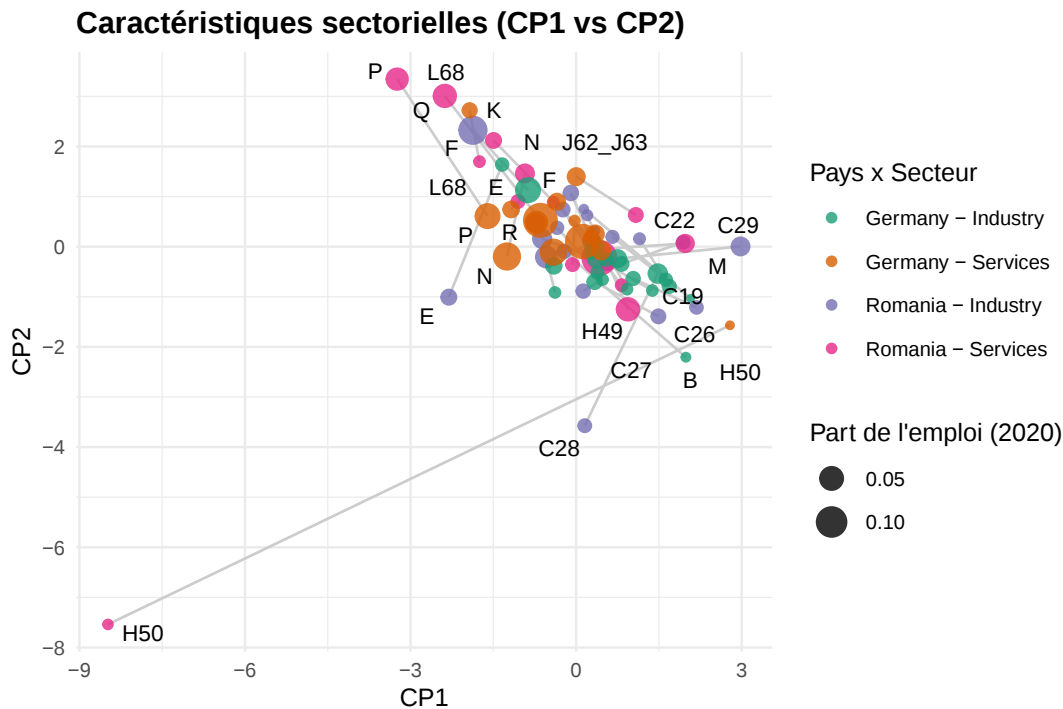


FIGURE 5.5 – Bi-plot des première et seconde CP

La figure 5.5 illustre la position des secteurs selon leurs scores sur les deux premières composantes principales.

Dans le cadran supérieur gauche (CP1 négative, CP2 positive), on retrouve des secteurs fortement orientés vers le marché domestique, faiblement intégrés aux chaînes de valeur et logistiques, avec de faibles investissements en capital fixe. Leur captation relative de valeur ajoutée progresse, mais rien n’indique une spécialisation nette dans les biens finaux ou intermédiaires. Ce profil regroupe surtout des services, la construction et quelques industries roumaines ⁶. En réalité, ces industries roumaines ont toutes augmenté leur déficit de valeur ajoutée (à l’exception de D ⁷). Les services P et Q ont augmenté leur surplus de valeur ajoutée, mais leur très faible orientation vers l’export rend leurs contributions minimales, tandis que N et R sont en déficit. En Allemagne, neuf secteurs ⁸ y

6. Les industries C10-C12 (agroalimentaire, tabac), C23 (minéraux non métalliques), C25 (produits métalliques) et D (énergie) ainsi que les services N (support administratif), P (éducation), Q (santé, social), R (loisirs).

7. Voir les tableaux suivants : tableau F.1, tableau F.2, tableau F.5, tableau F.7

8. Les industries E et F ainsi que les services H52, I, J61, L68, P, Q, R.

sont, dont quatre en déficit de valeur ajoutée (seul Q voit son déficit s'aggraver.) et cinq en surplus⁹.

Dans le cadran supérieur droit (CP1 positive, CP2 positive), les secteurs sont bien intégrés dans les chaînes de valeur et logistiques, spécialisés dans l'export de biens finaux et l'import de biens intermédiaires. Leur captation relative de valeur, leur orientation exportatrice et leurs investissements en capital fixe sont comparables aux services : plutôt bas. L'industrie roumaine est correctement représentée¹⁰, aux côtés des services roumains J62-J63 (informatique) et M (activités techniques). Parmi les dix secteurs roumains présents, seuls quatre ont une présence étrangère inférieure à 50% de la valeur ajoutée ; et six sont en surplus de valeur ajoutée¹¹. Cependant, leur contribution nette doit être mise en perspective : ils servent surtout le marché domestique, et rien ne suggère un renforcement futur des capacités productives. Ainsi, le faible engagement des bourgeoisies de ces secteurs suggère une faible exposition à la concurrence, ou des choix stratégiques d'épuiser le capital fixe sans le renouveler. Parmi les cinq secteurs allemands¹², seul J58-J60 voit son déficit augmenter.

Le cadran inférieur droit (CP1 positive, CP2 négative) regroupe des secteurs très intégrés aux chaînes de valeur et logistiques, ayant connu une baisse de captation de valeur ajoutée, mais avec des investissements plus élevés en capital fixe. La nature des biens (finaux ou intermédiaires) n'y est pas clairement identifiable. La majorité des industries allemandes s'y situent, ainsi que les services allemands H50 et son industrie B. Du côté roumain, on retrouve cinq industries et trois services¹³. La moitié des secteurs roumains réduit son déficit de valeur ajoutée, l'autre moitié est en surplus. Du côté allemand, 18 secteurs y figurent¹⁴, dont deux augmentent leur déficit de valeur ajoutée (B et C19), deux réduisent leur déficit, et 14 autres réalisent un surplus (parmi lesquels dix qui augmentent leur surplus).

Enfin, le cadran inférieur gauche (CP1 négative, CP2 négative) concentre des secteurs spécialisés dans les biens intermédiaires, faiblement intégrés dans les chaînes de valeur et logistiques, avec une captation relative de valeur, une orientation exportatrice et des investissements plutôt stables ou modérés. Peu de secteurs occupent cette position¹⁵, cependant le H50 roumain se fait remarquer. Parmi les cinq secteurs roumains, tous sont en déficit de valeur ajoutée, à l'exception de C13-C15 dont le surplus diminue¹⁶. Seuls les télécoms J61 ont une présence étrangère supérieure à 50% de l'emploi, bien que l'Italie soit très ancrée dans le secteur C13-C15 dont, au total, les entreprises étrangères contrôlent

9. Voir les tableaux : tableau F.3, tableau F.4, tableau F.6, tableau F.8

10. Avec les industries de C17 à C22 (imprimerie, chimie, pétrole, plastiques), C24 (métaux), C29 (automobile) légèrement positive sur la CP2, et C31-C33 (meubles)

11. Voir les tableaux déjà mentionnés, en annexe.

12. Soit l'industrie C25 et les services G, H49, J58-J60, J62-J63.

13. Les industries C16 (manufacture de bois), C26 (électronique), C27 (matériel électrique), C28 (machinerie) et C30 (transports) dont le contrôle étranger de la valeur ajoutée s'étend de 50,4% à 88,3%, et les services G (commerce), H49 (transport terrestre), H52 (entrepôt) à la présence étrangère respective de 38,1%, 10,6% et 30,4% en 2020.

14. Les secteurs allemands B, C10-C12, C16, C17-C18, C19, C20, C21, C22, C23, C24, C26, C27, C28, C29, C30, D, et ses services H50 et K.

15. Les industries B (extraction minière), C13-C15 (textile), E, et les services H50 (transports maritimes) et J61 (télécoms).

16. Voir les tableaux déjà mentionnés, en annexe

45% de la valeur ajoutée. Quatre secteurs allemands s’y trouvent ¹⁷, dont un qui augmente son déficit de valeur ajoutée.

Pour rappel, le test MANOVA (tableau E.1) indique que l’industrie est significativement plus dans le cadran inférieur droit (sur la figure 5.5 toujours), et les services dans le cadran supérieur gauche. La partie suivante fournit une interprétation plus large des résultats.

5.2.2 Commentaires

Premièrement et mis à part la différence entre les services et l’industrie, les résultats suggèrent que la Roumanie est moins intégrée, est plus orientée vers l’export de biens intermédiaires et les importations de biens finaux, tandis que sa balance commerciale de valeur ajoutée est plus élevée que ce que la balance commerciale (en valeur d’échange) ne suggère. Les résultats faibles du test MANOVA (tableau E.1) cachent une polarisation au sein des secteurs roumains, qui sont très dispersés entre les quatre cadrans. Cependant, de nombreux secteurs roumains sont en déficit de valeur ajoutée.

Deuxièmement, les industries roumaines susceptibles de générer des surplus commerciaux et de valeur ajoutée sont majoritairement sous contrôle étranger. Seul le service H49 (transport terrestre) donne une piste d’intégration internationale autonome, avec une forte compétitivité apparente. À l’inverse, le secteur H50 (transport maritime) est cantonné à des activités domestique intermédiaires, suggérant qu’il intervient entre les tâches de l’industrie, principalement au bénéfice de la bourgeoisie étrangère, et conformément à la notion de bourgeoisie comprador (POULANTZAS 1979).

Troisièmement, les industries en aval de la production, qui fournissent le marché domestique et international en biens finaux, ont tendance à avoir des niveaux d’investissement en capital fixe faibles. De plus, un faible nombre d’industries observent des taux d’investissements et une orientation vers l’export plus forts. Cela suggère que la politique industrielle menée en Roumanie n’est pas diversifiée, que le marché domestique final s’expose à une dépendance aux importations à moyen terme et que les surplus commerciaux et de valeur ajoutée reposeront sur une gamme étroite de secteurs, contrairement à l’Allemagne dont les caractéristiques de l’industrie sont plus homogènes.

Prenons les données ajustées aux volumes d’importation et exportation : la figure 5.6 montre la relation entre la balance de valeur ajoutée avec la captation de valeur ¹⁸, pour les années 2000 et 2020. Des échanges et niveaux technologiques équilibrés entre deux économies requièrent une pente constante et une ordonnée à l’origine nulles (soit $f(x) = 0$), afin d’avoir des balances commerciales en valeur d’échange et en VA (normalisées) identiques (et chacune à l’équilibre lorsque les importations et exportations sont égales en valeur d’échange). Pour la Roumanie, la pente négative de 2000 devient positive en 2020, suggérant une polarisation entre d’une part des secteurs technologiques exportateurs nets, et d’autre part une dépendance accrue aux technologies importées. Comme pour l’Allemagne, cela correspond à une hausse des interdépendances internationales sur fonds d’avantages comparatifs.

En 2000, le secteur C13-C15 (textile) est un contributeur net de valeur ajoutée, avec des produits de haute gamme, mais il disparaît de la scène en 2020. À l’inverse, le secteur

17. Les industries allemandes C13-C15 ainsi que les services M et N.

18. Toutes deux ajustées à la part des exportations et importations des secteurs dans les flux totaux.

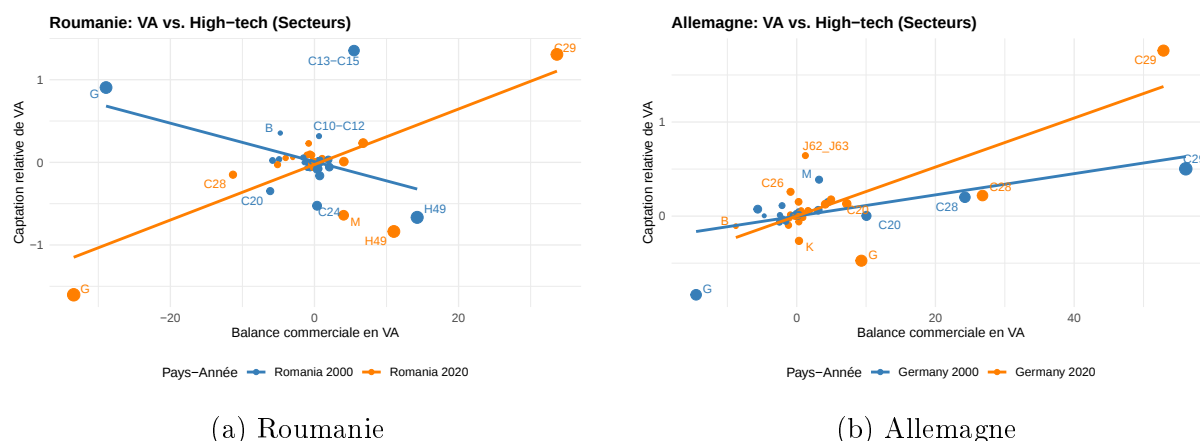


FIGURE 5.6 – Comparaison des balances relatives de valeur ajoutée entre la Roumanie et l’Allemagne par secteur

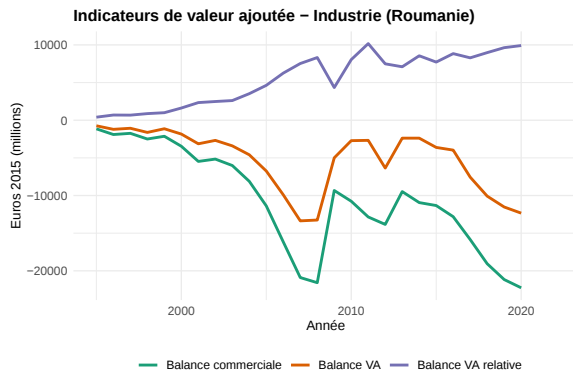
C29 (automobile) est le grand succès du début du siècle, avec une valeur ajoutée qualitative et une position gonflée suite à sa forte contribution dans les exportations (13,6%) et importations (8,1%) en 2020. Les secteurs H49 (transport terrestre) et M (activités techniques) construisent leur valeur ajoutée sur des étapes faiblement technologiques, ce qui modère l’hypothèse d’une bourgeoisie nationale autonome dans le secteur 49. Un autre phénomène est le secteur G (commerce), dont le déficit change de nature : l’écart entre la balance commerciale en VA et en valeur d’échange s’est considérablement creusé, témoignant une perte d’autonomie de la Roumanie, qui ne s’améliorera pas si les industries de biens finaux sont délaissées.

En Allemagne, le déficit initial de G est devenu un surplus de valeur ajoutée, suggérant qu’il se fournit sur le marché domestique et/ou qu’il agit en intermédiaire dans le commerce international, malgré un faible niveau technologique. Le secteur C29, déjà déterminant en 2000, voit son niveau technologique augmenter considérablement, au-dessus de son équivalent roumain. De plus pour un balance de valeur ajoutée à l’équilibre (ou presque), le secteur K allemand (finance) est cantonné à des activités faiblement technologiques¹⁹, tandis que le secteur J62-J63 (informatique) jouit d’un statut privilégié (son score est également élevé sur la CP2).

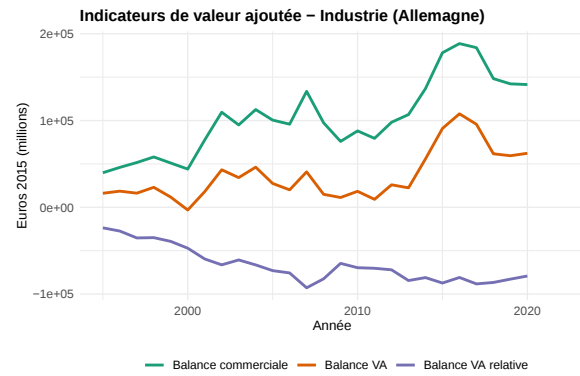
Ces observations supportent l’hypothèse que la Roumanie s’est développée sous la tutelle du capital allemand, qui l’a insérée dans ses chaînes de valeur à des niveaux technologiques parfois élevés (comme dans le cas de C29) qui permettent les exportations de produits finis à haute valeur ajoutée. Cependant au niveau agrégé, la situation technologique roumaine est polarisée et de nombreux secteurs sont déficitaires en VA, donnant l’impression que le pays est cantonné à des rôles périphériques d’assemblage. Dans les services, 11 secteurs sur 17 sont en déficit, seulement 4 ont augmenté leur surplus, dont M et H49 qui misent sur des stratégies de volume plutôt que sur une montée en gamme²⁰. Cela peut sembler paradoxal, car la hausse de la valeur ajoutée totale a été portée par les

19. En 2020, le premier importateur de produits financiers allemands est le Luxembourg tandis que le premier exportateur est le Royaume-Uni.

20. Parmi l’industrie roumaine, environ 80% des secteurs ont une balance de valeur ajoutée supérieure à ce que suggère la balance commerciale, contre 60% dans les services (sans tenir compte des poids des secteurs dans l’économie et le commerce international).



(a) Roumanie



(b) Allemagne

FIGURE 5.7 – Comparaison des balances commerciales de la Roumanie et de l'Allemagne dans l'industrie

services, surtout depuis 2010 (figure 5.3).

Afin de mieux comprendre la dynamique sous-jacente des services et de l'industrie, les figure 5.7 et figure 5.8 exposent leur profil commercial en comparaison avec l'Allemagne.

Pour l'industrie d'abord, on constate une hausse structurelle de la captation de valeur ajoutée en Roumanie : les étapes de production montent en gamme, et le pays bénéficie de plus en plus de ses exportations. Pourtant en parallèle, le déficit commercial se creuse : la valeur des importations croît plus vite que celle des exportations. Le mécanisme est strictement inverse en Allemagne : alors que ses étapes de productions se déqualifient en apparence, la valeur de ses exportations augmente plus vite que celle de ses importations. Au niveau agrégé, ces mécanismes correspondent d'une part à une Périphérie qui réalise des tâches de plus en plus productives tout en devenant de plus en plus dépendante des importations des biens les plus intensifs en valeur ajoutée, au point que la balance finale de VA est malgré tout défavorable. D'autre part, l'Allemagne correspond à un Centre qui externalise de plus en plus la production, mais arrive à rapatrier de la valeur en exportant les biens les plus intensifs en valeur ajoutée. Alors que ce mécanisme peut s'observer avec des prix de marché, il est aggravé lorsque les prix sont fixés hors du marché, par exemple si les échanges ont lieu au sein d'un même groupe d'entreprises : cela réfère aux "prix de transfert" (FULOP 2023). En vertu de la structure de propriété de l'industrie roumaine, il est probable que les prix de transfert y jouent un rôle important et pèse sur la balance commerciale²¹.

Cela est moins explicite pour les services²² : la Roumanie exécute des tâches de moins en moins qualifiées, mais exporte de tels volumes que la balance de valeur ajoutée en devient légèrement positive, surtout depuis 2010. Cela corroborent FOERSTER-PASTOR FOERSTER-METZ et GOLOWKO (2018) et OECD (2024) d'après qui les services roumains sont devenus un lieu d'accueil pour la délocalisation (ou externalisation) de nombreux services étrangers. Ce faisant, la valeur ajoutée par personne a augmenté via une spécialisation dans des tâches faiblement qualifiées et de plus en plus dépendantes d'importations

21. Pour approfondir cette piste, il serait intéressant de comparer la dynamique des importations et exportations de biens intermédiaires et bien finaux, par secteur et partenaire commercial. Bien que ce soit possible avec les données TIVA (OECD 2023b), ce mémoire ne le fait pas.

22. Rappelons-nous les rôles de H49, M et G de la figure 5.6

coûteuses proportionnellement à la valorisation des services exportés. Du côté allemand, les services sont en surplus de valeur ajoutée, dans des proportions similaires à l'industrie (75 milliards d'euros 2015 en fin de période pour les services, contre 50 milliards pour l'industrie). Il semble que l'Allemagne est montée en gamme dans ses services, avec une plus grande autonomie qui lui permet de relever sa balance commerciale et sa balance de valeur ajoutée, bien que sa balance commerciale reste fragile suite à des importations élevées. La place des services allemands dans la division mondiale du travail est dans un statu quo depuis 2010.

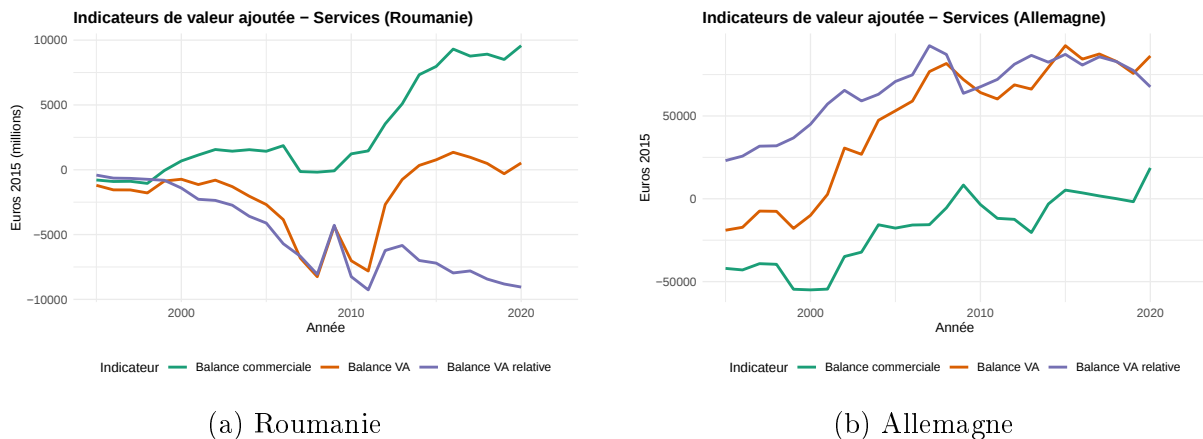


FIGURE 5.8 – Comparaison des balances commerciales entre la Roumanie et l'Allemagne dans les services

Cette section a montré que les services et les industries ont des dynamiques significativement différentes de part leur orientation vers l'export, leurs investissements en capital fixe, leur captation de valeur, et leur intégration dans des chaînes de valeur et logistiques mondiales. Tandis que la Roumanie semble légèrement moins intégrée, moins orientée vers l'export et observe des niveaux d'investissement plus faibles en moyenne, une analyse approfondie montre que la trajectoire de son industrie et de ses services sont les revers d'une même médaille, avec d'une part un essor technologique dépendant et d'autre part une autonomisation des services dans des tâches en déclin technologique. Dans l'industrie roumaine, le secteur automobile contribue à un surplus de valeur ajoutée qualitatif, mais c'est l'arbre qui cache la forêt, sans oublier que l'omniprésence des firmes étrangères en son sein expose le pays au rattachement des profits vers l'étranger²³. De leur côté, les services contribuent à la croissance de la valeur ajoutée par personne, ainsi qu'au surplus de la balance commerciale et de valeur ajoutée, mais grâce à une spécialisation dans des tâches de moins en moins qualifiées, particulièrement pour les secteurs M (activités techniques) et H49 (transport terrestre).

La section suivante explore la nature des relations de la Roumanie et de l'Allemagne vis-à-vis de leurs partenaires commerciaux, avec un intérêt particulier pour les services.

23. Ici, nous n'explorons pas les chaînes de valeur à l'intérieur de la Roumanie. Cependant, nous ne devons pas exclure l'hypothèse que plusieurs secteurs industriels roumains sont intégrés dans la logistique de l'industrie automobile, auquel cas la dépendance aggrégée de l'industrie serait en partie liée à son mode d'insertion dans la logistique de l'automobile. Si ce scénario est avéré, la performance de l'automobile (C29) joue un rôle de vitrine plutôt que de contributeur réel.

5.3 Étude comparative des partenaires commerciaux

5.3.1 Analyse en Composantes Principales des Partenaires

Ici, les unités statistiques ne sont plus les secteurs, mais les pays partenaires de la Roumanie et de l'Allemagne, distingués selon qu'il s'agit d'industries ou de services.

La première composante principale (CP1) explique 29,2 % de la variance, la seconde (CP2) 16,8 %, la troisième 15,8 % et la quatrième 12,8 %. Les deux premières composantes résument donc 46 % de l'information initiale, et les quatre premières en concentrent 74,6 % (voir la figure G.1 en annexe).

Les variables retenues à l'issue de la première ACP sont (1) la part de la valeur ajoutée domestique contrôlée par le pays partenaire et (2) son évolution, (3) la captation de valeur ajoutée et (4) son évolution, (5) la dépendance aux importations et (6) son évolution, (7) la balance commerciale en valeur ajoutée, ainsi que (8) l'évolution de la position logistique dans la chaîne de valeur, où une orientation accrue vers l'exportation de biens intermédiaires peut également impliquer une hausse des importations de biens finaux, et inversement.

La première composante principale (CP1) distingue deux profils de pays partenaires (voir figure G.3 et figure G.2 en annexe). Un score positif correspond aux partenaires avec qui la captation relative de valeur est haute et augmente (autonomisation des exportations), la dépendance aux importations sur le marché final domestique est réduite, et le contrôle exercé sur la valeur ajoutée domestique recule également. À l'inverse, un score négatif caractérise les partenaires avec qui la captation de valeur est faible et diminue, la dépendance du marché final domestique aux importations a augmenté, et le contrôle sur la valeur ajoutée domestique est plus important et tend à croître.

Les partenaires commerciaux de la Roumanie présentent en moyenne un score significativement inférieur à celui des partenaires de l'Allemagne, et les secteurs de services obtiennent eux aussi un score plus faible (p-valeurs respectives de 0,00017 et 0,0004 (tableau G.1)). L'interaction entre pays et types de secteur est faiblement significative (p-valeur de 0,09), ce qui suggère que les services roumains affichent un score plus bas que ne le laisserait prévoir séparément leur appartenance aux services et à la Roumanie (figure G.6). Cela appuie les résultats de la figure 5.8, présentée dans la section précédente.

La seconde composante principale (CP2) met en évidence les pays partenaires dont le contrôle de la valeur ajoutée domestique est important et en progression, vers lesquels les exportations se sont davantage orientées vers les biens intermédiaires²⁴, avec qui la captation de valeur ajoutée est plus faible (rôle d'assemblage avant l'export), et où la dépendance du marché final domestique est moindre et a récemment diminué (voir figure G.3 et figure G.2).

La Roumanie ne se distingue pas significativement de l'Allemagne sur cette dimension, mais les services affichent un score inférieur à celui de l'industrie (p-valeur de 0,016 sur le tableau G.1). Cette différence provient principalement d'une forte polarisation interne à la Roumanie : le terme d'interaction entre pays et type de secteur est significatif (p-valeur de 0,0044), révélant à nouveau un score moyen élevé pour l'industrie roumaine et faible pour ses services. figure G.7

24. Ou avec qui les importations de biens finaux ont pris de l'importance.

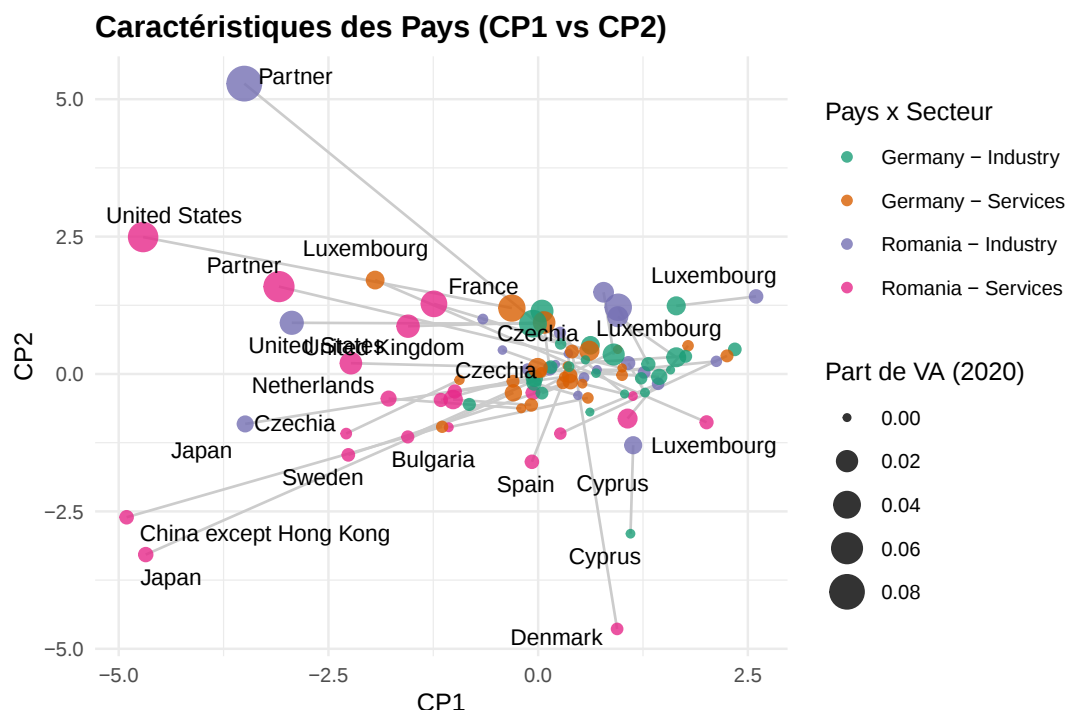


FIGURE 5.9 – Bi-plot des première et seconde CP

Sur le bi-plot croisant la CP1 et la CP2 (figure 5.9), chaque cadran correspond à un profil distinct de relation entre la Roumanie ou l'Allemagne et leurs pays partenaires.

Le cadran supérieur gauche regroupe les partenaires qui combinent un contrôle fort et croissant sur la valeur ajoutée domestique, une faible captation de valeur ajoutée et une balance commerciale en léger déficit (figure 5.9). On y retrouve plusieurs partenaires majeurs de la Roumanie, comme l'Allemagne, les États-Unis, ainsi que les services français, britanniques et néerlandais. Pour l'Allemagne, les services luxembourgeois et états-uniens occupent aussi cette position. Dans ces relations, les excédents commerciaux éventuels rapportent relativement peu de valeur ajoutée, et de moins en moins, tandis que les déficits constituent des pertes nettes de valeur ajoutée : la Roumanie importe des biens intermédiaires²⁵ mais n'arrive pas à valoriser son propre travail dans ses exportations vers ces pays. En tout cas, le travail roumain est moins valorisé dans ses exportations que le travail des partenaires n'est valorisé dans ses importations. Ces pays caractérisent les centres de la Roumanie (Allemagne).

Le cadran supérieur droit correspond à des partenaires offrant à la fois une captation relative de valeur ajoutée élevée et croissante, une faible dépendance aux importations pour le marché domestique final, et une balance commerciale excédentaire, avec un contrôle domestique modéré et en recul (figure 5.9). Pour la Roumanie, il s'agit notamment des relations industrielles avec la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Plusieurs partenaires allemands s'y trouvent également, bien que leurs scores à la CP2 soient légèrement inférieurs.

Le cadran inférieur droit se définit par des partenaires à balance commerciale légèrement excédentaire, faible emprise sur la valeur ajoutée domestique (et en diminution),

25. Ces biens intermédiaires ne proviennent pas nécessairement du partenaire ciblé.

avec une orientation des exportations vers les biens finaux, et dépendance modérée et en baisse aux importations pour le marché final (figure 5.9). Pour la Roumanie, on y retrouve la Chypre, les services danois, luxembourgeois et irlandais. Leur contrôle faible sur la valeur ajoutée domestique n'exclut pas que ces pays soient des plateformes d'exportation du capital, proportionnellement à leur taille. En valeur ajoutée cependant, les exportations semblent compenser les importations.

Le cadran inférieur gauche regroupe les partenaires à très faible captation relative de valeur ajoutée, avec une orientation vers l'export de biens intermédiaires²⁶, balance commerciale en déficit, et forte dépendance aux importations pour le marché domestique final (en augmentation). Ces pays exercent peu ou pas de contrôle sur la valeur ajoutée domestique (figure 5.9). Pour la Roumanie comme pour l'Allemagne, les services chinois s'y situent, tandis que la Roumanie y place aussi l'industrie et les services japonais ainsi que plusieurs pays d'Europe centrale, principalement dans les services. Ces pays font office de concurrents à l'Allemagne et aux États-Unis sur le territoire roumain, mais surtout avec les leviers commerciaux.

Par la suite, nous approfondissons les relations bilatérales, en calibrant les valeurs sur l'importance des partenaires commerciaux dans les importations et exportations, et sur base des tableaux en annexe (tableau H.1 et tableau H.2).

5.3.2 Commentaires

Premièrement, les pays du cadran supérieur droit ont deux leviers pour extraire la valeur hors de la Roumanie : d'une part, ils peuvent rapatrier des volumes importants de profits hors de la Roumanie (PARNREITER, STEINWÄRDER et KOLHOFF 2024). D'autre part, et particulièrement pour l'industrie, l'ACP suggère que les États-Unis et l'Allemagne se fournissent auprès de la Roumanie en biens et services dont les transformations en Roumanie sont faiblement valorisées, tandis que leurs exportations vers la Roumanie sont hautement valorisées. Si en moyenne les services captent mieux la valeur ajoutée dans les échanges (conformément à l'analyse sectorielle), cela ne semble pas être le cas avec les pays de ce cadran²⁷.

Deuxièmement à propos de la France et des Pays-Bas dans l'industrie, ceux-ci ne semblent pas utiliser leur contrôle (partiel) de la production roumaine pour l'intégrer dans des chaînes de valeur qui la pénaliseraient. Ainsi pour la France et les Pays-Bas, l'extraction de la valeur passerait davantage par le rapatriement des profits (dans l'industrie), tandis que les processus de productions roumains gagnent en autonomie technologique.

Troisièmement et en apparence, l'industrie roumaine est dans une position technologique et commerciale correcte voire avantagée vis-à-vis de nombreux pays. Cependant, le modèle statistique ne tient pas compte des volumes d'échanges, et donc sous-estime les rapports de centre-périphérie de l'industrie roumaine, qui sont concentrés dans ses relations avec l'Allemagne, (presque) hégémonique.

Quatrièmement, la dynamique des services révèle une faiblesse structurelle de la Roumanie : son autonomie technologique chute vis-à-vis de nombreux partenaires, soit avec une hausse de la dépendance du marché final domestique, soit avec une compression de la valeur ajoutée domestique contenue dans les exportations. Contrairement à l'industrie,

26. Ou forte balance commerciale déficitaire en biens finaux

27. Nous verrons que cette analyse ne correspond pas aux échanges de services avec les États-Unis.

le statut périphérique des services roumains n'est pas absorbé par leurs relations avec l'Allemagne. Cela suggère qu'il n'y a pas d'hégémonie clairement établie.

Par conséquent, les relations bilatérales des services roumains méritent une attention particulière, surtout que leur croissance a porté le développement économique roumain ces dernières années. Avant cet approfondissement, nous réalisons un état des lieux des partenaires les plus importants de la Roumanie et de l'Allemagne, sur base des tableaux en annexe (tableau H.1 et tableau H.2).

Notons d'abord que les pays qui exportent leur capital en Roumanie et en Allemagne sont similaires. En effet, en Roumanie, ceux dont le contrôle de la valeur ajoutée domestique est le plus important sont la Chypre, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis. Si l'on remplace Chypre par la Suède et l'Italie par l'Autriche, le résultat est identique pour l'Allemagne, comme le suggérait déjà la figure 5.4 en introduction de ce chapitre.

Parmi eux, et au niveau intersectoriel, les relations commerciales de la Roumanie avec la France, le Japon, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis sont à la fois une source de surplus commercial en valeur d'échange et en valeur ajoutée. Hormis pour le Royaume-Uni et la France (avec qui la captation de la valeur ajoutée baisse malgré le surplus), les exportations vers ces pays deviennent également plus intensives en valeur ajoutée. À l'inverse, les déficits commerciaux avec la Chine, Chypre, Pologne et la Turquie sont aggravés par un déficit proportionnellement plus grand en valeur ajoutée. Entre les deux extrêmes, les déficits commerciaux avec l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie et les Pays-Bas sont amortis par une meilleure captation de la valeur (tableau H.1).

Pour l'Allemagne, seuls la Pologne et les Pays-Bas créent un déficit de valeur ajoutée et de balance commerciale, tandis que le Luxembourg génère uniquement un déficit en valeur ajoutée²⁸. Le pays a une captation de la valeur positive avec la France, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, mais la Chine, le Japon, l'Autriche, l'Autriche, le Luxembourg, la Pologne et la Suisse rapportent moins de valeur ajoutée que la balance commerciale ne le suggère : ses échanges avec la Pologne et le Luxembourg sont donc particulièrement puits à VA (tableau H.2).

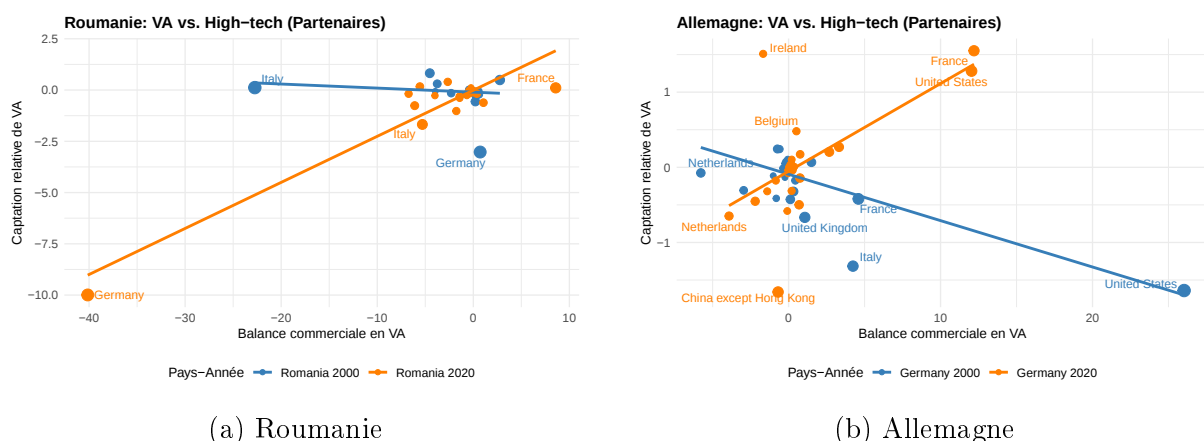


FIGURE 5.10 – Comparaison des balances relatives de valeur ajoutée entre la Roumanie et l'Allemagne par pays partenaires

28. Cela implique que les exportations de l'Allemagne vers le Luxembourg contiennent énormément de valeur ajoutée étrangère.

Lorsque l'on utilise les valeurs ajustées aux parts d'exportation et d'importation, l'on constate sur la figure 5.10 que la Roumanie s'est éloignée de son statut périphérique avec l'Italie, qui se fait amplement dépasser par l'Allemagne, tandis que la France est un partenaire important avec des relations technologiques équilibrées. Côté allemand, l'autonomie technologique vis-à-vis des États-Unis, de la France et de l'Italie s'est considérablement améliorée, tandis que la dépendance technologique avec les Pays-Bas et la Chine s'est détériorée malgré une balance commerciale de valeur ajoutée proche de l'équilibre ou qui s'améliore. En valeurs nettes, les rôles de la France et de l'Allemagne sont plus déterminants pour la Roumanie en 2020.

La figure 5.11 et la figure 5.12 mettent le projecteur sur les relations de services de la Roumanie vis-à-vis de l'Allemagne, la France, les États-Unis et la Chine.

De prime abord, la captation relative de valeur se dégrade avec tous les partenaires sauf les États-Unis²⁹ : la Roumanie se dirige vers un statut de plateforme d'assemblage. Alors que la balance commerciale est toujours positive, la balance de valeur ajoutée est polarisée entre d'une part les contributeurs (France, États-Unis) et d'autre part les absorbeurs (Allemagne, Chine), envers qui le rôle d'assemblage est asymétrique.

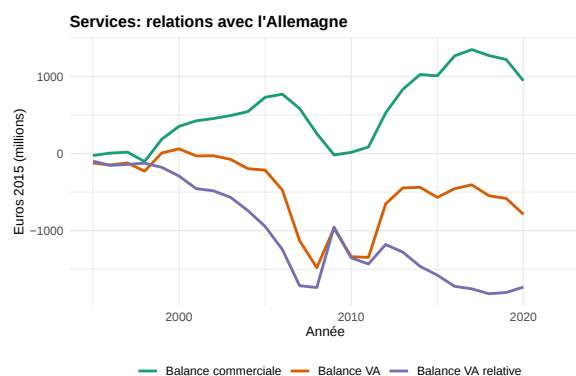
Ici, l'Allemagne incarne la relation la plus défavorable pour la Roumanie, avec un déficit de VA de presque 1 milliard d'euros 2015 en fin de période, alors que la balance commerciale est positive de 1 milliard. Avec la Chine, le déficit de valeur ajoutée est de 200 millions d'euros 2015, contre un surplus commercial de 400 millions. Cette dynamique montre que les exportations de la Roumanie vers ces pays sont intégrées à des chaînes de valeur qui plombent le gain net de l'économie, tandis que ses importations sont très rentables pour ces partenaires.

Pour les contributeurs, les données des États-Unis montrent que les services exportés contiennent peu de valeur ajoutée étrangère, suggérant qu'ils ne sont pratiquement pas intégrés à des chaînes de valeur mondiales³⁰. Le commerce de services avec la France est rentable, mais les étapes en amont de la production roumaine ont tendance à rendre les intrants plus chers sans que la Roumanie ne réhausse proportionnellement son niveau technologique.

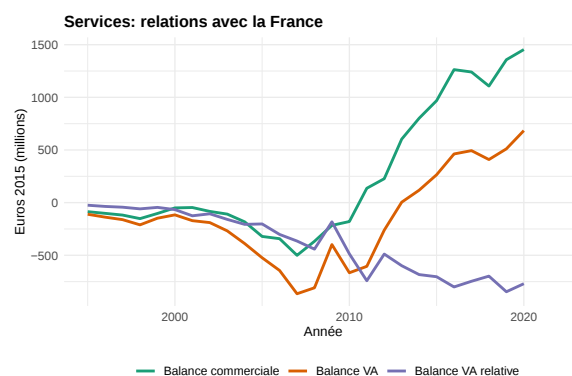
Cette section montre que la Roumanie bénéficie de relations industrielles qualitatives avec de nombreux pays à l'exception de l'Allemagne et des États-Unis. L'ACP suggère que ces deux pays sont une cause importante du bilan négatif de l'industrie roumaine. Les services roumains, dont nous connaissons l'importance dans la croissance du pays, sont significativement insérés dans des rapports asymétriques. En effet, leur autonomie technologique décline dans leurs exportations vers trois puissances économiques parmi les quatre étudiées. Exceptionnellement, les échanges avec les États-Unis semblent vertueux et réciproques. Toutefois, les volumes des flux commerciaux ne font pas ressortir ce partenaire sur la figure 5.10a, et ne doivent pas sous-estimer la possibilité d'échanges réciproques entre firmes états-uniennes ni de transits via d'autres pays. À ce stade de l'analyse, une interprétation théorique des résultats et une mise en perspective s'imposent.

29. Le contraste entre la position des États-Unis sur l'ACP et ses données directes, montre une limite de l'analyse statistique.

30. Néanmoins, nous ne devons pas sous-estimer le transit des importations de services états-uniens via l'Irlande.

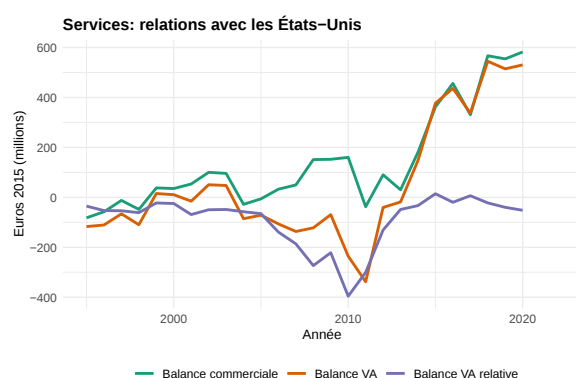


(a) Roumanie avec l'Allemagne

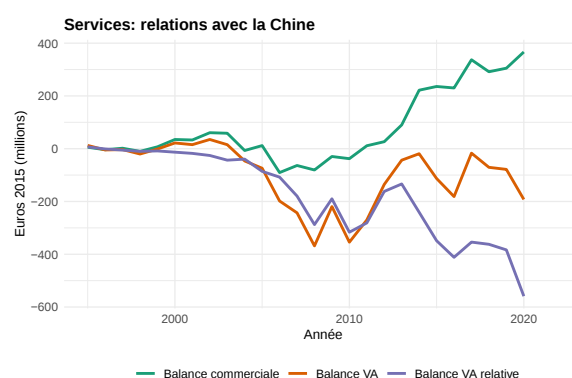


(b) Roumanie avec la France

FIGURE 5.11 – Comparaison des balances relatives de valeur ajoutée de la Roumanie avec l'Allemagne et la France



(a) Roumanie avec les États-Unis



(b) Roumanie avec la Chine

FIGURE 5.12 – Comparaison des balances relatives de valeur ajoutée de la Roumanie avec les États-Unis et la Chine

6. Discussion

Dans la tradition néoclassique, la libéralisation attire les capitaux là où leur rendement marginal est meilleur. Cela est particulièrement bénéfique pour les économies en manque d'épargne domestique : leurs ratios de capital-travail augmentent après la libéralisation, ce qui entraîne une meilleure productivité et amorce la croissance du PIB par habitant (RAMSEY 1928 ; CASS 1965 ; KOOPMANS 1963 ; SOLOW 1956). Nous avons vu en effet que les investissements ont porté la croissance roumaine sur presque toute la période, tandis que les groupes de pays plus avancés ont une croissance portée par le travail : la Roumanie n'est pas encore à son état stationnaire.

Pour quantifier la relation entre le taux de croissance et le niveau initial de richesse, BARRO et XAVIER SALA-I-MARTIN (1992) proposent les indicateurs de convergence bêta et sigma. Une analyse au niveau sous-national confirme les résultats de GRELA et al. (2017) : alors que la Roumanie converge vers le Centre de l'Union Européenne, cette convergence crée des divergences en son sein. D'après le même article, la convergence de l'Europe de l'Est vers l'UE-15 a également été portée par son intégration dans les chaînes de valeurs européennes, et son auteur encourage l'approfondissement de ces liens.

Cependant, la nouvelle économie géographique met en garde contre les mécanismes d'agglomération : la libéralisation augmente la diversité de biens disponibles dans la région moins développée, mais ces biens coûtent plus chers car les entreprises migrent vers le Centre afin de bénéficier d'économies d'échelles là où la consommation est plus importante (P. KRUGMAN 1991). Nos résultats corroborent partiellement cette analyse : l'industrie a une balance commerciale qui se dégrade, suggérant une perte nette de l'autonomie domestique, tandis que les services ont une balance commerciale positive, suggérant une autonomisation nette et donc une hausse des forces productives.

Avec BALDWIN et MARTIN (2004), qui intègrent les contributions de ROMER (1990) et LUCAS (1988), la concentration de la recherche dans la grande économie crée une relation de centre-périphérie extrême si les capitaux sont immobiles, car les agents de la petite région ne peuvent pas investir (ou travailler) là où la recherche se concentre. Par contre, avec la mobilité des capitaux, la croissance est inégale entre les régions, mais elle est plus forte partout, ce qui compense partiellement les inégalités et suggère un dilemme entre l'équité régionale et la croissance. Nos résultats vont partiellement dans ce sens, car ils suggèrent que dans les services, la concentration des activités les plus productives (amorçées par la recherche et le développement) n'a pas lieu en Roumanie. Alors que la production industrielle monte en gamme, sa dépendance accrue aux intrants étrangers ne permet pas l'hypothèse d'une agglomération "vertueuse". Cependant, à la différence du modèle de BALDWIN et MARTIN (2004), la population roumaine n'a pratiquement pas d'épargne, par conséquent les gains de ses investissements à l'étranger (où les externalités positives de la recherche apparaissent) sont faibles.

Quatre liens majeurs peuvent rapprocher nos résultats de la littérature hétérodoxe. Pour rappel, l'intégration de nouvelles régions au sein du capitalisme est nécessaire à son développement car elle permet de répondre à des crises cycliques, causées par la baisse du taux de profit et la concentration des entreprises (WALLERSTEIN 2004). En cela, l'extension de l'influence du Centre sur l'Europe de l'Est, dont la Roumanie, se comprend par la très faible croissance du Centre. Dans le système inter-étatique, les états semi-périphériques cherchent à gravir les échelons en accueillant les délocalisations du Centre, ce qui permet à sa bourgeoisie d'augmenter (ou maintenir) ses taux de profit. Si nous ne décomposons pas l'origine de la valeur ajoutée étrangère contenue dans les exportations roumaines, la montée systématique de cette variable dans les services montre a minima que leur exportation bénéficie de moins en moins à la Roumanie, et que sa position est particulièrement asymétrique avec l'Allemagne et la Chine. L'industrie par contre, bénéficie de plus en plus de ses exportations, mais est structurellement en déficit commercial et de valeur ajoutée.

Deuxièmement selon FRANK (1978), la délocalisation d'étapes de production vers la périphérie ne lui permet pas de sortir de son statut périphérique. Même lorsque les tâches montent en complexité, le Centre garde l'ascendant technologique, limite les capacités de production locales pour éviter leur concurrence, oriente les investissements vers l'export, et expose les secteurs domestiques légèrement compétitifs à la concurrence internationale. Nos résultats vont dans ce sens, car les industries domestiques qui sont orientées vers le marché domestique et la production de biens finaux semblent biens moins financées que celles tournées vers l'export. Cette dynamique appuie le constat du déficit structurel de l'industrie roumaine.

Troisièmement et dans ce cadre, POULANTZAS (1979) rappelle l'importance des rapports de propriété : d'une part, la bourgeoisie nationale possède ses propres moyens d'accumulation et s'étend à l'étranger, d'autre part la bourgeoisie comprador s'enrichit en servant les intérêts étrangers. L'identification empirique de ces bourgeoisies est complexe car elle implique de connaître la relation entre le capital étranger au domestique au sein d'un même secteur. Néanmoins, nous avons montré que de nombreux secteurs industriels sont sous l'influence des bourgeoisies nationales étrangères (surtout la bourgeoisie allemande), tandis que les transports terrestres et maritimes, dont le capital semble autonome, sont des secteurs logistiques intimement liés à l'industrie. La croissance des services, dont le contrôle étranger est plus dispersé, se fait à l'avantage (croissant) de nombreux partenaires commerciaux en amont de la chaîne de valeur.

Les rapports de propriété expliquent en partie les balances de paiements différentes entre l'Allemagne et la Roumanie : la croissance du revenu primaire roumain est plombée par les services de la dette et le versement de dividendes, qui sont compensés par la solidarité internationale, formelle ou informelle. Ces mécanismes mis côte-à-côte suggèrent que l'intégration de nouvelles régions dans le système-monde fait indirectement circuler la valeur depuis la société civile du centre (contributions des États) et ses travailleurs (rémittances) vers les bourgeoisies du Centre de l'Europe, par l'intermédiaire des régions périphériques, comme la Roumanie et la Bulgarie.

Cela rappelle l'importance des États, qui pour POULANTZAS (1979), doivent être compris comme la matérialisation des rapports de force entre les classes sociales. En vertu de nos résultats, il est probable que le soutien que l'Union européenne a apporté à la modernisation de l'économie roumaine se soit fait à l'avantage des puissances économiques

européennes, et surtout l'Allemagne qui semble coordonner la division internationale du travail dans la région. En effet, alors que les dépenses dans les infrastructures ont augmenté les niveaux de vie des Roumains (T. I. BEREND 2009), les dépenses en recherche et développement montrent qu'il n'a jamais été question de faire de la Roumanie un pôle de compétitivité (figure 6.1). Cette analyse rejoint les travaux de DEFRAIGNE (2024b).

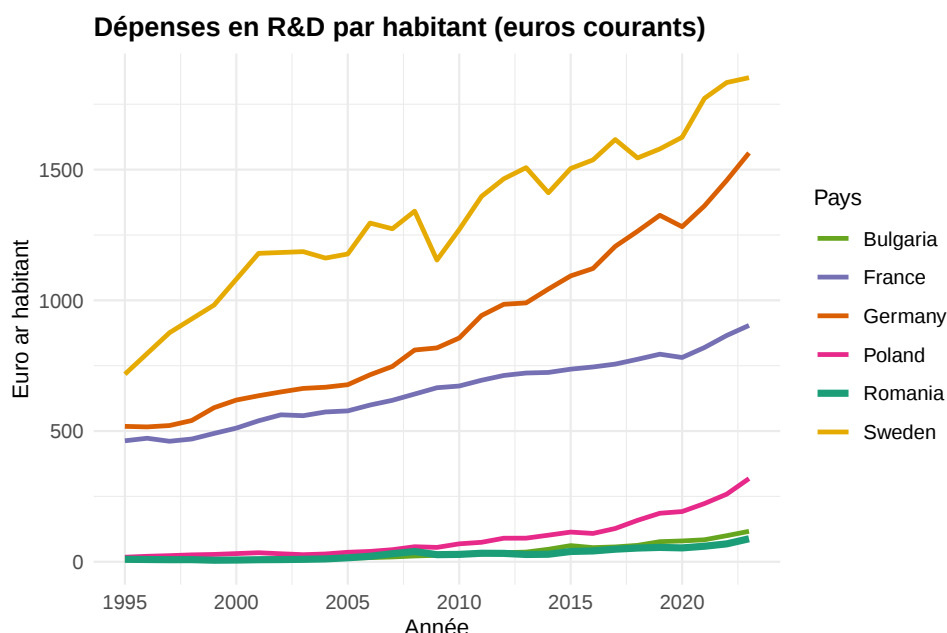


FIGURE 6.1 – Dépenses en recherche et développement (en euro courant, par personne)

L'absence apparente d'activités de recherche et développement appuie les propositions de la nouvelle économie géographique, de la théorie hétérodoxe, et des théories de la croissance endogène (LUCAS 1988 ; ROMER 1990)). À ce rythme, il est très peu probable que la Roumanie remonte sa captation de valeur ajoutée dans les chaînes globales, et s'affranchisse de son insertion périphérique.

Dans son histoire, la région fut sous influence ottomane et russe d'abord, sous l'influence européenne ensuite, puis russe à nouveau après la Seconde Guerre mondiale, et encore européenne après la chute du régime communiste (I. BEREND 1996). L'industrialisation a sérieusement commencé à partir des années 1950. Les dirigeants communistes roumains ont essayé de sortir du statut périphérique, en vain. La période de transition vers le libéralisme fut douloureuse, mais après dix ans de crise, la croissance reprend. Forte bien que disparate, la croissance cache mal la subordination de l'économie roumaine aux bourgeoisies étrangères. Ce mode de développement semble couper l'herbe sous le pied d'une élévation de la Roumanie aux mêmes rangs que les pays du Centre.

* * *

Ce mémoire présente de nombreuses limites.

Premièrement, les résultats de la convergence réelle sont calculés sur des années de référence et non des moyennes de taux de croissance au cours des périodes. Cela peut affecter les résultats en cas de conjonctures asymétriques dans l'UE lors de l'année de référence, ou celle qui la précède.

Deuxièmement, la couverture de l'échantillon des régions NUTS 2 n'est pas clairement établie. Les données de la Croatie et de la Slovaquie sont absentes pour la période 2000-2007, et pour 2021-2023. La trajectoire des Balkans semble particulièrement affectée par ces variations. Au total, les échantillons des régressions varient entre 195 et 237 unités.

Troisièmement, les balances de paiement et les données du commerce international ont été transformées de dollars courants en euros 2015 via un indicateur basé sur 19 pays de la zone Euro. Ces transformations peuvent manquer de précision, surtout pour la Roumanie qui est hors de la zone Euro. Ensuite, le PIB est repris d'une base de données différente, pour traduire les données en parts du PIB. Par conséquent des variations monétaires artificielles peuvent affecter les résultats ou les amplitudes des graphiques.

Quatrièmement, les analyses en composantes principales doivent être interprétées avec précaution. Les variances expliquées cumulées des deux premières CP sont autour de 50%, et les troisième et quatrième composantes expliquent encore environ 25% de la variance. Pourtant, ces CP n'ont pas été étudiées, ce qui expose à une surinterprétation et une perte de finesse.

Cinquièmement, la méthode statistique permet d'identifier des dynamiques générales, d'exposer des corrélations entre les observations sur base d'une multitude de variables, mais les résultats individuels doivent aussi être traités avec précaution : tant que l'on ne vérifie pas explicitement les variables d'origine, le résultat d'un secteur ou pays partenaire doit toujours être traité avec distance (un exemple est le cas des États-Unis dans les services).

Sixièmement, comme mentionné dans la description des données, la notion de contrôle étranger est étroite, et doit être interprétée comme une borne inférieure : les contrats de franchise et de sous-traitance passent sous les radars, en plus des montages financiers.

Septièmement, la sélection des vingt-cinq pays partenaires pourrait-être élargie, tandis que le choix de retirer les poids des secteurs et pays partenaires altère par définition les résultats, en minimisant les outliers, tandis que nous avons vu l'ampleur des secteurs H49, M, C29 et G lorsqu'ils étaient ajustés à leur taille dans les échanges commerciaux.

Compte tenu de ces remarques, les résultats doivent être compris comme des pistes pour des recherches futures, et non des conclusions définitives.

À l'avenir néanmoins, cette méthode pourrait être appliquée sur un échantillon plus large, par exemple tous les secteurs de chaque pays européen, afin d'isoler des clusters par pays et/ou secteur, dans leurs relations intra- et extra-européenne. De même, l'intégration des relations intra-nationales pourrait faire ressortir des interdépendances plus ou moins favorables entre les secteurs.

Une autre piste est d'intégrer les relations bilatérales de la balance des paiements avec les relations commerciales et de propriété, améliorées avec une méthodologie qui trace les montages financiers et la sous-traitance. Dans le cadre de ce mémoire, ces données n'ont pas été trouvées ou sont de mauvaise qualité (par exemple, la balance financière des paiements publiée par Eurostat).

En bref, la méthode a un potentiel considérable, et les corrélations qu'elle produit entre les variables et les unités statistiques réactualisent le besoin d'outils théoriques, notamment de la littérature hétérodoxe.

Conclusion

En ce début de XXIème siècle, le développement du capitalisme en Europe n'est pas harmonieux. Statistiquement, le PIB/habitant des pays pauvres croît plus vite que celui des pays riches au sein de l'Europe des Vingt-Sept. Pourtant, le Centre maintient son avance sur la moyenne européenne.

Les progrès de la Roumanie sont tout de même considérables, car elle double son PIB/habitant en vingt ans, et son ratio de capital-travail augmente. Cette croissance nourrit des inégalités entre la capitale et le reste du territoire roumain. De plus, elle est portée par les investissements étrangers : en 2020, 42% de la valeur ajoutée est créée par des entreprises étrangères (surtout l'Allemagne). Cela expose le pays à un déficit de la balance des revenus primaires, et donc une fuite structurelle des capitaux.

Nous avons vu que la capacité de la Roumanie à tirer des revenus de ses exportations est faible, car sa balance commerciale en valeur ajoutée est en déficit (et chute dans le temps). La dynamique des services est différente de l'industrie : les premiers portent la croissance, ont une balance commerciale positive et une balance de valeur ajoutée à l'équilibre, tandis que l'industrie stagne et observe un déficit pour ces indicateurs. Cependant, les surplus des services sont le fruit d'un travail faiblement et de moins en moins qualifié, dans deux secteurs majeurs : le transport terrestre et les activités techniques. À l'inverse, l'industrie monte en gamme tout en restant hautement dépendante, avec une concentration des exportations dans le secteur automobile.

D'une part, la dépendance de l'industrie risque de s'accroître si, comme le suggèrent nos résultats, la production domestique de biens finaux chute et les surplus commerciaux sont peu diversifiés. D'autre part, alors qu'aucune puissance économique n'a l'hégémonie dans les services, les faibles investissements en recherche et développement montrent qu'à moyen terme, la Roumanie se renforcera dans des tâches secondaires.

En conclusion, l'économie roumaine présente de nombreuses vulnérabilités et semble figée dans son statut périphérique depuis plus d'un siècle. En cela, la libéralisation et l'intégration dans l'Union européenne n'ont pas amorcé de "saut qualitatif", et une étude sincère de la convergence mérite d'élargir l'analyse au-delà du PIB par habitant.

* * *

Une question s'impose : qu'est-ce qui serait capable de rompre cette logique ?

Bibliographie

- BALDWIN, Richard E. et Philippe MARTIN (2004). “Chapter 60 Agglomeration and regional growth”. In : *Handbook of Regional and Urban Economics*. T. 4. Elsevier, p. 2671-2711. ISBN : 978-0-444-50967-3. DOI : 10.1016/S1574-0080(04)80017-8. URL : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S1574008004800178> (visité le 11/08/2025).
- BARRO, Robert J. et XAVIER SALA-I-MARTIN (1992). “Convergence”. In : *Journal of Political Economy* 100.2. Publisher : University of Chicago Press, p. 223-251. ISSN : 00223808, 1537534X. URL : <http://www.jstor.org/stable/2138606> (visité le 11/08/2025).
- BEREND, Ivan (29 ao t 1996). *Central and Eastern Europe, 1944–1993 : Detour from the Periphery to the Periphery*. 1^{re}  d. Cambridge University Press. ISBN : 978-0-521-55066-6 978-0-521-66352-6 978-0-511-58174-8. DOI : 10.1017/CB09780511581748. URL : <https://www.cambridge.org/core/product/identifier/9780511581748/type/book> (visité le 11/08/2025).
- BEREND, IVAN T. (2003). *History Derailed*. 1^{re}  d. University of California Press. ISBN : 978-0-520-23299-0. URL : <http://www.jstor.org/stable/10.1525/j.ctt1ppcrp> (visité le 11/08/2025).
- BEREND, T. Iv n (2009). *From the Soviet bloc to the European Union : the economic and social transformation of Central and Eastern Europe since 1973*. Cambridge, UK ; New York : Cambridge University Press. 299 p. ISBN : 978-0-521-49365-9.
- BOTEZATU, Elena (2007). “Romania Between the Challenges of Competitiveness and Regional Cohesion”. In : *SSRN Electronic Journal*. ISSN : 1556-5068. DOI : 10.2139/ssrn.1015206. URL : <http://www.ssrn.com/abstract=1015206> (visité le 09/03/2025).
- CASS, David (juill. 1965). “Optimum Growth in an Aggregative Model of Capital Accumulation”. In : *The Review of Economic Studies* 32.3, p. 233. ISSN : 00346527. DOI : 10.2307/2295827. URL : <https://academic.oup.com/restud/article-lookup/doi/10.2307/2295827> (visité le 11/08/2025).
- CHOW, Gregory C. (juill. 1960). “Tests of Equality Between Sets of Coefficients in Two Linear Regressions”. In : *Econometrica* 28.3, p. 591. ISSN : 00129682. DOI : 10.2307/1910133. URL : <https://www.jstor.org/stable/1910133?origin=crossref> (visité le 16/08/2025).
- DEFRAIGNE, Jean-Christophe (2024a). “A Marxian Analysis of the European Construction I : Origins”. In : *Marx and Europe*. Sous la dir. de Matthieu DE NANTEUIL et Anders FJELD. T. 30. Series Title : Philosophy and Politics - Critical Explorations. Cham : Springer Nature Switzerland, p. 25-36. ISBN : 978-3-031-53735-6. DOI : 10.1007/978-3-031-53736-3_3. URL : https://link.springer.com/10.1007/978-3-031-53736-3_3 (visité le 11/08/2025).

- DEFRAIGNE, Jean-Christophe (2024b). “A Marxian Analysis of the European Construction II : Contradictions”. In : *Marx and Europe*. Sous la dir. de Matthieu DE NANTEUIL et Anders FJELD. T. 30. Series Title : Philosophy and Politics - Critical Explorations. Cham : Springer Nature Switzerland, p. 37-48. ISBN : 978-3-031-53735-6. DOI : 10.1007/978-3-031-53736-3_4. URL : https://link.springer.com/10.1007/978-3-031-53736-3_4 (visité le 11/08/2025).
- DIXIT, Avinash K. et Joseph E. STIGLITZ (1977). “Monopolistic Competition and Optimum Product Diversity”. In : *The American Economic Review* 67.3. Publisher : American Economic Association, p. 297-308. ISSN : 00028282. URL : <http://www.jstor.org/stable/1831401> (visité le 11/08/2025).
- DRAGOȘ MIHAI UNGUREANU 1 et al. (2009). “ROMANIA’S REAL CONVERGENCE TO THE EUROPEAN UNION”. In : *Annales Universitatis Apulensis Series Oeconomica* 11 (2), p. 732-743.
- EGRY, Gábor (2 sept. 2024). “The rise of Titans? Economic transition and local elites in post-1918 Banat and Transylvania”. In : *European Review of History : Revue européenne d’histoire* 31.5, p. 788-816. ISSN : 1350-7486, 1469-8293. DOI : 10.1080/13507486.2024.2396818. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/13507486.2024.2396818> (visité le 13/08/2025).
- EUROPEAN CENTRAL BANK. (2018). *Real convergence in central, eastern and south-eastern Europe*. LU : Publications Office. URL : <https://data.europa.eu/doi/10.2866/747750> (visité le 24/06/2025).
- EUROPEAN COMMISSION, éd. (2024). *European business statistics compilers’ manual for foreign affiliate statistics : 2024 edition*. 2024 edition. Luxembourg : Publications Office. 1 p. ISBN : 978-92-68-09699-4. DOI : 10.2785/817091.
- EUROSTAT (2022a). *Foreign control of enterprises by economic activity and a selection of controlling countries (from 2008 onwards)*. DOI : 10.2908/FATS_G1A_08. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/FATS_G1A_08 (visité le 11/08/2025).
- (2022b). *GERD by sector of performance*. DOI : 10.2908/RD_E_GERDTOT. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/RD_E_GERDTOT (visité le 11/08/2025).
- (2024a). *Annual enterprise statistics for special aggregates of NACE Rev.2 activities (2005-2020)*. DOI : 10.2908/SBS_NA_SCA_R2. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/SBS_NA_SCA_R2 (visité le 11/08/2025).
- (2024b). *Foreign controlled EU enterprises by NACE Rev.2 activity and country of control (from 2021 onwards)*. DOI : 10.2908/FATS_ACTIV. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/FATS_ACTIV (visité le 11/08/2025).
- (2025a). *Bruttoanlageinvestitionen nach NUTS-2-Region für die Volkswirtschaft und den Sektor Staat*. DOI : 10.2908/NAMA_10R_2GFCF. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/NAMA_10R_2GFCF (visité le 11/08/2025).
- (2025b). *Emploi (milliers d’heures travaillées) par région NUTS 2*. DOI : 10.2908/NAMA_10R_2EMHRW. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/NAMA_10R_2EMHRW (visité le 11/08/2025).
- (2025c). *Employment by detailed industry (NACE Rev.2) - national accounts*. DOI : 10.2908/NAMA_10_A64_E. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/NAMA_10_A64_E (visité le 11/08/2025).

- EUROSTAT (2025d). *GDP and main components (output, expenditure and income)*. DOI : 10.2908/NAMA_10_GDP. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/NAMA_10_GDP (visité le 11/08/2025).
- (2025e). *Gross value added and income by detailed industry (NACE Rev.2)*. DOI : 10.2908/NAMA_10_A64. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/NAMA_10_A64 (visité le 11/08/2025).
- (2025f). *Population active par sexe, âge et région NUTS 2 (1 000)*. DOI : 10.2908/LFST_R_LFP2ACT. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/LFST_R_LFP2ACT (visité le 11/08/2025).
- (2025g). *Population on 1 January by age, sex and NUTS 2 region*. DOI : 10.2908/DEMO_R_D2JAN. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/DEMO_R_D2JAN (visité le 11/08/2025).
- (2025h). *Produit intérieur brut (PIB) aux prix courants du marché par région NUTS 2*. DOI : 10.2908/NAMA_10R_2GDP. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/NAMA_10R_2GDP (visité le 11/08/2025).
- (2025i). *Revenus des ménages par région NUTS 2*. DOI : 10.2908/NAMA_10R_2HHINC. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/NAMA_10R_2HHINC (visité le 11/08/2025).
- (2025j). *Statistics explained : Regional household statistics*. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Regional_household_income_statistics#Components_of_primary_income (visité le 11/08/2025).
- (2025k). *Taux de chômage par sexe, âge, niveau d'éducation atteint et région NUTS 2 (%)*. DOI : 10.2908/LFST_R_LFU3RT. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/LFST_R_LFU3RT (visité le 11/08/2025).
- (2025l). *Unternehmensstatistiken nach Größenklassen und Wirtschaftszweigen der NACE Rev. 2 (ab 2021)*. DOI : 10.2908/SBS_SC_OVW. URL : https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/product/page/SBS_SC_OVW (visité le 11/08/2025).
- FOERSTER-PASTOR FOERSTER-METZ, Ulrike Stefanie et Nina GOLOWKO (1^{er} mars 2018). “The need for digital and soft skills in the Romanian business service industry”. In : *Management & Marketing* 13.1, p. 831-847. ISSN : 2069-8887. DOI : 10.2478/mmcks-2018-0008. URL : <https://www.sciendo.com/article/10.2478/mmcks-2018-0008> (visité le 16/08/2025).
- FRANK, Andre Gunder (1978). *Dependent Accumulation and Underdevelopment*. London : Palgrave Macmillan UK. ISBN : 978-0-333-23951-3 978-1-349-16014-3. DOI : 10.1007/978-1-349-16014-3. URL : <http://link.springer.com/10.1007/978-1-349-16014-3> (visité le 11/08/2025).
- FRED (2024). *Organization for Economic Co-operation and Development, Currency Conversions : US Dollar Exchange Rate : Average of Daily Rates : National Currency : USD for Euro Area (19 Countries)*. Federal Reserve Bank of St. Louis. URL : <https://fred.stlouisfed.org/series/CCUSMA02EZA661N> (visité le 11/08/2025).
- FULOP, Renata (30 sept. 2023). “Transfer Pricing : Growth of the Concept and Fiscal Regulations in Europe”. In : *ENTRENOVA - ENTERprise REsearch INNOVation* 9.1, p. 341-352. ISSN : 27064735. DOI : 10.54820/entrenova-2023-0031. URL : <https://hrcak.srce.hr/ojs/index.php/entrenova/article/view/31461> (visité le 16/08/2025).

- GÁL, Zoltán et Gábor LUX (23 août 2022). “FDI-based regional development in Central and Eastern Europe : A review and an agenda”. In : *Tér és Társadalom* 36.3, p. 68-98. ISSN : 2062-9923, 0237-7683. DOI : 10.17649/TET.36.3.3439. URL : <https://tet.rkk.hu/index.php/TeT/article/view/3439> (visité le 06/03/2025).
- GOUARDÈRES, Frédéric (2025). *La nomenclature commune des unités territoriales statistiques (NUTS)*. URL : https://www.europarl.europa.eu/erpl-app-public/factsheets/pdf/fr/FTU_3.1.6.pdf (visité le 11/08/2025).
- GRELA, Marcin et al. (2017). *Is Central and Eastern Europe converging towards the EU-15 ?* National Bank of Poland. URL : https://static.nbp.pl/publikacje/materialy-i-studia/264_en.pdf.
- HELLER, W. et IANOȘ, I. (2004). “Spatial patterns of economy and migration in post-socialist Romania”. In : *Europa regional*. URL : <https://nbn-resolving.org/urn:nbn:de:0168-ssoar-48099-6>.
- HOLOBIUC, Ana-Maria (20 déc. 2021). “Real Convergence in the European Union. Bridging the Gap between the New and Old Member States”. In : *European Financial and Accounting Journal* 16.2, p. 29-50. ISSN : 18054846, 18054846. DOI : 10.18267/j.efaj.254. URL : <http://efaj.vse.cz/doi/10.18267/j.efaj.254.html> (visité le 27/06/2025).
- HOTELLING, H. (sept. 1933). “Analysis of a complex of statistical variables into principal components.” In : *Journal of Educational Psychology* 24.6, p. 417-441. ISSN : 1939-2176, 0022-0663. DOI : 10.1037/h0071325. URL : <https://doi.apa.org/doi/10.1037/h0071325> (visité le 16/08/2025).
- INTERNATIONAL MONETARY FUND (2015). *Romania : Selected Issues*. Avec la coll. d’INTERNATIONAL MONETARY FUND. IMF Staff Country Reports Country Report No. 15/80. Washington, D.C : International Monetary Fund. 99 p. ISBN : 978-1-4755-5311-6. DOI : 10.5089/9781475553116.002.
- KOMLOS, John, éd. (2024). *Neoliberal economic policy and the rise of right-wing populism : Western civilization at the crossroads*. Palgrave insights into apocalypse economics. Cham, Switzerland : Palgrave Macmillan. 402 p. ISBN : 978-3-031-74979-7.
- KOOPMANS, Tjalling C. (1963). “On the Concept of Optimal Economic Growth”. In : *Cowles Foundation Discussion Papers*. 392. URL : <https://elischolar.library.yale.edu/cowles-discussion-paper-series/392>.
- KRUGMAN, Paul (1991). “Increasing Returns and Economic Geography”. In : *Journal of Political Economy* 99.3. Publisher : University of Chicago Press, p. 483-499. ISSN : 00223808, 1537534X. URL : <http://www.jstor.org/stable/2937739> (visité le 11/08/2025).
- KRUGMAN, Paul R. (nov. 1979). “Increasing returns, monopolistic competition, and international trade”. In : *Journal of International Economics* 9.4, p. 469-479. ISSN : 00221996. DOI : 10.1016/0022-1996(79)90017-5. URL : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/0022199679900175> (visité le 11/08/2025).
- LAURENTIU, Ivanov (2013). “A study of inter-war economies of Poland and Romania”. In : *The 7 th International Days of Statistics and Economics*, p. 10. URL : <https://msed.vse.cz/files/2013/123-Laurentiu-Ivanov-paper.pdf>.
- LEE, Frederic S. (mars 2008). “Economics Confronts the Economy”. In : *Journal of Economic Issues* 42.1, p. 276-277. ISSN : 0021-3624, 1946-326X. DOI : 10.1080/00213624.

- 2008.11507132. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/00213624.2008.11507132> (visité le 11/08/2025).
- LENIN, Vladimir Il'ich (1916). *Imperialism, the highest stage of capitalism : a popular outline*. OCLC : 932561333. Mansfield Centre, CT : Martino Publishing. ISBN : 978-1-61427-190-1.
- LUCAS, Robert E. (juill. 1988). "On the mechanics of economic development". In : *Journal of Monetary Economics* 22.1, p. 3-42. ISSN : 03043932. DOI : 10.1016/0304-3932(88)90168-7. URL : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/0304393288901687> (visité le 11/08/2025).
- MATEI, Elena Florentina et Ioana Manuela MINDRICAN (1^{er} août 2022). "Synchronization of the business cycle with that of the eurozone after accession to the European Union. The case of Romania". In : *Proceedings of the International Conference on Business Excellence* 16.1, p. 682-694. ISSN : 2558-9652. DOI : 10.2478/picbe-2022-0065. URL : <https://www.sciendo.com/article/10.2478/picbe-2022-0065> (visité le 16/08/2025).
- NATIONS, United (2025). *Correspondance table : ISIC4 to NACE2*. URL : https://unstats.un.org/unsd/classifications/Econ/tables/ISIC/ISIC4_NACE2/ISIC4_NACE2.txt (visité le 11/08/2025).
- OECD (2023a). *Guide to OECD Trade in Value Added (TIVA) Indicators*. URL : https://web-archive.oecd.org/2023-11-24/644737-TiVA_2023_Indicators_Guide.pdf.
- (2023b). *Trade in Value Added (TIVA), Principal Indicators, levels*. URL : <https://www.oecd.org/en/topics/sub-issues/trade-in-value-added.html> (visité le 11/08/2025).
- (28 nov. 2024). *Job Creation and Local Economic Development 2024 : The Geography of Generative AI*. Job Creation and Local Economic Development. OECD. ISBN : 978-92-64-34365-8 978-92-64-62866-3 978-92-64-56441-1. DOI : 10.1787/83325127-en. URL : https://www.oecd.org/en/publications/job-creation-and-local-economic-development-2024_83325127-en.html (visité le 16/08/2025).
- PALMÉN, Olli (déc. 2020). "Sovereign default risk and credit supply : Evidence from the euro area". In : *Journal of International Money and Finance* 109, p. 102257. ISSN : 02615606. DOI : 10.1016/j.jimonfin.2020.102257. URL : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S0261560620302138> (visité le 17/08/2025).
- PARNREITER, Christof, Laszlo STEINWÄRDER et Klara KOLHOFF (nov. 2024). "Uneven Development through Profit Repatriation : How Capitalism's Class and Geographical Antagonisms Intertwine". In : *Antipode* 56.6, p. 2343-2367. ISSN : 0066-4812, 1467-8330. DOI : 10.1111/anti.13089. URL : <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/anti.13089> (visité le 16/08/2025).
- PEARSON, Karl (nov. 1901). "LIII. On lines and planes of closest fit to systems of points in space". In : *The London, Edinburgh, and Dublin Philosophical Magazine and Journal of Science* 2.11, p. 559-572. ISSN : 1941-5982, 1941-5990. DOI : 10.1080/14786440109462720. URL : <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14786440109462720> (visité le 16/08/2025).
- PILLAI, K. C. S. (mars 1955). "Some New Test Criteria in Multivariate Analysis". In : *The Annals of Mathematical Statistics* 26.1, p. 117-121. ISSN : 0003-4851. DOI : 10.1214/

- aoms/1177728599. URL : <http://projecteuclid.org/euclid.aoms/1177728599> (visité le 16/08/2025).
- POULANTZAS, Nicos Ar (1979). *Classes in contemporary capitalism : Nicos Poulantzas ; translated from the French by David Fernbach*. OCLC : 1049730500. London : Verso. ISBN : 978-0-902308-06-0.
- RAMSEY, F. P. (déc. 1928). "A Mathematical Theory of Saving". In : *The Economic Journal* 38.152, p. 543. ISSN : 00130133. DOI : 10.2307/2224098. URL : <https://www.jstor.org/stable/2224098?origin=crossref> (visité le 11/08/2025).
- ROMER, Paul M. (1990). "Endogenous Technological Change". In : *Journal of Political Economy* 98.5. Publisher : University of Chicago Press, S71-S102. ISSN : 00223808, 1537534X. URL : <http://www.jstor.org/stable/2937632> (visité le 11/08/2025).
- SOLOW, Robert M. (fév. 1956). "A Contribution to the Theory of Economic Growth". In : *The Quarterly Journal of Economics* 70.1, p. 65. ISSN : 00335533. DOI : 10.2307/1884513. URL : <https://academic.oup.com/qje/article-lookup/doi/10.2307/1884513> (visité le 11/08/2025).
- STOENESCU, Camil-George (2018). "Romania during the Interwar Period : an Economic Approach". In : *The Romanian Economic Journal*. URL : <https://rejournal.eu/sites/rejournal.versatech.ro/files/articole/2018-12-19/3540/5-final-70-stoenescu.pdf>.
- UZAWA, Hirofumi (jan. 1965). "Optimum Technical Change in An Aggregative Model of Economic Growth". In : *International Economic Review* 6.1, p. 18. ISSN : 00206598. DOI : 10.2307/2525621. URL : <https://www.jstor.org/stable/2525621?origin=crossref> (visité le 11/08/2025).
- VANCEA, D.P.C et al. (2021). "Export Expansion Policies. An Analysis of Romanian Exports Between 2005- 2020 Using the Principal Component Analysis Method and Short Recommendations for Increasing this Activity". In : *Transformations in Business & Economics* 20.2, pp.614-634. URL : <http://www.transformations.knf.vu.lt/53a/article/expo>.
- WALLERSTEIN, Immanuel (27 août 2004). *World-Systems Analysis : An Introduction*. Duke University Press. ISBN : 978-0-8223-9901-8 978-0-8223-3431-6. DOI : 10.2307/j.ctv11smzx1. URL : <http://www.jstor.org/stable/10.2307/j.ctv11smzx1> (visité le 11/08/2025).
- ZAMAN, Gheorghe et Valentina VASILE (2012). "Macroeconomic Impact of FDI in Romania". In : *Procedia Economics and Finance* 3, p. 3-11. ISSN : 22125671. DOI : 10.1016/S2212-5671(12)00113-X. URL : <https://linkinghub.elsevier.com/retrieve/pii/S221256711200113X> (visité le 12/02/2025).